LE MASSACRE DE 1937
ET LES RELATIONS HAÏTIANO-DOMINICAINES
LE MASSACRE DE 1937
ET LES RELATIONS HAÏTIANO-DOMINICAINES

Suzy Castor
1re édition française, CRESFED, 1988

Couverture et mise en page : C3 Éditions

Dépôt légal : 19-04-171
Bibliothèque nationale d’Haïti

© Tous droits réservés 2019
C3 Éditions
7 bis, rue Vernet, Delmas 31
Tél. : (+509) 3422-4471 / 3434-0434
c3editions.haiti@c3editions.com
www.c3editions.com
Remerciement

L’auteure voudrait remercier chaleureusement le professeur Watson Denis d’avoir pris toutes les dispositions pour procéder à la deuxième édition française de l’ouvrage.
La *collection Bohio* rassemble des textes, des ouvrages, des documents sur les relations politiques, économiques, culturelles et sociales entre Haïti et la République dominicaine. Toutes les disciplines des sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, économie, géographie, anthropologie, linguistique, droit, diplomatie, relations internationales, éducation, arts, culture et littérature), de même que les branches diverses des sciences naturelles (géologie, environnement, science de la terre, médecine, science de la santé, biologie et botanique) seront considérées dans cette collection qui rappelle que les deux États qui partagent l’île d’Haïti sont rattachés à tout jamais. Bohio est l’un des noms originels de l’île habitée aujourd’hui par les Haïtiens et les Dominicains. Dans ce contexte, il veut rappeler que la République d’Haïti et la République dominicaine sont liées par l’histoire et la géographie, ainsi que par l’économie, la politique et la culture.

Le Conseil éditorial de C3 Éditions est heureux de promouvoir la *Collection Bohio*. Cette maison d’édition haïtienne veut marquer son temps et rester dans la durée. Elle veut offrir au lectorat haïtien, au public caribéen et de l’hémisphère américain, des textes anciens et nouveaux dans plusieurs langues parlées sur le continent des Amériques et diffuser des ouvrages de référence sur des sujets de discussion et des questions d’intérêt général qui sont agitées dans le monde intellectuel et académique.
Préface de la deuxième édition française

La préface d’un livre a un rôle principal d’éclaireur. Qu’il vienne de l’auteur du livre ou qu’il soit écrit par une autre personne. Le plus souvent, quand il vient de l’auteur, celui-ci présente l’œuvre en question et éclaire sur la portée du travail réalisé. Si la préface est rédigée par quelqu’un d’autre, ce dernier se donne pour mission de présenter l’auteur et son œuvre et parfois d’exposer le projet social et intellectuel dans lequel celui-ci est impliqué.

Certains auteurs ont besoin du push d’un aîné ou d’une personnalité bien assise dans la Cité pour le mettre en orbite ou un spécialiste respecté dans une branche de la connaissance pour l’introduire dans le monde des lettres, de la culture, de la communauté scientifique ou dans le milieu des sociétés savantes. Professeure Suzy Castor, auteure de l’ouvrage intitulé : Le massacre de 1937 et les relations haïtiano-dominicaines, n’a besoin d’aucun parrainage de la sorte. Elle est déjà une figure bien connue dans le monde académique et intellectuel en Haïti, dans la grande Caraïbe et en Amérique latine. En préfàçant la deuxième édition française de l’ouvrage, je veux plutôt croire que je reçois davantage d’auréole de la part de l’auteure que je lui donne moi-même un quelconque rayonnement.

Publié en Haïti en 1988, je me suis rendu compte que l’ouvrage est devenu assez rare dans les rayons des bibliothèques et dans les librairies de la place. En effet, de nombreuses personnes, dont des étudiants et étudiantes
de plusieurs universités et centres d’études du pays m’ont approché pour leur indiquer l’endroit où ils pourraient l’acquérir ou le trouver pour consultation. Le plus souvent, ces jeunes et les personnes intéressés tournent en rond et reviennent bredouilles vers moi. J’en ai fait part à l’auteure de l’ouvrage qui m’a demandé de la rencontrer à ce sujet. Ce que j’ai accepté de bon cœur. Après quelques bonnes minutes de conversation, elle m’a demandé, s’appuyant sur mon intérêt pour les relations haïtiano-dominicaines et mes études antérieures sur la question, de tout entreprendre en vue d’une nouvelle édition de l’ouvrage et d’écrire la nouvelle préface. Je ne pouvais refuser une telle sollicitude faite par mon ancienne professeure d’histoire de l’Amérique latine à l’École Normale Supérieure de l’Université d’État d’Haïti. Dès ce moment, j’ai mis les pieds à l’étrier. Après tout, quel que soit le mérite que je puisse me couvrir, la professeure Suzy Castor m’a fait un grand honneur en me confiant ce travail de réédition. J’espère que le résultat final lui plaira et qu’elle saura le juger à sa juste valeur.


Par la suite, le texte a paru en français en 1988, à l’initiative du Centre de Recherche et de Formation économique et sociale pour le Développement (CRESFED). Aujourd’hui, il est épuisé et c’est ce qui justifie la parution de cette deuxième édition en langue française. Signe du temps, cette deuxième édition coïncide avec le 80e anniversaire du massacre des Haïtiens en République dominicaine, orchestré en 1937 par le régime dictatorial de Trujillo. L’ouvrage de Suzy Castor présente à la fois des informations fort utiles et des analyses fines sur ce sujet d’intérêt général.

La réédition d’un ouvrage publié en Haïti est un grand succès pour un(e) auteur(e). Peu d’ouvrages d’auteurs haïtiens sont réédités au bout d’une génération. L’ouvrage *Le massacre de 1937 et les relations haïtiano-dominicaines* est considéré, à juste titre, comme un texte de référence dans les relations haïtiano-dominicaines. Aujourd’hui, il y a une nouvelle génération d’Haïtiens et d’Haïtiennes qui veulent le lire, le commenter, se renseigner sur l’acte odieux et ignominieux que constitue le massacre de 1937. Elle veut aussi s’informer de mieux en mieux sur les fondements et l’évolution des relations entre Haïti et la République dominicaine.
L’ouvrage est composé de trois chapitres qui étudient et analysent trois questions importantes qui sont : la migration haïtienne en République dominicaine, le massacre ou le génocide de douzaines de milliers d’Haïtiens et d’Haïtiennes en 1937 en territoire dominicain et les relations haïtiano-dominicaines dans son évolution et ses mutations. Le texte de Suzy Castor présente en effet des données historiques, sociologiques et économiques qui permettent de saisir les fondements renouvelés des relations diplomatiques et politiques entre les deux États qui évoluent dans le même espace insulaire.

La deuxième édition de l’ouvrage est conforme au texte de la première édition, sauf que les notes et les références qui ont été placées à la fin de l’ouvrage sont transposées en bas de page en vue de faciliter l’intelligibilité immédiate d’une idée émise. Le texte français de 1988 n’a pas été altéré pour la simple raison que les questions abordées par l’auteur gardent une actualité étonnante. Aussi, le traitement qui leur a été donné conserve leur force et leur acuité. Certaines fois, il est de bon droit de réclamer des analyses au goût du jour, mais là encore, il faut faire attention. L’ouvrage de Suzy Castor résiste au temps. Il reste et demeure un texte d’actualité, tant par l’approche conceptuelle de sa réalisation que par sa problématique qui intéresse le genre humain.

La question de l’hégémonie est la thématique qui a le plus retenu mon attention. Je crois que dans la gamme des études portant jusque-là sur les relations haïtiano-dominicaines, le concept hégémonie a été utilisé (peut-être pour la première fois) par l’historienne Suzy Castor. Dans son travail, elle a
souligné que le massacre de 1937 a représenté un tournant dans les relations entre Haïti et la République dominicaine. Selon elle, le massacre a mis un sceau officiel à une situation qui s’imposait déjà depuis plus de deux décennies : la prépondérance évidente de la République dominicaine sur l’île, tant du point de vue politique, militaire, démographique qu’économique. Ainsi, il en est résulté que la République dominicaine devienne, chaque jour un peu plus, la partenaire ayant le plus de poids dans les relations bilatérales et le pôle d’attraction économique pour les paysans pauvres et les secteurs désœuvrés d’Haïti. En ce sens, la problématique de l’hégémonie dominicaine sur l’île d’Haïti a bien été exposée dans le livre.

La question d’hégémonie est d’actualité plus que jamais. Elle s’exerce par un État, selon les forces matérielles possédées par des acteurs en présence ou en compétition, il y a une hégémonie quelconque, de caractère naturel, entre deux États qui partagent le même espace géographique. C’est le cas de la République dominicaine par rapport à la République d’Haïti aujourd’hui, dont les relations économiques asymétriques donnent une idée de la réalité des choses ; l’hégémonie dominicaine s’affirme de plus en plus sur le marché haïtien.

On peut présager que ce travail de Suzy Castor passera à la postérité. Au-delà du positionnement idéologique et des sentiments nationalistes qu’elle dégage dans son œuvre, l’auteure a offert un ouvrage de haute valeur scientifique. On sait que dès sa prime jeunesse, l’étudiante en sciences sociales à l’École Normale Supérieure a pactisé avec les idées de justice sociale et de refondation de l’État en Haïti. Diplôme en main, elle a continué à militer pour les droits fondamen-
taux du peuple haïtien; ce qui lui a fait connaître l’exil et l’a contrainte de vivre loin de son pays natal durant la dictature duvaliériste. Au Mexique où elle a vécu, elle a poursuivi ses études universitaires et a fait une belle carrière dans la recherche et l’enseignement supérieur. En même temps, elle a continué le combat nécessaire pour les transformations politiques, sociales et matérielles de son pays.

monstruosités comme le massacre hideux de 1937.

La lecture ou la relecture de cet ouvrage est hautement recommandée. Une lecture réfléchie nous permettra de mieux comprendre ce qui nous lie, à plusieurs niveaux, à la République voisine. Les enjeux politiques, économiques, culturels et stratégiques d’une cohabitation pacifique entre Haïti et la République dominicaine, deux États indépendants d’une même île sont d’importance et méritent d’être saisis avec la plus grande intelligence.

Watson Denis, Ph. D.
Professeur à l’Université d’État d’Haïti
Directeur exécutif du Centre challenges
(Centre de consultations et d’études spécialisées en sciences humaines et sociales)
Préface de la première édition française

En réalisant cette étude publiée en 1981 par l’Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et en 1987 par l’Université Autonome de Santo-Domingo (UASD), nous avons voulu joindre nos efforts à ceux des secteurs progressistes d’Haïti et de la République dominicaine qui réalisent des recherches sur l’évolution historique des deux pays pour mieux comprendre leurs relations actuelles.

Terminée en 1978, cette étude a circulé amplement dans les milieux haïtiens et dominicains bien longtemps avant sa publication. Cette édition française bien qu’elle soit réalisée de façon tardive, 10 ans après, n’a pas été révisée. Nous n’avons pas voulu l’actualiser, vu que notre point de départ était le massacre des Haïtiens en 1937. En outre, le tableau de l’évolution de l’émigration haïtienne que nous avons esquissé s’est au contraire affirmé dans les tendances et l’interprétation que nous avons soulignées.

Depuis, la situation des braceros haïtiens a alerté l’opinion haïtiano-dominicaine et même internationale. La dénonciation présentée à la Commission des droits humains de l’Organisation des Nations Unies par la Société anti-esclavagiste de Londres, le livre Sucre amer de Maurice Lemoine, les protestations répétées de groupes d’Haïtiens et de Dominicains ont contribué à porter cette situation à la connaissance du grand public.

Le dossier a été enrichi par l’enquête réalisée au début
de 1983, par l’Organisation internationale du travail, sur les conditions des travailleurs en République dominicaine. Mais déjà, le témoignage de Serge Florival, avec des données irréfutables d’une valeur extraordinaire, constituait le premier écrit sur ce phénomène qui mettait à nu, de façon tellement détaillée et précise les mécanismes de l’exploitation du *bracero* haïtien dans les *bateys* dominicains.

En terminant le livre, à peine trois mois après la montée au pouvoir d’Antonio Guzman, nous caressions l’espoir que le gouvernement du Parti révolutionnaire pourrait, pour le moins, contribuer à l’amélioration des conditions d’embauchage des *braceros* et au sort des ouvriers émigrés haïtiens. Nous espérions aussi certains changements dans la politique du P.R.D., vis-à-vis de la dictature des Duvalier. Cet espoir fut vain.

Les gouvernements d’Antonio Guzman et de Jorge Blanco resserrèrent davantage l’alliance politique, économique et même militaire tissée par Trujillo et renforcée par le gouvernement réformiste de Joaquin Balaguer.

Les traits qui, à peine, commençaient à se dessiner dans les relations économiques que nous signalions dans notre travail, devenaient plus nets. La bourgeoisie dominicaine, dans son désir d’ouvrir le marché haïtien pour s’y implanter, dans le cadre de ce que nous appelons « la constellation de l’exploitation », ne tarda pas à entrer en compétition avec sa faible partenaire haïtienne. Ainsi, l’Association des Industriels Haïtiens, l’ADIH, protesta en 1983, contre l’invasion des marchandises dominicaines exigeant du gouvernement, plus de protection pour l’in-

Entre temps, des témoignages des braceros ou d’haïtiano-dominicains, les reportages réalisés avec beaucoup de professionnalisme par certains journalistes haïtiens dans les bateys de la République dominicaine ont suscité un réel intérêt au sein de notre population sur une question qui, jusqu’à récemment, préoccupait des cercles encore très restreints. L’action de plusieurs organisations dominicaines se concrétise chaque jour davantage en une collaboration avec de plus amples secteurs haïtiens.

De façon concomitante à ce processus d’éclaircissement des faits et de compréhension mutuelle entre les secteurs les plus éclairés des deux pays, des interprétations obscurantistes persistent. En effet, se réaffirme chez nos voisins, l’agressivité d’une pensée anti-haïtienne avec la velléité de revaloriser l’idéologie des années 30.

Il nous suffit de signaler la publication d’un livre tel que La Isla al Revès de Joaquin Balaguer. D’autre part, malgré l’admiration de beaucoup d’Haïtiens pour la modernisation dans le sous-développement de nos voisins, le sentiment anti-dominicain se manifeste aujourd’hui, comme jamais peut-être il ne l’a été.

Cette situation oblige, dans l’intérêt des deux peuples,
que les relations haïtiano-dominicaines soient étudiées dans leur genèse ; caractéristiques et tendances afin de les éclaircir davantage et d’éviter les tensions ultérieures qui ne peuvent qu’entraver et retarder la collaboration et la solidarité fraternelles dans l’avancement de ces deux peuples qui habitent une même île.

Pétion-Ville, mai 1988
À ma mère, femme exemplaire.
« Le peuple dominicain livrait la bataille comme il pouvait, avec tout son cœur, avec toutes ses mains, il disputait chaque vie aux tueurs fascistes et à la mort. Ce jour-là, il y eut de telles horreurs, sous la pluie battante que la bouche donnait un goût de cendres que l’air fût amer à respirer, que la honte oppressait le cœur, que la vie avait une saveur de dégoût. Des choses qu’on n’aurait jamais pu imaginer sur la terre dominicaine. Tout ce qu’il y avait de noble, de pur, de grand dans l’âme d’un peuple simple et humain fut trouvé dans la vie boueuse de la pluie battante, par le Chacal et ses sbires. »

Jacques Stephen Alexis Compère Général Soleil
Introduction

La République d’Haïti et la République dominicaine présentent un cas d’une originalité surprenante, peut-être unique au monde, du fait qu’elles se situent sur une île de superficie restreinte (76 750 km²) : étant si proches par leur géographie et leur histoire et si distinctes en ce qui concerne leurs caractéristiques nationales et leurs relations internationales.

Les colonialismes espagnols d’une part et français d’autre part, ont façonné chacun à sa manière, la structure interne de ces entités, déterminant leur peuplement, leur développement et les éléments sociaux, économiques, culturels et idéologiques qui devaient donner lieu à deux nations différentes engagées dans des voies distinctes, souvent antagoniques.

Quand un siècle plus tard, dans sa politique du *Big Stick* (gros bâton), l’impérialisme des États-Unis s’étend dans le bassin de la Caraïbe, il réalisa l’unification de l’île, en intervenant militairement en Haïti, en 1915 et en République dominicaine, en 1916. Dès lors, les deux États gravitent dans l’orbite dans la puissance néo-coloniale américaine, dans le cadre de la dépendance et du sous-développement, inhérents à la domination externe. À part ce trait commun récent, le partage d’un même moule de domination externe, tout au long de l’histoire, les relations entre les deux pays ont été marquées par des facteurs objectifs, géopolitiques et économiques propres, ainsi que par d’importants facteurs idéologiques.

En Haïti, comme en République dominicaine (mais plus
dans cette dernière pour des raisons historiques qui apparaîtront au cours de cette étude), de nombreux hommes d’État, publicistes, intellectuels et essayistes se sont consacrés à l’étude de ces relations, surtout au cours du XIXᵉ siècle. Ces efforts, en vue d’une connaissance mutuelle, se sont souvent réalisés sous l’égide d’un faux nationalisme. Aussi, ces études, exception faite de quelques-unes, plus récentes, sont chargées d’un subjectivisme qui les relègue à un niveau antiscientifique. La réalité se déforme « les faits décrits ne sont pas la représentation exacte des événements tels qu’ils se sont produits, ils changent de forme dans la tête de ces chercheurs, se modelant au gré de leurs intérêts, prenant la teinte de leurs préjugés. »

Les classes dominantes d’un côté et de l’autre de l’île ont toujours été conscientes du rôle déterminant de la connaissance de l’histoire dans la formation idéologique d’un peuple. Elles ont donc tout mis en œuvre afin de contrôler rigoureusement l’élaboration et la diffusion de la connaissance historique au sujet de l’évolution réelle de ces pays et de leurs relations. Elles ont imposé une interprétation déformée et antiscientifique de l’histoire à plusieurs générations de citoyens, ce qui s’est reflété dans les idées, les concepts, les préjugés, les représentations et tous les stéréotypes entretenus de part et d’autre.

Nous savons bien que dans toute société, l’idéologie dominante est celle des classes dominantes. Le racisme, inhérent à l’impérialisme et à l’idéologie du régime trujilliste durant plus de 30 ans, a amené le préjugé anti-haïtien à sa plus grande expression durant l’occupation des États-Unis et à l’époque de
la dictature.

Cependant, en République dominicaine, après la longue période de Trujillo, de nombreux chercheurs, poussés par la recherche de la vérité et une nouvelle vision de l'histoire, ont entrepris l'analyse de la réalité socio-économique nationale, afin de répondre à de multiples questions sur l'évolution du pays et comprendre ses problèmes. En ce qui concerne les relations haïtiano-dominicaines, ils ont rejeté les bases subjectivistes qui leur avaient été imposées et ont cherché à dépasser les limites évidentes des interprétations en vogue. C'est pourquoi, dans un premier temps, leurs œuvres référant à ce thème avaient plutôt un caractère polémique, étant donné qu'il s'agissait d'une première tentative pour détruire des mythes profondément enracinés. Mais aujourd'hui, beaucoup d'entre eux ont compris, en dépit des difficultés objectives que présente cette épineuse question, qu'il est nécessaire de réaliser une nouvelle interprétation de l'histoire des relations entre les deux pays, à partir de nouveaux critères d'évaluation. Les progrès réalisés au cours de ces dernières années ont permis de grands pas dans ce domaine.

En Haïti, en dépit de l'importance de cette question sur le plan national, le nombre d'études est d'une rareté déconcertante. L'une des analyses valables dont on dispose sur ce thème est l'œuvre monumentale du Dr Jean Price-Mars, *La République d'Haïti et la République dominicaine*. Fort de la conviction que les « deux pôles de la politique étrangère d’Haïti étaient Washington et Ciudad Trujillo R.D. », le Dr Price-Mars a réalisé une synthèse historique et sociologique de l'évolution des deux peuples depuis leur découverte jusqu’en 1954. La va-
leur de cette œuvre est considérable. Cependant, il est regrettable que d’une part, le Dr Price-Mars fasse du nègre, surtout dans sa dimension ethnique et non sociale, le personnage principal de cette grande tragédie qu’il décrit et que d’autre part, il débouche sur une perspective très pessimiste, voyant comme Cassandre « l’horizon obscurci par des nuages lourds de tourmente » dans l’avenir des deux nations.

À l’heure actuelle, bon nombre de chercheurs haïtiens et dominicains ne partagent pas cette position et veulent définir le futur en termes d’entente et de collaboration tout en reconnaissant que les relations entre les deux pays posent bien des problèmes à résoudre.

Pour pouvoir comprendre la réalité d’aujourd’hui et réaliser la coopération de demain, il faut que nous comprenions notre passé. Sans tomber dans le présentisme ou une modernisation de l’histoire qui serait le produit d’une vision subjective, les nécessités du présent nous obligent à interroger le passé.

Dans cette perspective, nous avons abordé un des faits les plus conflictuels des relations entre les deux pays : le massacre des Haïtiens en République dominicaine en 1937. Cet épisode qui ressort d’un contexte de tensions permanentes nous paraît le plus culminant de l’histoire dominico-haïtienne et l’événement qui a profondément marqué depuis, toute une façon de penser et de se sentir chez nos deux peuples.

Notre propos en abordant ce thème épineux n’est certainement pas d’attiser les rancœurs. Nous sommes convaincus que le passé ne s’efface pas du fait qu’on n’en parle pas. De plus,
il ne s’agit pas d’effacer, mais de comprendre afin d’assumer notre histoire. Nous devons prendre pleinement conscience des intrigues, des manœuvres et des crimes des oligarchies locales, afin de nous engager sur le chemin de la compréhension, indispensable à la collaboration de nos peuples dans l’avenir. C’est dans cette perspective que cette étude a été entreprise.

Nos recherches se sont avérées assez difficiles, étant donné que souvent les rapports officiels ou officieux, tant de sources haïtiennes que dominicaines, font plutôt partie de ce que l’on pourrait appeler l’huiographie que de l’histoire. Jesús de Galindez, basque exilé en République dominicaine, collaborateur intime de Trujillo dont il a ensuite dénoncé la dictature dans son œuvre célèbre La era de Trujillo qui lui valut d’être assassiné, souligne en ces termes la délicatesse du sujet : « Quand je travaillais au Ministère des Affaires étrangères de la République dominicaine, j’ai eu l’occasion de constater qu’il existait une pièce spécialement réservée aux archives des documents concernant Haïti et c’est le sous-secrétaire du ministère en personne qui en avait la cle ». D’autre part, le politicien haïtien Julio Jean-Pierre Audain confesse dans son livre Les ombres d’une politique néfaste que : « Les incidents survenus à la frontière en 1937 n’ont jamais pu être éclaircis, ni du côté haïtien, ni du côté dominicain ». Cet auteur, chef de cabinet du président Vincent, connaît une partie de la vérité et les noms des responsables, mais « en politique on ne peut dire la vérité ». (Souligné par l’auteur)

On comprendra donc comment le secret des archives, la destruction de certains documents, les passions, les informations déformées, les exagérations, la mauvaise foi, les intérêts d’État, de classe ou de groupe se conjuguent pour mettre
d’inextricables obstacles à la reconstruction et à l’interpréta-
tion de ce fait historique si peu connu dans les deux pays, et
encore moins sur le plan international.

Pour toutes ces raisons, nous sommes conscients du fait que la présentation des évènements ne peut être aussi exhaus-
tive que l’on pourrait l’espérer. Cette enquête s’appuie princi-
palement sur les archives du Ministère des Affaires étrangères
de la Commission de Conciliation nommée par l’OEA Nous
avons également consulté des sources hémérographiques du
Mexique, de Cuba et des États-Unis. Nous avons en outre réali-
sé des entretiens avec des camarades dominicains et haïtiens
qui nous ont fourni de précieuses indications.

Cependant, de nombreuses questions et préoccupations
sont restées en suspens. C’est pourquoi, en dépit des limites réelles de cette œuvre, nous la publions aujourd’hui, espérant que des recherches postérieures fourniront plus d’éléments pour éclaircir des points, contribuant à la compréhension de ce moment des relations haïtiano-dominicaines.

Bien que les faits de 1937 constituent le point de départ de nos réflexions, ce travail débouche sur la situation actuelle. Pour nous, la question migratoire constitue le facteur clé à la compréhension des relations haïtiano-dominicaines d’hier et d’aujourd’hui. C’est pourquoi nous avons consacré une place importante à l’étude de ce problème. Nous avons ajouté à cette œuvre, le témoignage de Serge Florival qui, à partir de la descrip-
tion des conditions de vie et de travail des Haïtiens dans les bateys de Barahona, met à nu les mécanismes d’exploitation et de dégradation qui existent derrière ce phénomène.
Je voudrais remercier les amis dominicains pour leurs rapports et témoignages (et leurs efforts, quoique vains, pour m’envoyer certains documents inédits sur ce thème). Je voudrais exprimer ma reconnaissance particulière à Mario Sanchez, pour sa patience à répondre aux multiples questions que je lui ai posées, à Pedro Mir, pour nos longs entretiens sur l’île de Pinos à Cuba, à Mme Despradel qui m’a envoyé une ample information bibliographique ainsi qu’à Jose Israël Cuello, Carlos Doré, Hugo Tolentino, Isis Duarte et Ruben Silié pour leur fraternelle collaboration.

Je voudrais également remercier Julio Jean-Pierre Audain qui a consacré de longues heures à me parler des événements politiques d’Haïti sur presque quatre décades. À travers ses anecdotes, j’ai vu défiler sous mes yeux, toute la faune de politiciens haïtiens. Traditionnellement, nos hommes politiques haïtiens ne se livrent pas à ce genre de confidences. Julio Jean-Pierre Audain a participé activement à la politique haïtienne, dès les années 1930. Au moment des événements, il était chef de cabinet du président Vincent. Il a entretenu une étroite amitié avec Rafael L. Trujillo jusqu’à ses dernières années. En dépit de sa réserve et sa pudeur à parler de certaines choses, ces conversations m’ont été très utiles.

Je voudrais remercier la Faculté de sciences politiques et sociales de l’Université Autonome de Mexico, institution qui m’a donné son appui pour réaliser ce travail, tous les amis qui m’ont encouragé, en particulier Cecilia Imaz, Maria Eugenia Saúl et Pablo Mariñez.

Mon affectueuse reconnaissance à Sergio Vega et Elizabeth
Darzon qui ont réalisé la dernière révision du manuscrit.

Les commentaires, critiques et discussions avec Gérard Pierre-Charles, mon cher compagnon, m’ont aidé et ont orienté cette recherche de la compréhension historique de nos deux peuples, pas important vers la collaboration pour forger un futur prometteur pour notre île dominicano-haïtienne.

Mexico, novembre 1978
Chapitre I
Génocide et jeu diplomatique

I.- Un acte officiel de génocide

Au cours du mois de septembre 1937, la presse dominicaine fit écho aux rumeurs persistantes qui signalaient certains « incidents » dans la zone frontière « par des vols de bétail commis par des Haïtiens qui avaient traversé la frontière ». Bien que de tels faits fussent assez fréquents, leur mention dans la presse laissait pressentir qu’ils avaient pris une tournure nouvelle : en effet, la presse rapportait, que dans certains cas, surtout dans la région de Banica, les suspects, aussitôt capturés étaient exécutés. La version officielle indiquait que l’on avait donné la mort à des civils haïtiens surpris dans des actes de pillage.»

En Haïti, aussi bien qu’en République dominicaine, non seulement ces nouvelles n’alarmèrent personne, mais elles ne provoquèrent même pas de commentaires dans la presse. Cependant, dès la fin de septembre, en prévision d’une aggravation de la situation, de nombreux compatriotes installés dans la République voisine regagnèrent Haïti.

A.- Le grand massacre du 2 au 4 octobre

Le 2 octobre 1937, la petite ville frontière dominicaine Dajabon, recevait la visite du président Rafael Leónidas Trujillo. À cette occasion, le « generalissimo » était l’hôte d’honneur de Doña Isabel Mayer, une entremetteuse connue, grande propriétaires terrienne, qui exerçait une forte influence

politique dans la région. Ce soir-là, après avoir fêté son arrivée à la résidence de Doña Isabel, le « generalissimo » harangua la foule qui se pressait dans la rue pour l’acclamer. Comme il fallait s’y attendre, il aborda dans son discours, le problème haïtien et déclara : « J’ai appris que les Haïtiens volaient de la nourriture et du bétail aux fermiers. Aux dominicains qui se plaignent de ces déprédations de la part des Haïtiens qui vivent parmi eux, je réponds : « Nous règlerons cette affaire. » D’ailleurs, nous avons déjà commencé. Environ trois cents Haïtiens ont été tués à Banica. Et nous devons résoudre ce problème. »

Les paroles du « benefactor » étaient le prélude d’une vague de crimes déclenchés par des centaines de gardes dominicains. La chasse aux Haïtiens avait déjà commencé dans plus de soixante localités, sans la moindre distinction de statut, de sexe ou d’âge. Le massacre se propagea rapidement des villes frontières de Banica et Dajabon aux régions de Santa Cerro, Las Vegas, Guagual, Saint-Charles-Borromée (lieu de pèlerinage des Haïtiens) et, dans une moindre mesure, au reste de la République.

Entre le 2 et le 4 octobre, les Haïtiens qui résidaient en République dominicaine furent recherchés, dénoncés, poursuivis, traqués et assassinés. Le fait de ne pas pouvoir prononcer correctement les mots « perejil » et « cotorrito » constituait alors le plus grand crime. Cette incapacité trahissait celui qui

2 DOCREM, 21/12/1937.

3 L’Haïtien ne peut prononcer correctement les mots « perejil » et « cotorrito » qui représentent respectivement deux grandes difficultés pour toute personne dont l’espagnol n’est pas la langue maternelle: le j et le r. Toute personne soupçonnée d’être haïtienne devait répéter ces mots à voix haute. Cet ordre aurait été donné par le militaire Frappier, Dominicain de naissance et Allemand d’origine. L’écrivain haïtien Jacques Stephen Alexis, dans son roman Compère Général Soleil et le dominicain Freddy Prestol dans El Massacre se pasa a pie, font des récits poignants de cet épisode.
était Haïtien et signifiait sa condamnation à mort.

Le génocide prit des formes diverses. À Dajabon par exemple, un bataillon de soldats dominicains encercla la partie Sud de la ville bordée par le fleuve Massacre et obligea toute la population haïtienne, hommes, femmes et enfants, à avancer comme s’il s’agissait de bétail⁴. Beaucoup d’entre eux périrent noyés, les autres furent assassinés individuellement ou en groupe.

Dans la région de Monte Cristi, des centaines d’Haïtiens furent jetés à la mer en pâture aux requins⁵ ; d’autres, enfermés dans des cachots, furent exécutés par leurs geôliers. Dans d’autres régions, on frappa la tête des enfants contre les murs jusqu’à leur mort ; les femmes furent violées avant d’être assassinées et on n’épargna même pas celles qui étaient enceintes. D’après le témoignage du père Robert, de la paroisse de Ouanaminthe, de nombreux cadavres ont été carbonisés après avoir été arrosés d’essence, ou jetés dans des fosses creusées à cet effet ; d’autres furent abandonnés à l’air libre jusqu’à leur décomposition⁶.

Ceux qui réussirent à s’enfuir font des récits pathétiques de la terreur et de l’impuissance éprouvée par tous les émigrés pendant ces journées tragiques.

Osse Saint-Ville, un paysan de 27 ans qui essaya de traverser la frontière avec un groupe de cent soixante-trois compatriotes dans la matinée du 2 octobre, raconta comment pro-

⁵ *Ibidem* 21/12/37, *Diaro de la Marina* (Cuba), 16/12/1937.
⁶ William Khrem rapporte le récit d’un Dominicain originaire d’un village voisin de Monte Cristi qui n’a pas pu manger de la viande de porc durant plus d’un an parce qu’il avait vu les cochons se repaître de cadavres d’Haïtiens. (*Democracia y tirania en el Caribe*, p. 271.)
cédèrent des soldats dominicains qui leur déclarèrent qu’il était impossible à un contingent si important de traverser la frontière et que par conséquent, ils devaient se diviser en petits groupes de soixante. « Ils emmenèrent plus de soixante hommes à travers les bois et quand ils nous rejoignirent, ma famille et moi, ils prirent seize d’entre nous, y compris trois enfants, ils nous conduisirent près d’un ravin où était gardé le bétail et je vis les cadavres de soixante compatriotes assassinés, gisant sur le sol. »

Marguerite Pierrot fait ce récit émouvant : « La nuit venue, après avoir terminé avec les hommes, ils s’en sont pris aux femmes. Ils nous ont attachées par groupe de six et nous ont conduites à un bois pour nous tuer à coups de machette. Mes liens se sont détachés, j’ai glissé et je suis tombée dans un trou. Mon enfant s’est mis à pleurer, un soldat s’en est approché et l’a décapité avec une machette. Me voyant la tête en bas, il a cru que j’étais morte et s’est contenté de me frapper la jambe. Cette nuit-là, j’ai perdu mes neuf enfants, mon mari, mes belles-sœurs, leurs trois enfants et ma mère. »

Louis Hay Health, correspondant de la United Press en République dominicaine écrit : « Le 2 octobre, cent cinquante Haïtiens ont été tués et jetés à la mer à Monte Cristi et ce fait annonça le massacre qui se produisit plus tard dans la prison de Monte Cristi qui était remplie d’hommes, de femmes et d’enfants. Les soldats dominicains s’enivrèrent pour se donner du cœur à l’ouvrage, puis on leur ordonna de commencer. Encerclant les Haïtiens, ils les emmenèrent à Dajabon par groupes de cent cinquante et là, ils leur dirent qu’ils ne

---

pourraient pas tous traverser le pont. Les Haïtiens furent donc conduits, par groupes de six, dans les bois où les attendaient des soldats armés de machettes, de gourdins et de couteaux. Ils furent d’abord horriblement frappés à coups de gourdin puis achevés à coups de machette. On obligea les femmes à lever le bras droit et on les tua en leur passant violemment des fourches à travers le corps. Les enfants furent transpercés avec la pointe des baïonnettes et projetés en l’air »

Dans un commentaire sur ce tragique événement, Jean Price-Mars conclut : « Du 2 au 4 octobre, pendant 36 heures, la symphonie rouge a propagé la tristesse des sanglots les lamentations et les râles d’agonie des Haïtiens »

En novembre, un haut fonctionnaire américain, Sumner Welles, informa le Chargé d’Affaires de Cuba et le représentant diplomatique du Mexique devant la junte de conciliation, Francisco Castillo, du récent massacre de trente à cinquante Haïtiens en République dominicaine, pour la plupart des femmes et des enfants. Jusqu’en décembre, le massacre des Haïtiens continua dans la zone frontière ; toutefois, le nombre de morts ne fut point spécifié.

---

10 Jean-Price Mars, *op. cit.*, T. III, p. 213.
B.- Le caractère officiel de la « Corte »

Les autorités trujillistes avaient pris toutes les précautions nécessaires pour présenter le massacre comme un grand mouvement spontané de paysans, lassés des « abus » des Haïtiens. À cette fin, les soldats avaient reçu l’ordre de n’utiliser que des armes blanches pour que la police et l’armée dominicaines ne puissent être incriminées dans cette affaire. Dans peu de cas, des armes à feu furent utilisées. Personne n’a pu entendre, dans le silence de la nuit, le crépitement des fusils. Les victimes avaient été exécutées à coups de couteau, de hache ou de machette. Ce fait a été si notoire, qu’en République dominicaine, on a désigné ce massacre sous le nom sinistre de « Corte » (coupe), peut-être parce que la plupart des Haïtiens étaient des coupeurs de canne.

En dépit des précautions prises pour rendre plausible la version d’une « explosion populaire spontanée », il devint évident que le massacre n’avait pas été l’œuvre du peuple dominicain. Selon de nombreux témoignages, à ce moment-là, il n’existait aucune psychose anti-haïtienne au sein de la population. En fait, la participation populaire a été plutôt très limitée. Rares ont été les Haïtiens poursuivis par les habitants de leur localité. Au contraire, la solidarité avec les persécutés s’est manifestée de diverses manières. Dans beaucoup de cas, les familles s’arrangeaient pour cacher un ami, un parent ou une domestique. Ces initiatives, qui impliquaient un risque de mort pour leur auteur, montraient clairement qu’il ne s’agissait pas d’un mouvement populaire et qu’en fait, l’opération « Corte » se heurtait à la réprobation générale du peuple. Pour d’autres raisons, les centrales sucrières refusèrent caté-

\[12\] Voir Freddy Prestol Castillo, *El Massacre se pasa a pie.*
goriquement de livrer leurs journaliers. Ce fut le cas en parti-
culier de la Compagnie Yuquera à San Francisco de Marcoris y
Santiago. Enfin, quelques soldats dominicains ont manifesté
leurs scrupules en admettant qu’ils n’arrivaient pas à assassi-
nrer tant d’innocents de sang-froid. D’après le correspondant
de la United Press, les soldats qui ont refusé de participer à
cette terrible chasse ont été « passés » par les armes. 14

La responsabilité officielle devint évidente : l’armée et la
police de Trujillo réalisèrent le massacre après avoir reçu des
ordres explicites du gouvernement et, pour être plus précis,
du dictateur Trujillo en personne, ce dernier ayant minutieuse-
ment préparé la macabre opération.

Comme l’a signalé un journaliste de l’époque, si les au-
teurs du massacre avaient été effectivement des paysans do-
imicains armés de haches, couteaux, etc., les Haïtiens se se-
raient défendus, on aurait enregistré des affrontements avec
des victimes dans les deux camps et non un massacre tel qu’il
s’est produit. 15 Ce sont précisément les généraux de l’armée
dominicaine, alors dirigée par Fausto Caamaño, 16 qui ont exé-

13 Luis F. Mejia, (De Lilis a Trujillo). L’attitude de ces compagnies peut s’expli-
quer par la nécessité de conserver la main-d’œuvre haïtienne indispensable
aux sucreries, p. 316.
14 El Universal (Mexique), 11/11/1937.
16 Fausto Caamaño Deno, leader du mouvement constitutionnaliste qui
s’est opposé à l’intervention des Américains en avril 1965. Caamaño Deno
fut tué en mars 1973, après son débarquement clandestin en République
dominicaine à la tête d’un groupe de guérilleros. En restituant les faits
dans leur vérité historique, notre propos n’est pas de porter atteinte à la
mémoire de l’illustre combattant mais, au contraire, de rendre hommage
à un officier qui est né et a été éduqué dans la tradition répressive
de l’armée trujilliste, et qui a su s’en détacher pour se convertir en l’un
des défenseurs les plus fermes, les plus dévoués de la démocratie en
République dominicaine. Il est utile de souligner que durant cette
intervention des États-Unis, de nombreux Haïtiens ont lutté aux côtés
cuté cette opération en utilisant des ex-chefs militaires, des « caudillos » et des tueurs à gages. À leurs côtés, de puissants propriétaires terriens, tels que Domingo Rodriguez, Antonio de la Massa et Antonio González, se sont distingués par leur sadisme et leur cruauté : leurs propriétés se convertirent en cimetières pour des milliers de paysans haïtiens. Comme l’a signalé le ministre des Affaires étrangères d’alors, M. Elie Lescot, les « assassinats en masse se sont produits simultanément dans plusieurs villes et villages dominicains et dans plus de soixante localités. Ce qui prouve qu’ils furent préparés et sciemment exécutés ».

Le nombre de victimes de la sinistre opération « Corte » n’a jamais pu être établi. Selon diverses sources d’information, ce nombre oscillerait entre mille et vingt-cinq mille morts, si l’on élimine au départ, certains chiffres évidemment exagérés. De Francisco Caamaño contre le vieil appareil trujiliste, le militarisme, l’oligarchie et l’impérialisme. En 1971, Fidel Castro a rendu hommage à Caamaño en ces termes : « Je pense qu’il a été un homme extraordinaire, il possédait tous les attributs d’un leader courageux, je crois que son action a joué un rôle décisif dans les événements et je considère que Caamaño avait un courage exceptionnel.» (Entrevue de Fidel Castro, par deux journalistes dominicains au cours du VIe congrès de l’Organisation Internationale de Journalistes) Ahora N° 377, 1/2/71.


18 Témoignage de contemporains.

19 El Universal (Mexique), 21/12/1937.

20 Lil Despradel, dans son article « L’anti-haitianisme en République dominicaine » propose le chiffre de 35 000 morts, Nouvelle Optique N° 8, p. 68.
Le 26 octobre, une dépêche de la United Press estimait que le nombre de morts et de blessés victimes des « mutineries » sur la frontière dominicaine était de mille. Cependant, le 6 novembre, la mission baptiste établie dans la région avançait avec l’appui de plusieurs témoignages, le nombre de cinq mille morts. Dans ses déclarations au New York Times, le ministre haïtien Georges Léger, chargé du dossier, admit que le nombre de victimes était probablement supérieur à cinq mille.

Pour sa part, Andrés Pastoriza\(^ {21} \), porte-parole du gouvernement dominicain, qualifiait ces informations de « fantaisistes » et ajoutait : « Elles sont si manifestement impossibles, qu’aucun lecteur intelligent ne pourrait les croire. Si l’on avait parlé de cinquante à cent victimes, on aurait pu donner quelque crédit »\(^ {22} \). En dépit de l’attitude « sceptique » du fonctionnaire trujilliste, d’autres sources augmentaient les chiffres. Alors que l’archevêque de Cap-Haïtien, Monseigneur Jean estimait que le nombre de victimes s’élevait à trois mille, le père Robert de Ouanaminthe annonçait pour sa part que, seulement dans sa paroisse, le nombre de morts dépassait trois mille\(^ {23} \). D’après le calcul de E. A. Chester, directeur du service latino-américain de la American Press, le nombre de victimes serait de huit mille environ\(^ {24} \).

\(^ {21} \) Andrés Pastoriza, adopta le fils de son frère mort au début des années 40, Roberto Pastoriza (Fifi). Ce dernier fit ses études d’ingénieur en République dominicaine et participa au complot contre le tyran Trujillo en mai 1961. Détenu à la prison de la Victoria, il a été exécuté le 18 novembre dans la Hacienda Maria en même temps que Modesto Diaz, Huascar Tejada, Pedro Luis Cedeño, Salvador Estrella, Luis Manuel Cáceres ( voir B. Diederich, op. cit.).

\(^ {22} \) Excélsior, (Mexique), 11/11/1937.


\(^ {24} \) Diario de la Marina (Cuba), 9 décembre 1937.
En décembre 1937, le ministre Elie Lescot proposait comme chiffre officiel, douze mille cent soixante-huit morts, chiffre qui a servi de base à une étude de Jean Price-Mars qui donne en outre, celui de deux mille quatre cent dix-neuf blessés. En 1938, s'appuyant sur des recherches plus approfondies, Sumner Welles considérerait que le nombre de morts oscillait entre huit et dix mille. Le journaliste américain Albert H. Hicks, auteur d’une minutieuse étude sur la personnalité de Trujillo, concluait en 1946 que le grand massacre de 1937 avait coûté la vie à environ quinze mille Haïtiens. Et pour que le public des États-Unis à qui il s’adressait comprenne l’horreur de ce massacre, M. Hicks ajoutait : « Haïti est un pays d’environ trois millions d’habitants. Aussi, pour la comparer à la population des États-Unis, ceci équivaudrait à sept cent cinquante mille personnes assassinées par un tyran étranger, au cours d’une brève période de 36 heures. Ceci montre de manière graphique ce que signifie pour Haïti le massacre organisé par Trujillo25.

Pour avoir une idée claire de l’importance quantitative du massacre, il faudrait ajouter, par Hicks, le nombre d’émigrés assassinés avant et après les 2, 3, et 4 octobre. L’étude de diverses sources permet d’affirmer que le bilan de l’opération « Corte » se situe entre dix-huit et vingt mille morts.

Même si nous comparons ces données aux massacres en masse que le monde devait connaître plus tard et à la supériorité technique des moyens de violence et de destruction mis en œuvre, ce chiffre est assez significatif. Les horreurs des camps de concentration nazis, le génocide qu’a représenté la Seconde Guerre Mondiale, la bombe d’Hiroshima ou les conflits de Corée et du Vietnam où les populations ont été

25 Albert H. Hicks, Blood in the streets, p. 228.
décimées par les bombes du napalm, ont habitué le monde contemporain à cette escalade de violence et de mort déclenchée par le capitalisme mondial en crise, dans sa volonté de conserver son hégémonie.

Cependant, à l’époque du massacre, peu d’événements sur tout le continent pouvaient se comparer à ce génocide réalisé par Trujillo. Quelques années auparavant, l’Amérique latine avait été le théâtre de faits violents : par exemple, en 1917, au cours de la grève de Santa Maria Iquique que Patricio Manns a qualifié comme « le plus sanglant massacre de l’histoire des luttes sociales du Chili », trois mille deux cents mineurs de salpètre ont trouvé la mort ; au Pérou en 1932, les fusillades dans les ruines de Chan Chan et les assassinats à Ciudad Trujillo ont provoqué la mort de sept cents à huit cents personnes26 ; au Salvador, le soulèvement victorieux des paysans dans les régions de Sonsonete, Nuhuizalco et Juayua en 1932 fut écrasé par l’armée salvadorienne, laissant un bilan de plus de vingt mille morts en quelques jours. Toutes ces conséquences de la lutte des classes dans ses expressions les plus violentes différaient du massacre des Haïtiens, dans la mesure où ce dernier fut perpétré en temps de paix, et non dans le cadre d’une guerre civile ou d’une répression interne, mais par un acte délibéré et de sang-froid d’un gouvernement contre des travailleurs immigrés sur son territoire.

C’est pourquoi ce génocide avait acquis une double connotation. Il exprimait non seulement certaines contradictions sociales latentes qui avaient couvé sur le territoire dominicain, mais aussi il s’ouvrait sur l’éventualité d’un conflit entre les États dominicain et haïtien. L’écho et les conséquences de

ce génocide allaient se projeter sur la scène internationale, où elle provoqua une vive émotion de l’opinion publique et une réaction au niveau des chancelleries du Continent.

**II.- Le jeu diplomatique du gouvernement haïtien, vers une politique d’abdication**

Le rapport sur le massacre du consul de Dajabon, Arnold Fabre, plongea les milieux officiels de Port-au-Prince dans la stupéfaction la plus grande 27. Le président Sténio Vincent chargea immédiatement Charles Féquière, ministre des Travaux publics, d’aller enquêter dans la zone frontière. À son retour, avec les premières informations appuyées de témoignages et de photographies, le gouvernement s’alarma. Cependant, malgré la gravité de la situation, la chancellerie garda officiellement l’hermétisme le plus absolu.

En République dominicaine, la censure de la presse exerçée par la dictature de Trujillo empêcha que la nouvelle soit connue en dehors des milieux officiels. Seulement un mois plus tard, « les Dominicains commencèrent à être informés des faits, soit par sources venant de l’extérieur, soit par l’indiscrétion de nombreux militaires qui y avaient participé » 28.

En Haïti, en dépit du silence officiel, la nouvelle se répandit comme une trainée de poudre. La presse publia les témoignages des prêtres de la région frontalière, en particulier ceux du père Robert de la ville de Ouanaminthe, du père Marie du Trou et du père Breton, de Terrier-Rouge; en outre, on publia des photos d’hommes, de femmes et d’enfants blessés à la

---

27 Témoignage de contemporains.
28 Marcio Veloz Maggiolo ; « *Tipología del tema (mimeo) en literatura dominicana* ». 
tête à coups de machette. « L’opinion publique se souleva et les sentiments de haine et d’indignation atteignirent leur paroxysme »

29 On organisa des manifestations publiques pour exiger que justice soit faite

30 Les autorités en arrivèrent même à craindre des représailles spontanées contre les résidents dominicains. Sumner Welles, Sous-secretaire aux Affaires latino-américaines, avertit son gouvernement de la possibilité que les familles des victimes tentent de se faire justice

31 Cette affaire fut unanimement considérée comme un casus belli. On parla de guerre entre les deux Républiques, ou du moins de rupture imminente des relations diplomatiques.

A.- L’accord bilatéral

Dans ce climat d’excitation et d’indignation générale du peuple haïtien, les démarches réalisées par le président Sténio Vincent furent surprenantes et inexplicables : en effet, le 10 octobre, il envoya une lettre très diplomatique « à son ami, le président Trujillo, » lui demandant de condamner les faits qui s’étaient produits à la frontière, de mener une enquête afin de déterminer les responsabilités, de punir les coupables et de remettre, par l’entremise du gouvernement haïtien, une indemnisation aux victimes. Enfin, dans cette missive, Sténio Vincent exprimait sa confiance en « une solution juste et humanitaire ». Au même moment, l’ambassadeur d’Haïti en République dominicaine, Evremont Carrié, déclarait officiellement au ministre des Affaires étrangères de ce pays :

« En ce qui concerne la responsabilité des faits, le gouvernement haïtien a fait savoir, par l’intermédiaire du chef d’État, le

29 Luis F. Mejía Jejía, op. cit., p. 316.
31 DOCREM, 19/12/1937.
président Sténio Vincent, ainsi que par son représentant à Ciudad Trujillo, qu'il a toujours mis hors de cause la haute personnalité du président Trujillo et son gouvernement. »

Après une grande activité diplomatique, on publia le 15 octobre, une déclaration conjointe haïtiano-dominicaine. Ce document proclamait que les regrettables incidents enregistrés à la frontière n’avaient affecté en rien « les cordiales relations existant entre les deux Républiques » puisque le gouvernement dominicain avait immédiatement ouvert une minutieuse enquête afin de déterminer les responsabilités et, selon les résultats, appliquer les sanctions nécessaires. Cet accord du 15 octobre scella la complicité des groupes au pouvoir des deux Républiques : « l’incident enregistré à la Frontière » (qui avait coûté vingt mille morts) était clos. Le texte de cet accord est le suivant :

« Afin d’éviter que quelques incidents qui ont eu lieu à la frontière Nord entre Haïtiens et Dominicains ne produisent des commentaires exagérés et contraires à l’harmonie et à la cordialité qu’aussi bien l’Honorable Président Trujillo que l’Honorable Président Vincent se sont évertués à créer et à intensifier, inspirés par la commune destinée, dans la paix et la prospérité, des deux peuples frères, ont fait savoir que les relations cordiales qui existent entre la République dominicaine et la République d’Haïti n’ont subi aucune atteinte.

« Que le gouvernement dominicain, tout en réprouvant énergiquement les faits qui lui ont été dénoncés, a ouvert immédiatement une investigation minutieuse, afin de déter-

32 Ministre E Carrié, au ministre des Relations Extérieures, in Machado Baez, op. cit., p. 212.
miner les responsabilités et d’appliquer les sanctions nécessaires d’après les résultats de ladite investigation. De sorte que d’avance, on peut affirmer que tout sera complètement solutionné à la satisfaction des deux gouvernements.

« Que la cordiale amitié qui a toujours existé et existe actuellement entre l’Honorable Président Trujillo et l’Honorable Président Vincent constitue la force la plus puissante et efficace pour empêcher que soient détruites l’harmonie des deux peuples et l’œuvre patriotique de ces deux illustres mandataires œuvre qui, par son haut esprit de moralité et de justice a mérité l’applaudissement de toutes les nations du monde civilisé ».

Ciudad Trujillo, le 15 octobre 1937
Evremont Carrié

E.E. et ministre plénipotentiaire de la République d’Haïti

Joaquin Balaguer
Ministre d’État des Relations extérieures a.i. de la République dominicaine

En Haïti, au cours d’une conférence de presse tenue quelques jours plus tard, le ministre Abel N. Léger qualifia de louable : « La leçon donnée au monde par ces deux petites nations qui avaient trouvé une solution à une situation si difficile, de manière pacifique et diplomatique »33. Pour sa part, dans un câble aux gouvernements d’Haïti, des États-Unis, de Cuba et du Mexique, Trujillo lui-même souligna que la déclaration conjointe n’avait pas mis un terme au conflit, mais avait évité qu’il surgisse. « C’est une réalisation typique des relations diplomatiques directes indiqua Trujillo, il s’agit d’une rapide mesure préventive qui a évité le

conflict, ne laissant surgir aucun différend autour du déplorable événement »34. La presse officielle et les milieux trujillistes exhibèrent ce grand succès diplomatique avec une satisfaction évidente.

Toutefois, le peuple haïtien ne jugea pas de la même manière l’accord conclu entre les deux gouvernements. Au contraire, le génocide en lui-même et la manière dont l’affaire avait été classée ne firent qu’augmenter l’indignation populaire et précipiter la perte de prestige du chef d’État. Il était évident que celui-ci faisait fi de toutes considérations de caractère moral de la dignité nationale de son devoir de défendre les droits intérêts du pays. De larges secteurs de la population ne tardèrent pas à répudier l’attitude gouvernementale, considérée comme une gifle à la nation.

Le gouvernement dut justifier cette position excessivement conciliatrice, prétextant le caractère pacifique du peuple haïtien : « Que pouvons-nous faire ? » avait déclaré le président au journaliste américain Quentin Reynolds. Nous ne sommes pas un peuple guerrier. » Et dans cet ordre d’idées, il souligna la faiblesse militaire d’Haïti avec son armée de deux mille cing cents hommes,35 face à un adversaire bien plus puissant, doté d’une armée de trente mille hommes, l’une des plus importantes d’Amérique latine à cette époque.

En réalité, cet argument n’était qu’un prétexte pour justifier

une politique d’abdication. En effet, les termes dans lesquels le gouvernement haïtien s’était adressé au président Trujillo et la rapidité avec laquelle on avait publié la déclaration conjointe le 15 octobre montraient clairement que le président Vincent n’avait jamais eu l’intention d’affronter son voisin ni sur le plan militaire, ni sur le plan diplomatique. Il s’agissait d’une nouvelle manifestation de la politique d’abdication adoptée par le président, quelques années auparavant, au moment de la négociation du retrait des troupes américaines du territoire haïtien. Cette attitude qui lui valut d’être considéré comme traître au mouvement nationaliste de 1930, ce même mouvement qui l’avait porté à la présidence.

Un mois après le massacre, au début de novembre, la nouvelle se propagea dans le monde, faisant échouer les efforts de Trujillo pour museler la presse. Et le 21 octobre, une dépêche du New York Times donnait des informations recueillies à Porto Rico de personnes venant d’Haïti. Les exilés dominicains à La Havane et à New York se chargèrent de dénoncer le massacre et de lui donner la diffusion qu’exigeait son importance. Entre le 7 et le 9 novembre, la presse américaine commença

36 Suzy Castor, la ocupación norteamericana de Haití y sus consecuencias. Chap. X.
37 Suzy Castor, op. cit.
38 Des rapports dignes de foi permettent d’affirmer que le gouvernement de Santo Domingo dépensait six mille dollars US par semaine pour acheter le silence de la presse. Il remit deux cent cinquante mille dollars US (DOCREM) au cabinet David pour les services de consultant de son directeur, Joseph Edward, avocat prestigieux, ex-ambassadeur américain en URSS, ex-consultant au Mexique et au Pérou au cours de l’arbitrage de Tacna et Arica. Albert Hicks calcule que Trujillo dépensa plus de deux millions de $ US pour étouffer les échos de ce génocide.
39 Galíndez, Jesús de, La era de Trujillo, p. 373.
40 Parmi ces exilés figuraient: Angel Morales, José Manuel Jiménez, Persio Franco, Ellis Cambraso, Jiménez Grullon, Gustavo Estrella Ureña. Le parlement dominicain exigea la tête de ces exilés et les condamna à mort comme « traîtres à la patrie ». 
à publier des rapports détaillés sur le génocide. La réaction internationale fut violente. L’opinion publique des États-Unis de l’Amérique exigea la rupture des relations diplomatiques avec le régime de Trujillo, responsable d’un crime aussi abominable. C’est ainsi qu’à Washington, le député républicain Hamilton Fisher, leader de la minorité à la Commission des Affaires Étrangères, présenta au département d’État, une pétition demandant la rupture le régime trujilliste.

En Haïti, à la diffusion internationale du tragique événement, s’ajouta la grande pression interne contre Sténio Vincent. De nombreux groupes d’opinion manifestèrent leur indignation face à l’attitude officielle, accusant le président de patience et de prudence excessives. Au sein du gouvernement, un secteur dirigé par le ministre des Affaires étrangères, Abel N. Léger, fit des démarches pour dénoncer les faits publiquement et officiellement et pour les soumettre à des organismes inter-américains.

Le président Sténio Vincent, pour sa part, comprit qu’il lui était impossible de « laver le linge sale en famille ». Étant donné que la tentative de renégociation n’avait pas donné les résultats escomptés, le chef de l’État voyant que cette affaire pouvait menacer la survie même de son gouvernement, décida de recourir à l’arbitrage inter-américain. Il prétexta donc l’inefficacité des négociations directes et la lenteur des Dominicains à tenir les engagements pris dans l’accord du 15 octobre. Le 12 novembre, Haïti sollicita l’intervention des gouvernements

41 G. Lesca, Vêpres Dominicaines, op. cit. Peu après, M. Fisher accepta une invitation à Santo Domingo où il fut reçu somptueusement. À son retour aux États-Unis, il déclara son admiration pour le « généralísimo » initiateur dit-il d’un âge d’or en République dominicaine (Luis F. Mejia, op. cit., p. 317). Des preuves présentées par le Washington Post attestent que le législateur avait reçu du généralismo un chèque de vingt mille dollars US.
42 Dantès Bellegarde, La nation haïtienne, p. 375.
des États-Unis, du Mexique et de Cuba. Dès lors, le massacre cessa d’être seulement un problème insulaire et se convertit en une affaire inter-américaine.

B.- L’arbitrage inter-américain

Le gouvernement haïtien fonda sa demande d’arbitrage sur la convention Gondra signée lors de la Vᵉ conférence inter-américaine de Santiago du Chili, le 3 mai 1923, et sur le traité souscrit à Washington, le 5 janvier 1929. Ces instruments diplomatiques stipulaient que les « fonctions de conciliation pour la résolution judiciaire ou l’arbitrage de différends entre les Républiques du continent américain, les partis en lice donneraient tous les antécédents et renseignements nécessaires à la connaissance des faits ». À la conclusion des enquêtes, une Commission chargée du cas dresserait un rapport qui n’aurait aucun caractère judiciaire.

Les États-Unis, le Mexique et Cuba acceptèrent d’arbitrer le 15 novembre et entreprirent immédiatement l’étude des modalités et des procédures les plus adéquates à la résolution du cas.

La première Commission Permanente de conciliation, dont les membres étaient Castillo Nàjera (Mexique), Sumner Welles (États-Unis) et José Barrón (Cuba), se constitua à Washington. Suivant la proposition du gouvernement cubain, la Commission adopta la procédure suivante :

a. Demande de rapport des faits, objet de litige ;

b. Nomination d’une commission chargée de mener une

---

43 Union Panaméricana, Tratados y Convenciones Interaméricanas de Paz, p. 7.
enquête sur le terrain, afin d’obtenir une information impartiale des faits, en cas de divergence de critères.

c. Rédaction d’un document proposant un accord en vue de mettre fin à la controverse.


Le régime de Trujillo rejeta violemment le principe même de l’arbitrage, soutenant qu’il s’agissait d’un incident local. Et, se fondant sur des arguments casuistiques, il tenta de démontrer que Port-au-Prince avait réagi de manière précipitée en sollicitant l’arbitrage de nations amies et déclara que la partie dominicaine avait pris toutes les mesures nécessaires pour satisfaire le gouvernement haïtien : la preuve en était que le Procureur général de Justice lui-même dirigeait personnellement les enquêtes et qu’il serait encore possible d’accepter un observateur haïtien. D’autre part, comme le reconnaisant Francesco Castillo Najera, représentant du Mexique, Max Henriquez Ureña prétendit convaincre les gouvernements membres de la Commission d’arbitrage que toute gestion ou bon office porteraient atteinte à la souveraineté dominicaine, étant donné qu’il s’agissait d’une affaire de caractère interne,
déjà résolue le 15 octobre, grâce à la « volonté concordante des deux parties. »

Tandis qu’à Washington, les milieux dominicains mettaient en cause la légitimité de l’arbitrage, Haïti était le théâtre de graves événements.

C.- La pression interne sur le régime de Sténio Vincent

Le mécontentement populaire croissant à l’égard du gouvernement se manifesta par une série de troubles qui se propageèrent rapidement de Port-au-Prince à toutes les provinces. Dans la capitale même, cette agitation aboutit à l’explosion d’un mouvement de rébellion au sein de l’armée. Profitant de la conjoncture créée par ce conflit, et la perte de prestige croissante du président Vincent, les militaires se proposèrent de le destituer et de le remplacer par le Colonel Démosthène P. Calixte. Le complot était prévu pour le 10 novembre 1937\(^{44}\), mais à cause de circonstances imprévues, il dut être reporté au début de décembre. Le pas préliminaire au coup consistait à éliminer les deux principaux appuis militaires du régime : le major Dürce Armand, chef de la police et le capitaine Arnaud Merceron, chef de la garde présidentielle.


\(^{44}\) À cette époque, le jeune officier Paul E. Magloire, qui sera président de (1950 à 1956), alors en service dans le Nord, fut appelé à déclarer devant un tribunal militaire, et à cette occasion exhiba une note dans laquelle le lieutenant Perard le mettait au courant du complot. (Témoignage d’un contemporain)
Le 13 décembre, le major Durcé Armand et le capitaine Arnaud Merceron sortaient du palais national pour se diriger vers la terrasse du Bar Rex, situé en face du Champ-de-Mars, à environ 300 mètres du palais, quand les conspirateurs qui les avaient suivis, firent feu sans atteindre leur objectif. On avait espéré que le président Vincent permettrait le renforcement immédiat de la garde du palais national, ce qui aurait dû aboutir à la destitution du gouvernement. Mais les officiers sur qui l’on avait fait feu n’étaient que blessés, et cela fit s’écrouler les plans des conspirateurs. Sténio Vincent comprit la gravité de la situation et la nécessité de prendre fermement les choses en main. Il ordonna immédiatement l’arrestation de nombreux militaires et civils, décréta la loi martiale dans tout le pays et adopta des mesures extraordinaires pour consolider son gouvernement. Le complot avait échoué et tous ses protagonistes furent arrêtés ou cités à témoignage.

Comment expliquer cette convulsion au sein de l’armée qui semblait être un bloc monolithique, surtout dans un tel moment de tension politique et de conflits sur le plan international ?

Nous écartons l’hypothèse selon laquelle l’attitude de l’armée était une réponse directe au massacre. Selon cette version, traditionnellement répétée en Haïti, un secteur de militaires se serait soulevé contre la politique d’abdication de Vincent, prenant parti en faveur des victimes du génocide et se dressa pour laver l’honneur de la patrie. Les faits ne concordent

45 Les militaires jugés par un tribunal militaire, ont été condamnés à mort ou à la prison perpétuelle. Presque tous ont été graciés, ou ont eu leur peine commuée sauf le lieutenant Pérard qui a été fusillé. Le colonel Calixte fut nommé consul-général à Paris.

46 Par exemple, dans un article de Alberto Despradel et A. D. Paul, on signale que « cet acte fut jugé peu honorable par un groupe de jeunes officiers qui décidèrent de rompre avec le gouvernement » (Ahora, 3/3/1975).
pas avec cette version. Il apparaît plutôt que la conspiration avait été mise en marche, bien avant les sanglants incidents à la frontière qui n’ont donc pas pu constituer le mobile du complot 47.

À la même époque, des rumeurs circulèrent selon lesquelles la conspiration avait été tramée à Santo Domingo. Selon cette hypothèse, Trujillo espérait provoquer un incident à la frontière pour obliger le gouvernement haïtien à envoyer ses troupes vers la région limitrophe, et laisser la capitale sans défense. Grâce aux services de Démosthène Calixte, le dictateur dominicain profiterait des circonstances pour installer au pouvoir Calixte lui-même ou quelqu’un d’autre de ses contacts civils à Port-au-Prince 48. Selon cette deuxième hypothèse, les faits n’auraient eu qu’un contenu de politique extérieure. En outre, elle fait de Trujillo le Deus ex Machina, le facteur déterminant de la politique haïtienne 49.

Certes, tout laisse supposer que le gouvernement dominicain entretenait des relations avec le colonel Calixte. D’ailleurs, au cours de son séjour à la capitale voisine à cette époque, il fut décoré de l’ordre de Juan Pablo Duarte. D’autre part, on ne peut écarter l’existence des liens entre le généralissime et certains officiers de l’armée haïtienne, étant donné qu’après l’échec de la

Paul Laraque écrit avec nuance : durant ces événements, l’armée n’était pas assez forte pour pouvoir agir contre Trujillo mais elle n’était pas assez satisfaite des solutions adoptées par Vincent « L’armée ne plane pas au-dessus de la cité » in Pouvoir noir en Haïti, p. 17.

48 Selon le témoignage d’un contemporain, les candidats civils au gouvernement étaient Villehardouin Leconte et Elie Lescot.
49 Julio Jean-Pierre Audain affirme par exemple: « Seul le général Trujillo savait où il allait, du côté haïtien il n’y avait que des comparses », Les ombres d’une politique néfaste, p. 117.
conspiration, certains d’entre eux pensèrent à se réfugier dans le pays voisin. Mais l’existence de ces liens personnels ne permet pas de soutenir que Trujillo ait dirigé le soulèvement de la Garde d’Haïti, même s’il est certain que, depuis longtemps, ses services secrets l’avaient informé d’un certain malaise dans cette institution et qu’il ne fait aucun doute qu’il eût voulu tirer parti de cette situation dans ses relations avec Haïti.

Il est difficile de déterminer la nature de ces troubles. Tout d’abord, on a avancé des motifs de caractère personnel dus au despotisme des hauts gradés tels que Armand et Merceron. Cet autoritarisme aurait provoqué l’antipathie des jeunes officiers, pourtant formés eux aussi à l’école de cette arrogance, et qui constituaient la première génération d’officiers formés par les États-Unis dans le cadre de la Garde. Démosthène P. Calixte, officier sorti des rangs de la troupe, avait toujours été admiré et très respecté par cette génération.  

La « question de couleur », une constante dans notre histoire nationale, constitue certainement un facteur non négligeable. Les officiers, noirs dans leur majorité, se seraient rebellés contre le pouvoir supérieur mulâtre, dans le but de prendre le pouvoir eux-mêmes ou d’obtenir une plus grande participation dans le gouvernement. Cependant, il est impossible qu’un mouvement d’une telle envergure n’ait eu que des origines purement subjectives. En fait, on ne peut pas comprendre cette conspiration en dehors du contexte politique général du pays.

En effet, en 1937, quatre grands mouvements politiques avaient déjà sapé le prestige, la popularité et la légitimité de

Sténio Vincent :

1. Le conflit avec le corps Législatif, à la suite duquel le président destitua arbitrairement de leurs fonctions, quatre sénateurs légitimement élus.

2. Son affrontement avec les nationalistes qui désapprouvaient la politique de soumission totale à l'impérialisme de la part d’un homme qui avait brandi l’étendard de la cause nationaliste.

3. La répression contre les communistes dirigés par Jacques Roumain, leader politique et intellectuel d’envergure, respecté et aimé dans tout le pays et qui, après avoir participé aux luttes nationalistes, avait dénoncé clairement la nature de classe du régime de Sténio Vincent, représentant d’une bourgeoisie au service de Wall Street51.


Dans ce contexte, il est possible que la garde ait compris que cette situation pouvait mettre en danger le statu quo établi à la suite de l’occupation américaine. Formés pour être les gardiens de l’ordre, ces jeunes officiers ont voulu prendre le pouvoir pour résoudre une situation difficile.

Afin de comprendre dans toute son ampleur la portée de

la conspiration, il est nécessaire de rappeler que cette garde, formée à partir de 1915 par les troupes d’intervention, a collaboré à l’installation des marines, leur a permis d’asseoir leur autorité et a constitué l’institution la plus organisée et la plus moderne qu’ait léguée à Haïti l’occupation américaine. En fait, la garde constituait la pierre angulaire sur laquelle reposait tout le système post-occupation d’Haïti.

Quelles que soient ses origines, dans le contexte créé par le conflit haïtiano-dominicain, l’attentat frustré ainsi que ses répercussions ont été importants et permettent d’expliquer en grande partie l’attitude ultérieure de Sténio Vincent.

**D.- L’échec de la Commission inter-américaine**

Pendant ce temps, au début de décembre 1937, la situation de la Commission d’arbitrage n’était toujours pas définie et semblait avoir abouti à un cul-de-sac, étant donné que le gouvernement dominicain s’abstenait d’accepter ou de décliner l’arbitrage offert par les trois nations américaines. Après maintes délibérations, les représentants de ladite Commission conclurent que « l’incident » s’était converti en facteur susceptible de « perturber la paix dans l’hémisphère américain » et que le refus de Santo Domingo de collaborer aux travaux d’arbitrage exigeait une sanction, comme le prévoyait la Convention Gondra. Le 15 décembre, la Commission annonça officiellement aux Républiques latino-américaines que les termes de l’accord inter-américain de 1923 seraient appliqués, étant donné que le gouvernement dominicain refusait l’arbitrage.

52 Ce complot de la garde d’Haïti n’a pas été étudié de façon systématique.
53 Excelsior, 12/12/1937.
Dans ces conditions, Trujillo capitula. Le 17 décembre, il envoya un télégramme à la Commission d’arbitrage ; celui-ci annonçait que le gouvernement dominicain participerait aux procédures de conciliation engagées » et le Président assurait que son gouvernement ne désirait aucunement perturber la paix de l’hémisphère américain.

Dans un climat de sympathie vis-à-vis d’Haïti, l’opinion publique internationale suivait de près, le lent travail de la Commission, quand, à la surprise générale, le 3 janvier 1938, dans une lettre adressée au président du Mexique, Lázaro Cárdenas, et aux gouvernements de Cuba et des États-Unis, le gouvernement haïtien les remerciait de leurs « bons offices pour assurer la paix entre les deux nations ». En même temps, il communiqua sa décision de retirer sa plainte contre la République dominicaine et annonçait un règlement bilatéral avec son adversaire. Peu après, le 31 janvier 1938, on publia un nouvel accord dominicano-haïtien dont voici le texte :


Désireux de mettre fin au différend qui existe entre les deux gouvernements à l’occasion des regrettables événements survenus pendant les derniers mois de l’année 1937 sur le territoire de la République dominicaine, ont convenu et arrêté l’accord suivant :

CONSIDÉRANT que, en conséquence des douloureux et déplorables événements susdits, de nombreuses personnes
CONSIDÉRANT que le gouvernement dominicain a déjà marqué sa réprobation officielle des événements susmentionnés et son obligation de procéder à une enquête pour la fixation des responsabilités et l’application des sanctions, voulant donner la plus complète satisfaction au gouvernement haïtien pour réparer les dommages causés par lesdits événements, pour obvier à la situation douloureuse créée par le retour en masse sur le territoire haïtien des personnes de nationalité haïtienne qui vivaient sur le territoire dominicain et pour éviter des difficultés qui pourraient altérer, dans l’avenir, les bonnes relations des deux pays, est prêt à mettre le gouvernement haïtien en mesure de réparer les pertes subies par ses nationaux du fait des mêmes événements.

CONSIDÉRANT que, en prenant les engagements susdits, le gouvernement dominicain entend mettre fin à tout différend qui a existé ou qui existe entre les deux gouvernements à l’occasion des événements auxquels se réfèrent les deux CONSIDÉRANT n’importe quelle réclamation du gouvernement haïtien ou de personnes de nationalité haïtienne contre le gouvernement dominicain ou de personnes de nationalité dominicaine, qui aurait sa cause médiate et immédiate dans lesdits événements.

CONSIDÉRANT qu’il est également utile que les deux gouvernements conviennent, par le présent accord, de rechercher
les moyens propres à éviter le retour de faits aussi regrettables que ceux susmentionnés.

POUR CES MOTIFS, lesdits plénipotentiaires, après s’être fait remettre leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu et arrêté, au nom de la République d’Haïti et en celui de la République dominicaine, ce qui suit :

I.- Le gouvernement dominicain confirme au gouvernement haïtien, dans le présent accord, l’expression de ses regrets et renouvelle sa réprobation des déplorables événements dont il s’agit dans le présent accord ; il donne au gouvernement haïtien les plus complètes assurances que les procédures judiciaires destinées à éclaircir ces faits et à punir les infractions de toute la nature qui en sont résultées, seront poursuivies avec toute la promptitude compatible avec l’esprit de justice et le sérieux que réclame l’examen de tels faits, et que l’application de sanctions se fera, sans aucune distinction, contre tous ceux qui seront reconnus coupables d’après les lois dominicaines.

II.- Le gouvernement dominicain s’engage, en outre, à donner pleine satisfaction au gouvernement haïtien en ce qui concerne la publicité exemplaire réclamée pour les condamnations et punitions infligées aux coupables, conformément aux lois actuellement en vigueur dans la République dominicaine.

III.- Le gouvernement dominicain s’engage à payer au gouvernement haïtien la somme de sept cent cinquante mille dollars ($ 750 000.00) monnaie légale des États-Unis d’Amérique.

IV.- Le gouvernement haïtien emploiera cette somme, selon son propre jugement, au mieux des intérêts des victimes ou
de leurs familles ou ayant droit, et de toutes les personnes de nationalité haïtienne qui, rentrées sur le territoire haïtien, ont éprouvé des préjudices au cours de ces événements.

V.- Le gouvernement dominicain demeure subrogé à tous les droits et actions de personnes de nationalité haïtienne, qui ont leur cause dans les faits regrettables dont il est parlé plus haut. Il touchera, à son propre profit, toutes les sommes que les personnes responsables de ces faits seraient condamnées à payer au bénéfice de personnes de nationalité haïtienne.

VI.- Dans la déduction des responsabilités résultantes des faits mentionnés dans l’introduction du présent accord et à l’application des sanctions que ces derniers méritent, les décisions des tribunaux dominicains compétents seront définitives et sans appel et ne pourront être commutées.

VII.- Les personnes de nationalité haïtienne qui étaient légalement propriétaires de biens immeubles dans la République dominicaine, sur la foi des lois civiles dominicaines et des droits et avantages consacrés par les traités en faveur des citoyens des deux nations vivant sur le territoire respectif de l’un ou de l’autre pays, et qui ont dû les abandonner en conséquence des faits à l’occasion desquels intervient le présent accord, seront protégées dans la reprise de leurs propriétés telles qu’elles se trouveront au moment de cette reprise, selon les réclamations portées à la connaissance du gouvernement d’Haïti et transmises par celui au gouvernement dominicain, avec copie de leurs titres de propriété.

VIII.- Le paiement de la somme prévue à l’article III du présent accord se fera comme suit :
1. $250 000.00 monnaie légale des États-Unis d’Amérique aussitôt que le présent accord aura été dûment conclu et signé.

2. $100 000.00 monnaie légale des États-Unis d’Amérique le 31 janvier 1939 et une somme égale chaque dernier jour de janvier des années subséquentes jusqu’à totale extinction de la dette.

IX.- Pour empêcher le retour de faits semblables à ceux exposés dans le préambule de cet Acte, les Haïtiens demeurant ou séjournant dans la République dominicaine jouiront de toute la protection que leur garantissent aussi bien les lois dominicaines que les traités existants entre les deux pays et le droit des gens. Il en sera de même des Dominicains demeurant ou séjournant dans la République d’Haïti.

X.- Pour empêcher, à l’avenir la possibilité de nouvelles difficultés entre la République d’Haïti et la République dominicaine, les deux gouvernements accordent :

1. Que chacun des dits gouvernements adoptera les mesures nécessaires pour empêcher que ses nationaux s’introduisent par les frontières dans le territoire de l’autre État, sans le permis requis de l’autorité compétente de ce dernier.

2. Que conformément aux normes du droit international, on procèdera au rapatriement des nationaux de chaque État déclarés indésirables par les autorités compétentes dudit État, ou qui se trouvent sur le territoire de l’autre État, en violation des lois de ce dernier.
3. Que chacun des États fera appliquer par ses propres tribunaux, les sanctions correspondantes à leurs nationaux qui, ayant commis des délits dans l’autre État, se sont réfugiés dans leur patrie.

4. Les deux gouvernements conviennent de réglementer par un arrangement spécial et rapide, après la ratification du présent pacte, la règlementation adéquate pour assurer l’exécution des trois engagements réciproques.

XI.- Afin de mieux garantir l’avenir de leurs relations, les deux gouvernements fixeront, par une entente à intervenir, leurs armements, en les limitant aux exigences de la sécurité interne des deux pays.

XII.- Le présent accord clôt tout différend qui a existé ou qui existe entre les deux gouvernements à l’occasion des événements survenus en territoire dominicain pendant les trois derniers mois de l’année 1937, de même qu’il liquide et termine définitivement, par voie transactionnelle, n’importe quelle réclamation du gouvernement haïtien ou de personnes de nationalité haïtienne contre le gouvernement dominicain ou contre des personnes de nationalité dominicaine, qui aurait sa cause médiate ou immédiate dans les événements.

XIII.- Le présent accord est rédigé en double original, l’un en français l’autre en espagnol, ayant tous eux la même autorité.

XIV.- Pour sa sanction définitive, le présent accord sera transmis par les deux gouvernements à leurs délégués respectifs à Washington pour être soumis à la Commission permanente de

En dépouillant cet accord de son langage juridique et formel, on peut résumer en cinq points principaux les conditions qui ont mis fin au conflit entre les deux Républiques :

1. Le gouvernement dominicain présente des condoléances au gouvernement haïtien et renouvelle sa réprobation des déplorables faits.

2. Il promet satisfaction en punissant les coupables, et les décisions des tribunaux compétents seront définitives et sans appel pour les deux « honorables parties ».

3. Il s’engage à remettre une indemnisation de 750 000 $US au gouvernement d’Haïti ; 250 000 $US dès la signature de l’accord, 100 000 $US le 30 janvier 1939 et une quantité égale les derniers jours du mois de janvier jusqu’à la liquidation totale de l’indemnisation.


5. Chaque gouvernement adoptera les mesures nécessaires pour empêcher que ses nationaux ne s’infiltrent par la frontière.
Monseigneur Maurillo Silvani, nonce apostolique en République dominicaine et Haïti, qui avait servi de médiateur entre les deux chefs d’État au cours de cette seconde négociation prononça un discours très évangélique qui décrivait l’atmosphère dans laquelle se réalisait l’accord : « Ma reconnaissance aux deux magistrats suprêmes qui dirigent les destins de ces deux républiques qui vivent, prospérant sous le charme d’une même île caressée par une seule mer et qui par conséquent ne peuvent vivre et prospérer qu’à condition de s’aider et s’aimer mutuellement. Cet accord officiel offre à la fois la réparation du passé et les bases futures pour une entente cordiale et avantageuse. »

En dépit des expressions idylliques de Mgr Silvani et des nombreuses proclamations officielles, cet accord qui constituait certes un grand succès diplomatique pour Rafael Trujillo, avait un arrière-goût pour tous. Le délégué du Mexique, F. Castillo Nájera, résumant l’impression prédominante dans les milieux latino-américains, déclarait : « La Commission permanente ne compromet pas son prestige moral et bien que la manière dont on a mis fin au conflit ne peut normalement pas faire jurisprudence à l’échelle internationale, le fait est que l’incident haïtiano-dominicain est clos».

En Haïti, l’indignation de l’opinion publique se transforma en un grand sentiment d’impuissance. Une fois de plus,

54 Bien que, pour la première fois au cours de l’ère de Trujillo, un événement de transcendance internationale avait des répercussions dans la vie politique interne de la République dominicaine. (Jesús de Galíndez, op. cit., p. 380.) En effet, ce massacre fit échouer la réélection de Trujillo, en raison de la pression des États-Unis. En Janvier de 1938, les candidats furent Jacinto B. Peynado et Manuel Jesús de Troncoso, hommes-ligés du dictateur.

55 Castillo Nájera, DOCREM, 8/2/1938.
Vincent trahissait les intérêts nationaux. Comme le dit le journaliste Albert Hicks : « À supposer que le nombre de morts eût été de quinze mille, l’indemnisation signifiait que Trujillo avait payé cinquante dollars par Haïtiens »56. Mais dans son calcul, Albert Hicks n’a pas tenu compte du fait que le gouvernement haïtien ne reçut que le premier paiement de deux cent cinquante mille dollars. En définitive, chaque Haïtien lui a coûté 12 dollars !

Quant aux autres termes de l’accord, ils sont restés lettre morte. À la mi-mars 1938, la presse dominicaine annonça, sans donner de noms, que seize personnes avaient été condamnées à trente ans de prison pour l’assassinat de cent trente-quatre Haïtiens et douze Dominicains57. Jamais ils ne furent identifiés et l’affaire fut classée.

56 Albert Hicks, op. cit., p. 120.
57 Jesús de Galíndez, op. cit., p. 379.
Chapitre II
Les causes du massacre

Ce terrible massacre de 1937, qui marque une importante date dans l’histoire des relations haïtiano-dominicaines, émut l’opinion publique internationale et, à plus forte mesure la latino-américaine qui en fut véritablement surprise. Le dénouement de ce différend établissait un précédent pour le moins déroutant dans l’histoire des relations diplomatiques inter-américaines. Diverses explications furent données à ce génocide apparemment incompréhensible.

Certains secteurs, aussi bien en Haïti qu’en République dominicaine ont voulu faire passer le massacre comme « un simple accident » : un ordre verbal dicté par Trujillo dans un moment d’ébriété et exécuté avec un zèle excessif par ses subalternes. Cependant, cette interprétation trop simpliste des faits, ne mérite pas d’être prise en considération dans une analyse.

D’autres secteurs, surtout haïtiens, cherchèrent dans la politique extérieure dominicaine des éléments pouvant fournir une explication plus élaborée. Aussi, attribuèrent-ils l’origine de l’hécatombe aux projets d’annexion du territoire haïtien que les milieux officiels dominicains auraient caressés depuis toujours.1 Cette hypothèse est fragile, étant donné qu’il est difficile de prouver l’existence de tels projets, par contre, les faits semblent indiquer que l’annexion d’Haïti n’entrerait pas dans

1 Excelsior (Mexique), 19/12/1937. Même certains dominicains partagent cette opinion. Noël Henriquez écrit : « Trujillo a ordonné le massacre de tous les Haïtiens qui résident en République dominicaine et, avec son œil perçant d’oiseau de proie fixé sur l’État voisin, il s’apprêtait à l’envahir avec son armée ». Noël Henriquez : La Verdad sobre Trujillo, p. 45.
la ligne de politique du gouvernement de Trujillo.

En République dominicaine, plusieurs secteurs considéraient que le massacre avait été une manœuvre du « generalissimo » pour consolider sa position politique dans le pays ; manœuvre dont il aurait sous-estimé les conséquences internationales.

En effet, déjà en 1937, le caractère dictatorial et fasciste du régime était notoire. Par l’assassinat, l’emprisonnement ou l’exil, Rafael L. Trujillo avait éliminé la plupart de ses adversaires, maître absolu du pouvoir depuis 1930 et « élu » président en 1934, pour une nouvelle période de 4 ans, le « generalissimo » préparait les élections de 1938. Cependant, un obstacle inattendu devait contrecarrer ses projets ; la grande campagne de dénonciation orchestrée par les exilés, qui mit à nu la nature répressive du régime, émut l’opinion publique internationale et attira sur ce dernier une forte pression externe.

Dans un tel contexte, selon cette interprétation, le massacre aurait été un moyen de détourner l’attention de la nation des graves problèmes intérieurs, manœuvre d’autant plus plausible que le dictateur disposait de tous les moyens imaginables pour maintenir le secret sur les faits, désinformer l’opinion publique et bloquer les possibles répercussions internationales.

L’histoire montre qu’en Amérique latine, les groupes dominants, ceux qui élaborent et appliquent la politique extérieure, canalisent souvent les tensions politiques et sociales internes vers des conflits internationaux².

---

² On peut citer comme exemples relativement récents en Amérique latine, ladite « Guerre du football » entre le Honduras et le Salvador en 1969 ; l’attitude de la junte militaire chilienne envers le régime nationaliste du général Velasco Alvaredo au Pérou.
Une des constantes de la politique nationale dominicaine a toujours été l’invocation des sentiments nationalistes et anti-haïtiens pour détourner l’opinion publique des problèmes locaux. Cependant, ce facteur ne peut constituer un élément déterminant, car ce massacre était si honteux qu’il venait souligner le caractère terroriste du régime de Trujillo aux yeux du peuple dominicain lui-même.

Les prémisses et les conséquences du massacre s’inscrivent dans le contexte global des relations entre Haïti et la République dominicaine. Elles montrent de façon manifeste que les différents éléments de l’évolution économique, sociale et politique avaient abouti à un « point critique ». Après 1937, elles orientèrent les grandes lignes de ces relations qu’elles avaient profondément transformées.

Pour déterminer les causes objectives du massacre, il faut considérer dans toute leur complexité plusieurs éléments : le problème de la frontière, celui de l’émigration, le facteur culturel et le niveau de développement économique des deux pays au moment où se déroulèrent les faits.

I.- La démarcation de la frontière : Problème historique

Sans prétendre étudier l’évolution historique de la question de la frontière, il est indispensable cependant d’en rappeler les traits fondamentaux afin de comprendre ses incidences sur les relations entre les deux pays et déterminer ainsi son influence possible sur le massacre de 1937.

A.- Les antécédents
Comme on se souvient à l’époque de la piraterie, les corsaires boucaniers et flibustiers français établis vers 1629, à l’île de La Tortue, au Nord-Est de l’Hispaniola, s’implantèrent peu à peu, dans la partie occidentale de l’île. Six décades après leur installation, l’Espagne dut reconnaître cette situation de facto et, par le traité de Ryswick, en 1687, elle céda un tiers de l’île à la France.

À partir de cette époque, les deux entités de l’île se développèrent à un rythme nettement inégal. La partie occidentale, Saint-Domingue, se convertit en la perle de la couronne française, grâce à la main-d’œuvre servile amenée d’Afrique. Elle assurait un tiers du commerce mondial de la France, produisant pour cette métropole plus de richesses que n’en produisaient pour l’Espagne, l’ensemble de ses colonies américaines. Saint-Domingue, la plus florissante productrice de canne-à-sucre des Caraïbes, joua ainsi un rôle important dans le développement du capitalisme en France, consolidant la montée de la bourgeoisie commerçante et manufacturière.

Par contre, la lente décadence de l’Espagne se refléta à Santo Domingo, la partie orientale de l’île. De plus, au début du XVIe siècle, les colons espagnols, déçus par la rareté de l’or dans l’île partirent vers la terre ferme, à la conquête du continent. Ce phénomène du dépeuplement du territoire s’accrut tout au long du XVIe siècle, accélérant la décadence de celle qui avait été la première colonie espagnole en Amérique et le siège de Real Audiencia (Audience Royale). Santo Domingo, avec ses grands espaces inhabités, adopta rapidement une économie d’élevage extensif caractérisée par un développement très réduit de ses forces productives.
C’est ainsi qu’en moins d’un siècle, deux communautés très distinctes, avec chacune des traits spécifiques de développement et de peuplement se sont formées sur cette petite île de moins de 80 000Km$^2$.  

La frontière entre les deux colonies n’ayant jamais été officiellement délimitée, les conflits à ce sujet se multiplièrent entre les autorités espagnole et française. Durant l’époque coloniale, divers accords furent signés entre les deux métropoles, en particulier les traités de Aranjuez en 1777 et de Bâle en 1795, mais ces initiatives furent vaines. De 1801 à 1802, Toussaint Louverture réalisa l’unification de l’île, en occupant sa partie espagnole et le problème de démarcation fut temporairement résolu. Plus tard, les français occupèrent toute l’île. Quand Haïti conquit son indépendance, elle occupa militairement le territoire voisin. À partir de cette époque, la frontière devait se convertir en une véritable « ligne épique », source perpétuelle de controverse et de dispute entre les deux gouvernements.

Pendant la première moitié du XIX$^e$ siècle, le problème de la frontière se posa dans toute son ampleur. En effet, à la proclamation de son indépendance, Haïti avait déclaré l’île « unie

---


La seconde moitié du XIXe siècle et les trois premières décades du XXe siècle sont les époques de calme relatif. Le problème de la frontière, toujours crucial et omniprésent dans
les relations entre les deux États, ne prit jamais un caractère violent, bien qu’il donna lieu à de fortes tensions, des frictions diplomatiques et même des escarmouches, de fréquentes arrestations de militaires ou civil de l’une ou l’autre partie pour avoir pénétré dans le territoire voisin, et même des mobilisations militaires localisées.

Afin de résoudre les inévitables problèmes posés par la délimitation de cette ligne frontière, d’innombrables accords furent signés, dont les principaux sont celui de 1874, pendant les gouvernements de Michel Domingue et Ignacio Gonzáles, et celui de 1895, entre Tiresias Simon Sam et Ulises Heureaux.

À cette époque, toujours dans le but de définir clairement la démarcation de la frontière, on en arriva à solliciter l’arbitrage du Pape Léon XIII, sans aboutir à une solution. En 1901, on nomma une commission mixte qui proposa de tracrer la frontière, suivant une ligne satisfaisante pour les deux Républiques. Ses efforts furent également vains. En effet, le problème était complexe : les délégués dominicains faisaient remarquer à juste titre qu’il existait au moins trois lignes de démarcation : « La traditionnelle, dite de Aranjuez, celle du statu quo post bellum de 1856 et celle de l’occupation pacifique »5.

En 1912, à la demande des gouvernements haïtien et dominicain, les autorités des États-Unis proposèrent comme frontière provisoire et de facto, la ligne établie à Washington en 1907-1908 par la deuxième division d’information militaire de l’état-major général, sans que les droits et obligations des deux États en soient affectés et ce, jusqu’à la résolution défini-

5 Henriquez y Carbajal au ministère des Affaires étrangères, 15 janvier 1912.

Le 21 janvier 1929, un nouvel accord fut signé entre Haïti toujours sous la tutelle des États-Unis et la République dominicaine libérée depuis 1924. Sous l’œil complaisant de Washington, les présidents Horacio Vázquez et Louis Borno se proposèrent une fois de plus d’établir de manière « définitive » le tracé de la frontière haïtiano-dominicaine. Les Haïtiens cédaient au Nord, une zone de terres utiles au tracé d’une voie de communication entre Monte Cristi à la frontière, et la région de Azua, en échange, ils recevaient dans le Sud, une frange de deux cents mètres de large qui devait permettre la construction d’une route.

Cet accord ne satisfaisait qu’une des parties. Les experts d’Haïti, en particulier Alexandre Poujol, le plus versé en la

---

matière selon le docteur Jean Price-Mars, assurait que cet accord allait principalement contre les intérêts d’Haïti. En effet, cette dernière se voyait non seulement obligée d’assumer une charge économique substantielle, mais de plus, abandonnait une frange de son territoire en faveur de la République dominicaine. Par conséquent, l’accord était vicié dès le départ.

Tandis qu’en Haïti le traité de 1929 ne provoquait qu’un sentiment de frustration, les experts dominicains le trouvaient on ne peut plus juste. Luis F. Mejia résume cette position ainsi : « On ne peut que s’incliner devant les faits accomplis, cependant il était préférable de perdre un territoire que nous n’avons jamais occupé depuis l’indépendance, plutôt que d’annexer une population qui ne s’assimilerait jamais ». Dans de telles conditions, le modus vivendi récemment établi s’avéra trop fragile et bientôt inopérant.

B.- La réalité de la ligne frontalière de 1930 à 1940

Au cours des années trente, après la grande crise économique mondiale, la stratégie des États-Unis dans les Caraïbes se caractérisa par l’abandon progressif de la politique du « gros bâton ». Le président Franklin D. Roosevelt initiait alors sa politique dite « de bon voisinage ».

En Haïti, la pression d’un considérable mouvement d’opinion nationaliste obligea les américains à réaliser des élections législatives et présidentielles, en dépit de la présence des

---

7 Le chiffre de 50 000 km² avancé par Price-Mars dans son livre La República de Haití est évidemment erroné. Haïti a une superficie de 27 750 km² (J. Price-Mars, op. cit., p. 216.). En fait, cette frange comptait 68 240 carreaux, soit 88 029 hectares.

8 Luis F. Mejia, op. cit., p. 222.

La vieille controverse au sujet de la frontière reprit avec une violence accrue : l’accord de 1929 n’avait rien résolu et les incidents de frontière continuaient à se multiplier. À partir de mai 1931, la diplomatie des deux pays dut souvent intervenir pour résoudre les incidents qui se succédaient tout au long de la ligne de démarcation, incidents provoqués, selon les autorités dominicaines, par la présence des haïtiens en territoire dominicain. De nombreuses régions de la zone frontière furent objet de litige.

Cependant, au nom des « relations amicales » existant entre les deux gouvernements, on chercha une « solution pacifique » au conflit. À cet effet, on organisa le 18 octobre 1933, deux entrevues officielles, l'une à Ouanaminthe, ville haïtienne, l'autre à Dajabon, en territoire dominicain. Au cours de ces réunions, les mandataires décidèrent de nommer une commission mixte chargée de réviser le traité de 1929 et de liquider une fois toutes et de « manière définitive » la question de la frontière. Cette décision fut ratifiée par les accords du 27 Février 1935.

À la conclusion des travaux de la commission et au milieu de grandes démonstrations d’amitié entre ses membres, Trujillo visita Port-au-Prince le 9 mars 1936 pour la signature
d’un nouvel accord. Tandis que Haïti reprenait possession avec satisfaction de quelques milliers d’hectares de son territoire, dans le pays voisin on proclama que « la République avait solutionné le problème le plus grave de sa vie et de son destin »⁹. La longue controverse haïtiano-dominicaine au sujet des limites du territoire semblait avoir pris fin.

Mais peu après, à Haïti, des rumeurs coururent selon lesquelles des troupes dominicaines se trouvaient mobilisées à la frontière. Par ailleurs, Sténio Vincent adoptait des dispositions destinées à expulser d’Haïti les exilés dominicains qui avaient fui la tyrannie trujilliste. La presse d’opposition réalisa une grande campagne pour dénoncer avec vigueur cette manœuvre qui souleva par ailleurs de vives protestations au niveau international venant surtout de Cuba, où vivait un noyau actif d’exilés dominicains. Cette expulsion put être stoppée à la suite de cette campagne.

Dans ce contexte, il apparut en toute clarté, que la « pax fronteriza » avait été obtenue, au prix d’importantes concessions politiques de la part de Sténio Vincent en faveur de Trujillo, prix que le gouvernement haïtien n’était pas en mesure de payer. La précarité du pacte était évidente. Dans ces circonstances, la question de la délimitation de la frontière ne devait pas tarder à se poser de nouveau.

En effet, vingt mois après la signature de l’accord, le gouvernement dominicain déclencha le massacre du 2 octobre, au mépris de procédés, dispositions et normes du droit international. Les compromis diplomatiques qui avaient régi la question de la frontière depuis près d’un siècle, devenaient

⁹ *La Frontera*, p. 77.
d’un seul coup, lettres mortes.

Dans son analyse des disputes au sujet de la frontière, Juan Almoina, exilé espagnol, avait été alors haut fonctionnaire du gouvernement trujilliste et détenteur de secrets d’État considère que le massacre avait résolu « tout un processus historique qui clarifiait la situation une fois pour toutes et libérait le futur de la patrie. Trujillo prit une mesure énergique qui règle la question de la frontière pour toujours. »10 De nombreux dominicains-collaborateurs trujillistes, historiens de diverses tendances et en général un important secteur de la population partagent ce point de vue : le but primordial et unique du massacre était de résoudre de manière définitive, le problème de la frontière.

L’importance de ce facteur est évidente et ressort de toute l’évolution historique des relations dominicano-haïtiennes. Les nombreux accords et traités signés entre les deux gouvernements répondaient à une nécessité profonde : celle de définir l’espace physique correspondant à chacune des entités de l’île. Cependant, cette nécessité ne se présentait pas avec la même urgence dans les deux États.


La délimitation du territoire national n’a jamais constitué

10 Juan Almoina, Yo fui secretario de Trujillo, p. 120.
un problème pour les sphères gouvernementales haïtiennes et pour l’ensemble de la population qui n’en a pas une perception définie moins encore l’existence d’une « menace dominicaine » ; hors de la zone frontière, la présence dominicaine se percevait de manière vague\textsuperscript{11} et n’exerçait guère d’influence sur la vie nationale ni au niveau idéologique et politique moins encore au niveau de la mémoire historique. Cette réalité est illustrée par le fait que la presse et les œuvres politiques haïtiennes abordent rarement le thème dominicain.

Par contre, tout au long de l’histoire du pays voisin, le problème de la frontière et le thème haïtien ont des dimensions vitales et prépondérantes. En effet, selon le moment historique, Haïti fait figure d’envahisseur étranger, d’usurpateur ou de « conglomérat » dont la proximité constitue une menace à l’existence même de la nation dominicaine. Aussi, durant toute sa période de développement, comme État indépendant, la République dominicaine comptait un nombre impressionnant d’idéologues et de spécialistes de la question haïtienne qui ont produit une abondante littérature sur ce thème.

Évidemment, ceci s’explique par divers facteurs historiques : fondamentalement, l’affirmation de République dominicaine en tant que nation indépendante ne s’était pas produite à travers son opposition à la métropole espagnole, mais plutôt face à la menace constante d’Haïti dont elle a subi l’occupation durant deux décades. Sous le gouvernement de Boyer, despotique et rétrograde même pour le peuple

\textsuperscript{11} Le peuple haïtien désigne le pays voisin par \textit{op. cit.}, p. 77. « Nan panyòl » comme un lieu lointain et se réfère au Dominicain par de nombreux stéréotypes. Cependant, comme nous le verrons dans la partie finale de ce travail, au cours des dernières années, les Haïtiens ont commencé à nuancer leur opinion au sujet des Dominicains.
haïtien, la « définition de la dominicanité prit alors une double dimension : anti-haïtienne dans son affirmation Nation-État, anti-espagnole quant à la définition circonstancielle de l’État-Nation, la première étant beaucoup plus profonde et omniprésente dans la conscience dominicaine étant donné que l’idéologie dominante, était enracinée dans la culture espagnole »12. C’est pourquoi la délimitation indiscutable et définitive des frontières du territoire dominicain a toujours été une question d’importance nationale.

En 1937, cette préoccupation subsistait encore à l’état latent de la conscience sociale des dominicains, telle qu’elle avait toujours existé tout au long de l’histoire nationale. Cependant, aucun nouveau facteur externe au processus historique et suffisamment pressant, comme aurait pu l’être la découverte de gisements minéraux ou pétroliers dans la zone frontière, n’était intervenu. Rien n’expliquait que le désir latent de définir la ligne frontière se transformât en une nécessité urgente13.

Aussi, en dépit de son importance dans les relations entre Haïti et la République dominicaine, la question de la frontière ne peut être invoquée, comme l’a fait Almoina, comme motif principal du massacre.

Toutefois, puisque la présence haïtienne ne s’imposait plus par les invasions militaires, mais par sa constante pression dé-

---

12 Gérard Pierre-Charles, op. cit., p. 120.
mographique et l'occupation pacifique de la zone frontière, il est nécessaire de considérer cette question sous une autre perspective : celle des mouvements migratoires.

II.- Le phénomène migratoire

Historiquement, la densité démographique de la partie orientale de l'île a toujours été assez faible. Cette situation (surtout en termes relatifs par rapport à Haïti) caractérisait encore le pays voisin durant les années trente.

Selon des rapports publiés par le Département de statistiques, la République dominicaine, avec une population de 1.5 million d'habitants, avait une densité démographique d’à peine 30 habitants au kilomètre carré.14 Dans certaines provinces limitrophes d’Haïti, telles que Azua, Barahona, Samana et Monte Cristi, cette densité était seulement de 16 habitants au kilomètre carré. Selon les autorités dominicaines, cette situation constituait un réel obstacle au progrès du pays.

À cette époque, les milieux officiels de Santo Domingo considéraient que le pays devait recevoir au moins un demi-million d’immigrants en vingt ans. « De cette manière, remarquait le responsable du Bureau de statistiques, en tenant compte de l’augmentation de la population immigrée ajoutée à la croissance végétative de la nôtre, la population de la République pourrait atteindre au terme de vingt ans près de quatre millions d’habitants15. Cependant, ce fonctionnaire

14 À la même époque, avec une population de 2.5 millions d’habitants la densité démographique d’Haïti était de presque 100 habitants au km².
15 Vincente Tolentino, op. cit.
précisait : « La condition indispensable pour tout immigrant est qu’il soit de race blanche » puisque « la supériorité de cette race sur toutes les autres est amplement connue ».

À cette époque précisément, une importante colonie haïtienne fut établie en République dominicaine. Il était très difficile d’en calculer le nombre, et en particulier celui des résidents illégaux qui dépassait toutes les estimations officielles. La pénétration de la « vague noire » ne s’effectuait pas par les chemins habituels des postes de douanes, mais « s’écoulait en toute liberté par les pistes éloignées ». Il était pratiquement impossible de quantifier ce flux d’immigration illégale étant donné qu’il échappait à tout contrôle. « Ni les registres civils, ni même les habitants de ces zones n’étaient en mesure d’apporter des éclaircissements à ce sujet ». À cause de toutes ces difficultés, le recensement de 1935 enregistrait 52,657 Haïtiens sur les soixante-treize mille soixante dix étrangers résidaient légalement dans le pays, c’est-à-dire les deux tiers. Il est évident que ce chiffre était bien en dessous de la réalité. À la même époque les estimations « officieuses » chiftraient à environ deux cent mille, le nombre d’Haïtiens vivant dans le pays. Joaquin Balaguer, alors ministre des Affaires étrangères parlait même de la présence de plus de quatre cent mille Haïtiens en République dominicaine, c’est-à-dire, plus du quart de la population totale.

16 Ce genre d’affirmation relative à la supériorité de la race blanche revient fréquemment dans les déclarations officielles dominicaines de l’époque.
19 D’après des données fournies par Melvin Knight, le recensement de 1920 signalait la présence de vingt-huit mille deux cent cinquante Haïtiens. En 1920, ce nombre augmenta à cent mille. Les données de 1935 suggèrent une nette augmentation de l’émigration clandestine.
20 Ce chiffre est certainement exagéré. Cependant, il faut noter que l’immigration accusait une forte tendance à la hausse. D’autre part, ce chiffre
A.- Évolution historique de la migration

Le flux migratoire, en sens unique d’Haïti vers la République dominicaine, commença à la fin du XIXᵉ siècle. À cette époque, de nombreux Haïtiens de la classe aidée se rendaient souvent dans le pays voisin pour de courts voyages d’affaires ou de loisirs. Simultanément, il se produisit un phénomène d’importance majeure : de nombreux paysans de la région du Nord-Est s’installèrent dans la terre en friche, au-delà de la ligne de la frontière. Les conséquences de l’explosion démographique en Haïti, qui venaient s’ajouter à une profonde crise agraire, surtout dans le nord du pays, commençaient à se manifester dès cette époque par l’occupation de terres dominicaines. Il s’agissait d’une véritable invasion pacifique d’autant plus facile du fait que les limites entre les deux Républiques n’étaient pas clairement définies.

Au dernier quart du XIXᵉ siècle, commence le développement de l’industrie sucrière dominicaine, quand de nombreux Cubains, fuyant la « guerre de dix ans », 1868-1878, s’installèrent dans ce pays. À partir de cette époque, les Haïtiens attirés par des salaires relativement élevés commencèrent à sentir l’attrait d’aller travailler dans ces entreprises sucrières. Cette migration, encore réduite, n’avait aucune incidence notable sur la vie économique et sociale de la République dominicaine, pas même dans la zone frontière.

À partir de 1915, comme conséquence de la politique des

---

États-Unis dans la Caraïbe et à la suite de l’occupation de l’île par les marines américaines, le phénomène migratoire devait acquérir des caractéristiques différentes et un contenu nouveau. En effet, durant la période du *big stick* (gros bâton) les capitaux de Wall Street se proposèrent de convertir les îles du bassin de la Caraïbe en de vastes plantations de canne à sucre ; les conditions historiques, sociales et économiques existant à Cuba, en République dominicaine et à Porto Rico permirent la réalisation d’une telle entreprise. Dans une mesure plus ou moins grande, ces pays occupés par les États-Unis ont pris part à l’euphorie provoquée par la « danse des millions » entre 1918 et 1921.

En Haïti, divers facteurs structurels, en particulier la structure agraire et la complète absence d’infrastructure, empêchèrent la réalisation de ce projet. En dépit de la violence institutionnalisée, conséquence de l’occupation militaire et la dépossession massive des paysans au profit du capital américain, les projets d’implantation de grandes entreprises sucrières ou d’autres complexes agricoles échouèrent. Il en alla de même en ce qui concerne l’institution de la « corvée », travail forcé pour occuper la main-d’œuvre au chômage, que les troupes d’occupation avaient prétendu utiliser pour la construction de routes. La population paysanne réagit avec violence contre le nouvel ordre établi. La guérilla paysanne (particulièrement dans le Nord et l’Artibonite) dirigée par Charlemagne Péralte puis bientôt par Benoît Batraville, réussit à maintenir les forces d’occupation en échec de 1917 à 1920.

Dans ces conditions, afin de conserver une main-d’œuvre bon marché, tout en évitant de nouvelles révoltes paysannes

---

Dans le pays, les États-Unis incitèrent et encouragèrent la sortie temporaire des travailleurs agricoles vers les plantations de sucre de Cuba et de Santo Domingo. Cette mesure constituait une source sûre de bénéfices et servait en même temps de soupape de sécurité aux tensions internes d’Haïti.

On estime que durant cette période, la moyenne annuelle d’immigrants adultes à Cuba se situait entre 30000 et 40000 personnes. De 1915 à 1928, plus de deux cent mille Haïtiens sont entrés à Cuba, légalement ou illégalement, surtout dans la province de Oriente. On nota un mouvement similaire vers la République dominicaine beaucoup plus accentué, étant donné la facilité d’accès, comme nous l’avons signalé. Seulement au cours de l’année 1920, les légalement enregistrés y atteignaient déjà le chiffre de vingt-huit mille deux cent cin-quantehuit.

Les conditions de travail dans les plantations de sucre (cubaines ou dominicaines) étaient ignominieuses. En 1926, les secteurs nationalistes entreprirent une grande campagne pour dénoncer « le trafic de l’époque moderne ». On dut adopter certaines mesures administratives pour limiter et régulariser cette émigration, mesures qui restèrent sans effet. Bien que les conditions de travail ne s’étaient guère améliorées, le flux de migrants ne cessait d’augmenter.

La crise mondiale qui avait ébranlé le système capitaliste au cours des années trente se répercuta sur les économies

24 En 1927, la United Fruit Company, à elle seule, a embauché onze mille Haïtiens dans la province de Oriente. Divers auteurs, United Fruit Co. I, p. 213.  
25 À cette époque, on estimait que la population étrangère atteignait le nombre de quarante-neuf mille cinq cent vingt.
périphériques. Appliquant une politique protectionniste, les États-Unis baissèrent le prix et le quota d’importation du sucre. Dans certains pays, la grande expansion de l’économie sucrière du début du siècle, déboucha sur une récession profonde. Cuba, en particulier, entra dans une longue époque de crise, face à laquelle le gouvernement de la Havane adopta diverses mesures d’urgence ; entre autres, il dicta de sévères dispositions destinées à contenir le flux migratoire et ordonna l’expulsion de milliers d’Haitiens. De retour au pays natal, ces rapatriés ne possédaient en tout et pour tout que leur force de travail étant donné qu’ils n’avaient pas de terres et ne pouvaient s’établir comme petits propriétaires. Le gouvernement haïtien n’avait prévu pour eux aucune politique, aucun programme de réintégration. Ils n’avaient pas le choix, car le pays n’avait aucune capacité industrielle. Les entreprises agricoles comme la HASCO et la Plantation Dauphin, implantées pendant l’intervention américaine n’embauchaient que très peu d’ouvriers agricoles. Pour ces coupeurs de canne rapatriés, il n’y avait pas d’autres perspectives que d’aller gonfler les files de chômeurs et d’émigrer à nouveau.

Un grand nombre d’entre eux se tournèrent vers la République dominicaine pour y chercher un moyen de subsistance, comme journaliers, dans les usines de sucre. D’une part, les conditions géographiques favorisaient l’émigration clandestine ; d’autre part, même en pleine époque de crise, la voracité des compagnies sucrières encourageait l’arrivée de cette main-d’œuvre illégale, pratiquement soumise à un régime de travail forcé26. Aussi, le nombre des immigrés augmenta considérablement. La plupart d’entre eux étaient des braceros 26 André Corten, op. cit., p. 35.
et ils couvraient les cinq sixièmes de la main-d'œuvre de l'ensemble du système économique (le reste était composé de travailleurs originaires des Caraïbes, particulièrement de la Jamaïque, et qu'on appelait « cocolos ». La majorité des journaliers haïtiens retournaient dans leur pays au terme de la récolte sucrière.

Il y avait toutefois un second type d'émigrés surtout dans les zones proches de la frontière, qui n'avaient ni saisonniers, ni journaliers. Il s'agissait de petits agriculteurs et quoique peu nombreux, d’artisans et d’ouvriers. Dans quelques villages, certaines branches d’activité, comme la réparation de carrosserie et la mécanique d’automobile, étaient exclusivement exercées par des Haïtiens.

Selon le recensement de 1935, sur les cinquante-deux mille six cent cinquante-sept Haïtiens qui avaient immigré légalement en République dominicaine, dix-huit avaient reçu une formation professionnelle et onze mille cinq cent quatre-vingt-six venaient de familles établies depuis longtemps dans le pays. Cette dernière catégorie comprenait les immigrants non journaliers, dans la plupart des cas agriculteurs vivant de l’exploitation de leurs « conucos » (petites propriétés). L'importance de ce phénomène est évidente si l'on considère que les « conuqueros » allaient bientôt dominer presque toute la production de cacahuètes de la région. Ce secteur jouissait d’une position plus confortable que la plupart des immigrants qui vivaient dans des conditions infra-humaines.

---

27 Nous le répétons, ce chiffre est bien en-deçà de la réalité. Nous le donnons à titre indicatif, pour permettre une approximation relative des diverses catégories sociales composant l’émigration globale haïtienne.

28 Témoignage de contemporains.
Les grands propriétaires du Nord-Est (surtout de Monte Cristi et de Dajabon) voyaient cette situation d’un mauvais œil. Sous l’égide d’Isabel Mayer, l’hôtesse du generalissimo le 2 octobre 1937, ils entreprirent une intense campagne de presse contre les haïtiens, de concert avec les propriétaires de plantations de canne à sucre. En effet, ces derniers voyaient l’installation de ces groupes de colons avec réserve et hostilité, car leur présence donnait « au coupeur de canne la possibilité de ne plus se soumettre aux épouvantables conditions de travail des plantations de canne. »

Mais de quelque secteur qu’il s’agisse, les Haïtiens établis au-delà de la frontière n’appartenait ni à l’élite, ni à la petite bourgeoisie ; ils provenaient de la paysannerie sans terres et de la masse urbaine en chômage, « puant la misère » ; quatre-vingt-treize pour cent d’entre eux étant analphabètes. En fait, il s’agissait des déshérités issus des couches sociales les plus exploitées et dont l’unique bien était la force du travail.

Ce n’était pas tout. Comme le dénonçaient les idéologues dominicains, ces malheureux réunissaient toutes les caractéristiques négroïdes susceptibles « d’haïtianiser » la population dominicaine. C’est pourquoi les immigrants étaient victimes d’un rejet catégorique, autant social que racial. Selon Peña Battle (un des porte-parole les plus virulents de l’idéologie

29 André Corten, op. cit. Après le massacre, les hauts gradés de l’armée de la région et les propriétaires terriens ont accaparé les « conucos » et se sont partagé les biens (bétail, maisons) des Haïtiens (Témoignages de contemporains, déclaration du gouvernement haïtien) Voir aussi Freddy Prestol Castillo, op. cit.

30 Selon le recensement de 1935, sur les cinquante deux mille six cent cinquante-sept Haïtiens émigrés légalement, deux mille quatre cent vingt-neuf savaient lire et les cinquante mille deux cent vingt-huit restant étaient analphabètes.
dominante) l’Haïtien qui arrive en République dominicaine est « indésirable » parce qu’il manque de moyens de subsistances et par conséquent ne peut constituer ni un facteur d’amélioration ethnique, ni un facteur appréciable pour l’économie du pays ».

B.- L’émigration en République dominicaine et ses conséquences

Une immigration d’une telle envergure eut des répercussions considérables dans le pays et souleva divers types de problèmes :

a) En premier lieu, celui de la nationalité de descendance des émigrés. Selon le principe du droit international en vigueur en Haïti et en République dominicaine « toute personne a droit à une nationalité et ne peut appartenir à deux nations à la fois »31. Dans le cas d’union entre Dominicain et Haïtien ou entre Haïtiens, leurs enfants, Haïtiens d’origine, mais Dominicains de naissance, n’avaient de fait aucune option en ce qui concerne leur nationalité, en raison de la clandestinité ou de l’ignorance dans laquelle vivaient leurs parents. Légalement, ils n’appartenaient à aucune nation et par conséquent, constituaient un groupe d’apatrides.

b) Ils habitaient en territoire dominicain, mais étaient entièrement intégrés à la culture haïtienne. De plus, leur adaptation linguistique n’était que partielle. Les immigrants haïtiens, conscients d’être étrangers, ne manifestaient aucun désir de s’assimiler à la population

dominicaine. Cette attitude correspond à la réaction classique de tout groupe minoritaire dans une société donnée, qui cherche avant tout à maintenir et renforcer sa cohésion pour ne pas se disloquer.

c) D’autre part, cette émigration entraîna une augmentation de la contrebande. Dès 1905, les Américains avaient imposé une surveillance douanière dans les villes de Jimani, Commendador et Banica, afin de mettre un frein au commerce illégal qui s’effectuait à échelle réduite. En dépit de ces mesures administratives, le trafic illégal continua et augmenta entre les régions de la frontière et les villes haïtiennes, surtout avec le Cap-Haïtien et Port-au-Prince à tel point que la monnaie haïtienne – la gourde – circula librement non seulement dans la zone frontière, mais aussi dans la capitale Saint-Domingue. En effet, on signalait avec insistance que de nombreux immigrants restaient dans une grande mesure en dehors du marché de consommation interne. En effet, ils percevaient leur salaire en République dominicaine, mais le dépensaient en grande partie en Haïti.

d) La répercussion culturelle de la présence haïtienne alarma énormément l’oligarchie dominicaine, consciente du fait que le peuple dominicain partageait quotidiennement la vie de ces immigrants. Les haïtiens ne pouvaient vivre en vase clos et – comme le répétaient à satiété les milieux officiels dominicains transmettaient leurs caractéristiques biologiques et leurs « néfastes » germes de culture.


33 Il est intéressant de noter à quel point le professeur nord-américain Melvin Knight a fait sienne les théories anti-haïtiennes alors en vogue en République dominicaine. Dans son étude sur l’occupation nord-américaine en République dominicaine il a écrit: « Ces Haïtiens parlent un dialecte composé de quelques centaines de mots empruntés du français
En effet, les formes de vie et de culture haïtiennes s’étaient imposées dans certaines parties du territoire dominicain où elles venaient renforcer et raviver les vieilles traditions africaines d’un peuple de sang africain et espagnol. Dans la zone de la frontière, la majeure partie de la population dominicaine pratiquait le vaudou et jusqu’à 40 kilomètres à l’intérieur du territoire dominicain on parlait couramment aussi bien le créole que l’espagnol. Selon le témoignage d’un jésuite de la zone, en 1935 dans une école de Dajabon « sur trente-deux de ses élèves, vingt-sept ne savaient pas l’espagnol ».

De plus, dans les zones où il habitait, l’Haïtien et sa culture étaient acceptés par la population. Joaquin Balaguer, lança alors ce cri d’alarme : « Nous assistons à une rapide haitianisation de la République dominicaine et à l’effritement du sentiment de solidarité entre les habitants de l’antique partie espagnole de l’île, à tel point qu’aujourd’hui beaucoup de familles et difficilement reconnaissables comme tels, leur grammaire est réduite à sa plus simple expression. Ils sont aussi pittoresques que les « coolies » chinois. Dans cette invasion annuelle qui, la plupart du temps, détourne la loi et reste dans le pays, l’Haïtien arrive avec ses femmes, ses tambours de vaudou, ses mèches sacrées de poil de chèvre, ses « wangas » ou crânes sacrés de chevaux, du maïs grillé, de la graisse de porc et bien d’autres choses que l’homme aurait du mal à imaginer. À part une petite « élite » de culture française, Haïti est africaine. La population de la République dominicaine est probablement de sang espagnol métissé, cependant elle est bien espagnole. Dans le pays, le vaudou est d’importation récente. On n’y distingue pas de race définie, mais les éléments désagréables d’un pays s’introduisent dans un autre par le phénomène du travail temporaire, la pénétration économique étrangère en est l’unique responsable. (Melvin knight, Los Americanos en Santo Domingo, p. 167.)

35 Le créole, souvent considéré comme un dialecte, est en fait une langue qui surgit à l’époque coloniale comme le véhicule linguistique entre les africains venus des tribus les plus diverses. Il n’y avait aucun moyen de communication entre eux et le maître blanc. (Gérard Pierre-Charles, op. cit. p. 25). Bien que le français soit la langue officielle, à peine 8% des Haïtiens le parlent. De fait, le créole est la langue nationale du pays.
entretient au fond de leur cœur un incroyable sentiment d’attachement à la patrie de Dessalines »

D’où la préoccupation des autorités dominicaines face à la croissance démographique en Haïti. D’ailleurs, cette préoccupation est présente dans les préjugés et les craintes soulevées par la vague d’immigrants noirs. « L’unique distraction de ces messieurs (c’est-à-dire des Haïtiens) est de se multiplier avec la force d’expansion de la vapeur qui fait exploser la chaudière ».

Pour toutes ces raisons, la dite invasion pacifique à la frontière constituait un véritable casse-tête pour l’élite dominicaine qui finit par le considérer comme un problème inter-américain.

Cette émigration s’avérait pourtant indispensable pour l’oligarchie. En premier lieu, étant donné la structure même de l’industrie sucrière, le pays avait besoin de la main-d’œuvre haïtienne pour les tâches agricoles dans les grandes plantations de canne à sucre ; d’autre part, à cette époque, Price-Mars écrivait à ce sujet « Nous, les Haïtiens, avons été et sommes toujours les plus fidèles fournisseurs de main-d’œuvre agricole de la communauté dominicaine ». Le flux d’immigrants représentait donc une source de richesse au bénéfice du pays d’accueil puisque ceux-ci exécutaient l’une des tâches les plus dures et méprisées par les dominicains, la coupe de la canne-

---

38 C. Augustin Sánchez proposait quelques années plus tard, en 1954 comme seule solution possible et acceptable, la création d’un État comme celui du Libéria où les Haïtiens « seraient placés sous mandat international afin que ces éléments puissent s’améliorer à un rythme de tempo lento… » Curso de derecho internacional, p. 77.
40 J. Price-Mars, rapport, op. cit.
à-sucrè qui constitue pourtant l’une des phases les plus importantes de l’industrie sucrière.

En même temps, l’exploitation de la main-d’œuvre haïtienne permettait une augmentation substantielle des bénéfices des grandes entreprises sucrières. C’est pourquoi ces dernières encourageaient l’entrée illégale du travailleur haïtien, non seulement pour s’assurer la main-d’œuvre nécessaire, mais aussi parce qu’elles pouvaient recourir à une surexploitation à tous points de vue (conditions de travail, horaires, habitat, salaire inférieur à celui exigé par un Dominicain, etc.) Ainsi que la remarque Wilfredo Lozano, le développement de l’industrie sucrière en République dominicaine n’avait pas entraîné un processus de prolétarisation des paysans, étant donné la rareté de la main-d’œuvre libre de vendre sa force de travail. La main-d’œuvre haïtienne venait donc perturber le marché du travail. De plus, l’oligarchie manipula cette réalité en présentant l’Haïtien avec comme un élément gênant pour le travailleur dominicain qui, bien souvent, en arrivait à regarder le travailleur haïtien avec réserve.

III.- Les facteurs raciaux et culturels

Un passé historique marqué par de constants affrontements...
ments entre les deux pays et de la présence d’un noyau haïtien assez considérable en territoire dominicain sont à l’origine d’une conception particulière de l’Haïtien et de la culture haïtienne dans le pays voisin. Cette façon de présenter l’Haïtien étant en contradiction avec les facteurs et les éléments qui constituaient le « Dominicain ». Elle mettait donc en relief toutes les différences entre les deux peuples. Elle amplifiait ces différences au point que de nombreux observateurs leur ont accordé un rôle primordial dans la genèse des faits, se référant aux « préjugés », et d’autres « éléments d’ordre psychologique » qui seraient intervenus lors du génocide. Il convient donc d’aborder cette question sous ses deux aspects : racial et culturel.

A.- Les différences raciales, mythe et réalité

Dans ses déclarations officielles, le gouvernement dominicain n’a jamais admis que le facteur racial ait pu intervenir dans le massacre de 1937. Au contraire, toute insinuation dans ce sens était réfutée avec véhémence. Aujourd’hui encore, de nombreux dominicains – et même des élément progressistes de la nouvelle génération – nient avec violence ou manifestent beaucoup de réticence à reconnaître qu’un tel facteur ait pu jouer le moindre rôle dans le génocide de 1937.44 En effet, si l’on considère la composition raciale du peuple dominicain, ce motif semble invraisemblable et on peut se demander pourquoi la classe dominante d’une nation non blanche aurait recours au génocide d’un autre peuple dont le seul blâme serait de ne pas être blanc.

44 Cette prise de position est assez courante. Ainsi, en 1945 déjà, Joaquin Balaguer déclara : « La politique de la République dominicaine envers Haïti n’obéit pas et ne peut obéir à des questions raciales. Le seul préjugé qui ait jamais existé dans notre pays est de caractère religieux. » (Lettre au journal El Tiempo, Colombia, 11 Octobre 1945 dans Frontera, p. 163.)
Cette question, apparemment incompréhensible, n'est pas sans fondement et devient plus claire si l'on étudie l'évolution historique de la République dominicaine et plus généralement, de l'ensemble des nations de la Caraïbe. En effet, dans ces territoires colonisés qui ont reçu une forte population d'esclaves africains, la définition de l'identité nationale a toujours eu une dimension particulièrement complexe.

Le recensement de la population dominicaine en 1935 donnait les résultats suivants : métis : 1 289 285 ; noirs : 345 032 ; blancs : 6 000 000 ; jaunes : 339 ; au total, environ 2 200 000 habitants. Selon ces chiffres officiels, la majorité c'est-à-dire 66% de la population était composée de métis. Le nombre de jaunes étant infime (0.22%), et celle des blancs, réduite (13%), la proportion de noirs et de métis est presque de 87%.

Mais que recouvre le terme de métis ? C'est un fait admis que le métis est le résultat d'un croisement entre la race blanche et la race indienne. Dans les pays du continent où la population indigène avait été très dense – comme au Mexique, au Pérou, en Bolivie – cette dernière n'a pas été complètement dévastée par la conquête et les contacts entre espagnols et indiens ont donné lieu à une importante population métisse. Il n'en a pas été de même dans l'Hispagniola et les autres îles de la Caraïbe : l'avidité des « conquistadores » à la recherche d'or avait complètement anéanti la population autochtone.

45 Moreau de Saint-Méry, spécialiste de la question coloniale donne une liste très étendue du résultat de croisements raciaux dans la colonie. Par exemple, le croisement de la race blanche avec la race indienne donne un métis, celui de l'indienne avec la noire donne un zambo, celui de la blanche avec la noire un mulâtre, etc.

46 En 1548, l'historien Oviedo estimait que la population indigène de l'île n'était plus que de quelques cinq cents personnes (C.R. Haring, *The Spanish Empire in America*, p. 215) Plus tard, en 1570, López de Velasco cite deux villages d'une cinquantaine d'indiens (Franklin, *Los negros, los mulatos y la...*
À partir de 1502, le gouverneur Nicolas Ovando institua simultanément la « encomienda » des indiens et l’importation d’esclaves noirs.\textsuperscript{47} Mais en raison de la précarité des conditions d’exploitation et du déclin économique de la colonie, ce trafic n’arriva jamais à atteindre des proportions considérables. Pourtant, en 1724, on estimait que les trois quarts de la population étaient de sang mêlé\textsuperscript{48}. Par contre, dans la partie française, on avait eu recours à l’incorporation massive d’une main-d’œuvre esclave dès le début du XVIII\textsuperscript{e} siècle, dont le nombre s’élevait à quelques trente-cinq mille personnes par an, si bien qu’en 1789, le nombre d’esclaves était de 427 293 sur une population de 485 624 personnes.

La composition raciale\textsuperscript{49} du peuple dominicain a été sensiblement modifiée par les invasions haïtiennes successives et en particulier par la longue occupation sous Jean-Pierre Boyer, de 1820 à 1843. En raison de ces conditions historiques concrètes, la population mulâtre devenait prédominante dans le pays voisin, conséquence du croisement entre noirs et blancs. En 1871, un rapport d’une commission américaine à Santo Domingo observait : « La population est généralement de sang mêlé, la majorité, surtout le long des côtes, n’est ni purement noire, ni purement blanche. »\textsuperscript{50} Ces considérations démographiques impliquaient que la population deviendrait de plus en plus mulâtre puisque l’émigration de blancs dans le pays était insignifiante.

\textit{nación dominicana}, p.34), ce qui révèle le degré d’extinction de la race aborigène. D’autre part, en 1574, le nombre de blancs était en diminution car le Continent attirait davantage les aventuriers espagnols à la recherche d’or.

\textsuperscript{47} C.R. Haring, \textit{op. cit.}, p. 215.

\textsuperscript{48} Rayford Logan, \textit{Haiti and the Dominican Republic}, p. 12.

\textsuperscript{49} En 1821, sur une population de 63 000 personnes, il y avait 7 000 blancs (11\%) et 56 000 noirs et mulâtres (89\%). (\textit{Album estadística gráfica de la República}, p. 4, dans Emilio Cordero Michel. Notes de classe.)

\textsuperscript{50} Rayford Logan, \textit{op. cit.}, p.13.
On voit donc que le terme « métis » utilisé par la statistique officielle ne correspondait pas à la réalité ethnique du pays. Ce n’était pas un hasard. Il s’agissait au contraire de faire passer ce pays pour une communauté nationale de population non-noire. Cette aliénation culturelle a incité les groupes dirigeants à faire resurgir le passé indigène effacé par le temps et les conséquences de la conquête. Elle les amenait ainsi à nier ou à falsifier l’histoire pour se chercher une identité dans un stéréotype racial déterminé.

En Haïti, l’élite a toujours eu un comportement social similaire, phénomène qui, d’une manière ou d’une autre a des répercussions au sein du peuple, noir dans sa totalité. Dans d’autres pays d’Amérique latine, on remarque ce même comportement apparemment caractéristique de tous les pays qui ont été colonisés.

51 Fait significatif: pendant le long règne de Trujillo et jusqu’à ces dernières années, quand il s’agissait de donner la signalisation d’une personne sur les passeports, on mettait d’office « indien » dans l’espace spécifiant la couleur de la peau à toute personne non blanche, impliquant qu’elle n’était pas noire. Pour décrire le négroïde, on préférait ressusciter le mythe préhispanique de l’indien composante de la population.

52 Certains auteurs dominicains décrivent l’époque des invasions et de l’occupation haïtienne de la République dominicaine comme celle « d’haïtianisation » ou d’éthiopisation », c’est-à-dire l’époque de la « négrizisation » de la population. La mystification culturelle est arrivée à de telles extrémités que Luperon lui-même, le célèbre caudillo, d’ailleurs très avancé pour son époque a décrit la race des dominicains en ces termes: « Étant donné de deux races distinctes par leurs origines et apparences que par leurs coutumes et préoccupations. Ces rares sont l’européenne et l’afri- caine qui, en se croisant ont produit une race hybride qui tient des deux, selon la prédominance de l’un ou de l’autre sang et, selon la loi des climats, ce dernier tend à revenir à la race primitive de l’île. (Gregorio Luperon, Notas autobiograficas, T. 1 et 2, Lil Despradel, op. cit., p. 79.) Cette même thèse a été soutenue plus tard avec des prétentions scientifiques par le Dr. José de Jesús Alvarez dans son livre publié en 1951, « Applicaciones médicolegales y antropológicas de los grupos sanguineos en la República Dominicana ».
Il est bien connu que le but de toute colonisation est de remodeler les structures, y compris les structures mentales des colonisés. Ainsi, en Amérique latine, même après avoir conquis leur indépendance, les ex-colonisés en étaient arrivés à se percevoir d’une manière différente de ce qu’ils étaient en réalité ; car leurs modèles d’identification étaient les patrons culturels et ethniques du colonisateur. De plus, dans les sociétés coloniales multiraciales, la structure économique s’est reflétée dans la stratification sociale en fonction de la couleur de la peau : les indiens et les noirs ayant été les exploités, les blancs les exploitants. « Dans ce cas, l’infrastructure est également une superstructure. La cause est conséquence, on est riche parce qu’on est blanc, on est blanc parce qu’on est riche. »

Le rang qu’on occupait dans l’échelle sociale de la colonie était étroitement lié au ton plus ou moins foncé de la couleur de la peau. Ainsi, dans les sociétés multiraciales, le statut social et toute une gamme de comportements et symboles dépendaient de la présence ou de l’absence de relations de sang avec la race blanche ou la race indigène. Comme l’écrit Frantz Fanon : « L’opprresseur ne se contente pas de l’inexistence objective de la nation et de la culture dominée. Il fera tout pour amener le colonisé à confesser l’infériorité de sa culture transformée en conduite instinctive et à reconnaître l’irréalité de sa nation au point de lui faire croire au caractère désorganisé et inachevé de sa propre structure biologique. » C’est ainsi qu’en développant cette image du colonisé, le racisme caractéristique de la société coloniale a entraîné le complexe d’infériorité raciale intimement lié au préjugé racial contre les peuples non blancs. Les frustrations, les complexes et l’aliénation pénétrèrent si profondément dans la mentalité des peuples, sur-

53 Frantz Fanon, les damnés de la terre, p. 83.
tout des élites, qu’ils finissent par accepter un stéréotype racial crée par le colon. Dans la conscience collective – et ceci systématiquement dans les classes dirigeantes – on considérait le noir, l’indien ou l’asiatique comme un être paresseux, indolent et incapable.

En République dominicaine où la présence politique, culturelle et physique de la métropole espagnole s’est prolongée jusqu’au XIXᵉ siècle, cette aliénation devait s’avérer profonde. De plus, ce complexe d’infériorité se raviva pendant l’intervention américaine de 1916 à 1924. Les troupes d’occupation, composées surtout de soldats originaires du Sud des États-Unis où le racisme est profondément enraciné, ont renforcé et ravivé le préjugé racial par leur comportement et les valeurs qu’ils préconisaient. C’est pourquoi ce complexe n’en est pas resté dans le subconscient des classes dirigeantes, se traduisant par des velléités et des lamentations, comme dans beaucoup d’autres pays. Le gouvernement alla plus loin et se proposa « d’améliorer la race », convaincu qu’en dépit des euphémismes conceptuels des statistiques, la composition raciale de la population devait être améliorée.

En effet, en septembre 1937, quelques jours avant le massacre, Vincente Tolentino, responsable du Bureau de statistique écrivait : « Le développement naturel de la population dominicaine empêche l’amélioration de la race. On peut affirmer qu’elle va dégénérer par l’effet du climat, des maladies et l’absence d’une alimentation adéquate. » À ces conditions naturelles défavorables, il faut ajouter un autre facteur de grande importance : la seule immigration est actuellement celle d’Haïtiens et de noirs des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, ce qui suppose un motif de dégénérescence,
car c’est en grand nombre que de tels immigrants laissent dans leurs enfants leurs préjudiciables caractéristiques raciales »\(^{54}\). Pour conclure, Vicente Tolentino signalait une tâche urgente : entreprendre l’amélioration raciale de la population par croisement avec des blancs ou par l’établissement de blancs. Une telle mesure avait déjà été prise durant le gouvernement de Caceres (1906-1911). Elle avait facilité et encouragé l’immigration de Roumains et de Finlandais en République dominicaine.\(^{55}\)

On peut affirmer sans la moindre hésitation que dans le génocide de 1937 est intervenu le désir insensé inspiré par l’idée qu’en effaçant un « conglomérat humain indésirable », on créerait une barrière à la « négrisation » du peuple dominicain.

À un autre niveau, il serait intéressant de faire un examen psychanalytique de ce besoin de « punir » un sujet considéré responsable de la disgrâce biologique d’un autre peuple.\(^{56}\)

Toutefois, il est bien connu que les histoires raciales ne sont qu’une superstructure, un voile, une sourde émanation idéologique que met à nu une réalité économique. En insistant sur le poids du facteur racial dans la genèse du massacre, nous reconnaissions cependant que cette manifestation de la

\(^{54}\) Vicente Tolentino R., _Informes Sobre… (22 septembre 1937)_

\(^{55}\) Ces Finlandais, dit Juan Bosch, étaient les moins indiqués du monde, exception faite peut être des esquimaux qui vivent au Pôle Nord, pour aller travailler comme agriculteurs en plein tropique sous-développé. Bosch; _Composición social dominicana_, p. 294. Dans une logique similaire, le gouvernement bolivien en 1977, dans sa politique de peuplement, annonce qu’il allait faire venir plus de 60 000 familles blanches et racistes d’Afrique du Sud dans un pays de 5 millions d’habitants dont les 60% sont indiens.\(^{56}\) En 1938, lors de la réunion d’Evian, par l’intermédiaire de son représentant à Paris, Virgilio Trujillo, le gouvernement de Trujillo proposait de recevoir de 50 000 à 100 000 réfugiés en République dominicaine.
conscience sociale ne fut qu’un épiphénomène. Le problème, dont les racines sont séculaires, a été conditionné par la situation globale des deux pays à partir de laquelle il a affleuré à un niveau conscient.

B.- Les facteurs culturels

Certains chercheurs dominicains ou étrangers expriment leur réserve face à la thèse de « conservation de la pureté de la race » dont les bases s’avèrent tellement anti-scientifiques. Ils ont abordé la question de l’antagonisme latent entre les deux pays d’une autre perspective plus objective : à partir des différences culturelles. Cette démarche, apparemment plus scientifique puisque ces différences sont réelles, fut utilisée par les idéologues de l’élite dominante dominicaine pour déguiser leur préjugé racial à partir d’une vision caricaturale et anti-scientifique de ces différences.

Dans une étude plus récente, Antonio Sánchez signale cette attitude « notre petite bourgeoisie est raciste. Voyons le schéma racial du petit bourgeois : a) les seuls noirs vivants dans le pays sont les Haïtiens ; b) les noirs dominicains ne se reconnaissent pas comme tels ; c) les mulâtres disent qu’ils ne sont pas de race noire et se définissent appartenant comme à une culture indienne inexistante tout en cherchant inconsciemment à s’identifier à la race blanche » Les conséquences de ce schéma se manifestent par une attitude ségrégationniste envers les haïtiens et la nation haïtienne.

57 Carlos Sánchez y Sánchez El caso dominicano-haitiano, p. 23.
En effet, l’oligarchie dominicaine a toujours fait la distinction entre deux classes d’Haïtiens : d’une part la haute société, brillante, supérieure, francophile dont la place dans le monde de la pensée et des richesses était fermement établie ; et d’autre part, les masses populaires composées de paysans des vallées et des montagnes, classe inférieure, considérée comme un conglomérat de tribus incapables du moindre progrès. Cette distinction, en même temps qu’elle soulignait la solidarité de classe avec l’oligarchie haïtienne dont on respectait la susceptibilité, permettait à l’oligarchie dominicaine de manifester ouvertement son mépris de la population noire dont l’infériorité était posée en termes socio-culturels.

Cette attitude est assez fréquente dans les sociétés multiraciales d’Amérique latine. Dans celles-ci, on définit les groupes dominés en termes anthropologiques et culturels (comme les indiens) et ainsi, en évitant de considérer l’aspect socio-économique du phénomène d’exploitation, on arrive à masquer « les relations de classe qui constituent la base des relations ethniques ». Ainsi, la discrimination raciale se trouve dissimulée sous un écran de différenciations socio-culturelles.

Toute une école dominicaine a élaboré la thèse de l’infériorité culturelle de l’Haïtien. Les porte-paroles les plus autorisés de l’oligarchie comme : Carlos Sànchez y Sànchez, Manuel Arturo, Peña Battle et America Lugo ont exposé leurs idées sur l’infériorité de l’haïtien dans des œuvres et des discours qui
sont venus s’imbriquer dans la doctrine officielle du régime trujilliste.

On sait, comme le dit Karl Marx dans son *idéologie allemande* que « les idées de chaque époque sont celles de la classe dominante, en d’autres termes, que la classe qui exerce le pouvoir matériel dans la société est en même temps son pouvoir spirituel dominant ». Par conséquent, la thèse de l’infériorité raciale et culturelle de l’Haïtien défendue par les classes dominantes et le trujillisme a imprégné la conscience sociale des Dominicains en général, conditionnait leur structure mentale et leurs réflexes sociaux face à l’Haïtien.

Certains stéréotypes ont été imposés par l’idéologie dominante selon laquelle l’Haïtien était avant tout « l’Africain » (le terme étant employé ici dans un sens péjoratif synonyme de sauvage et de barbare) et le dominicain « l’occidentalisé » ; l’Haïtien pense en dahoméen ou en bonda, tandis que le dominicain a assimilé la culture espagnole, c’est-à-dire la culture occidentale, ces stéréotypes se sont gravés dans la mentalité d’une grande partie de la population.

Partant de ces prémisses, des secteurs assez étendus de la population formée par l’idéologie dominante, en arrivèrent à croire qu’entre le dominicain civilisé et l’Haïtien plongé dans un océan d’animisme et de croyance primitive, il ne pouvait y avoir aucun point commun et que toute mesure destinée à briser la néfaste influence haïtienne était saine.

Il convient de signaler que des attitudes de ce genre se sont manifestées en Amérique latine depuis le siècle dernier. Dans certains pays, au Pérou par exemple, elles devaient s’ex-
primer avec une intensité particulière, et étaient marquées par un fort désir d'européanisation entendue comme « un rythme accélééré du processus d'acculturation sous l'influence dominante de la culture européenne, s'inspirant de modèles pour lesquels les élites locales éprouvent une grande attirance, dans la mesure où s'accentuent les complexes raciaux et le mépris des formes populaires de culture. »

En Haïti, l'acculturation et l'aliénation qui en résulte ont également amené les classes dirigeantes à rejeter les manifestations vernaculaires qu'elles considéraient inférieures. L'élite a adopté une attitude de mépris et d'hostilité envers le créole qui est de fait la langue nationale. Elle s'est déclarée contre le vaudou une composante très importante de la culture nationale, et qui constitue « la religion de la majorité du peuple qui en attend ce que l'homme a toujours attendu de la religion : des remèdes à ses maux, la satisfaction de ses nécessités et l'espoir de survivre. » Dès l'époque coloniale, le vaudou, syncrétisme de croyances d'origine africaine et de croyances catholiques a toujours été une religion opprimée : elle a été la grande force culturelle dont disposaient les esclaves pour s'opposer à tout ce que l'esclavagiste blanc leur imposait. Clandestin, opprimé, il constituait un facteur de cohésion subjectif entre les masses d'esclaves. C'est un prêtre vaudou, Boukman, qui donna le signal de la grande insurrection pour l'abolition de l'esclavage. Contrairement au prosélytisme religieux dont on fait preuve les cultes importés, le vaudou n'a jamais eu à lutter pour s'étendre, même quand il était combattu ; précisément parce qu'il « était la religion populaire ».

On ne s’étonnera donc pas des jugements répandus par les idéologues dominicains sur le vaudou. Peña Battle le définit comme une « psychonévrose raciale d’ordre religieux, répondant à une attitude nerveuse raciale établie par la croyance et la pratique de nombreuses familles haïtiennes. » Il souligne le fait que « le vaudou est toujours accompagné d’une pléthore de cadavres humains, de sorciers et nécromants et de ses cérémonies d’anthropophagie, etc. Par conséquent, il constitue un véritable danger puisqu’il s’oppose au catholicisme, parce que le peuple dominicain conservait inaltérée la pure unité de ses sentiments religieux »

Ainsi, tous les efforts de l’oligarchie dominicaine se sont concentrés à démontrer que le comportement et la manière de vivre de l’Haïtien s’opposaient radicalement à ceux du Dominicain. Cet antagonisme se projetait à un autre niveau : d’une part, on distinguait les coutumes dépravées et anti-chrétiennes, telles que le concubinage et les unions incestueuses, et d’autre part, les pratiques préconisées par la civilisation et la morale chrétienne et occidentale. On accusait l’Haïtien non seulement de croupir dans la misère matérielle, mais aussi de vivre comme une bête. On considérait qu’il n’était pas encore « humanisé ». Cette attitude est très clairement résumée par l’un des représentants dominicains à la junte d’arbitrage, Troncosco, qui confessait au délégué mexicain : ce qu’il a de triste et même de répugnant, c’est que nous nous voyons obligés de lutter contre les Haïtiens. C’est comme si un gentilhomme devait lutter contre un mendiant. Haïti est un pays physiquement et moralement vicié. L’analphabétisme, les maladies, les conditions de vie font de l’Haïtien l’être le plus

64 Peña Battle, dans Frontera, p. 81.
65 DOCREM.
méprisable, au contraire du dominicain, cultivé et civilisé. » Il est inutile de signaler combien cette affirmation est subjective puisque la République dominicaine, nation sous-développée souffrait de ces mêmes maux, cortège obligatoire du sous-développement.

IV.- Les causes : une trame complexe

Récemment, certains chercheurs qui ont incidemment abordé le thème du massacre se sont référés au facteur économique comme unique cause du génocide. À ce propos, José Israël Cuello, Roberto Cassa et Ruben Silié, écrivent : « La présence d’une importante population haïtienne dans la zone frontière, ajoutée au fait qu’elle n’obéissait qu’à ses propres lois et qu’elle intégrait une partie considérable du pays au marché haïtien, était incompatible avec les projets de domination politique sociale et économique absolus sur tous les autres aspects de la vie du pays. C’est ce qui a provoqué le massacre de 1937 au cours duquel des milliers de paysans et de coupeurs de canne haïtiens ou d’origine haïtienne sont morts.

Une telle interprétation, par son unilatéralisme, ne saurait expliquer un fait aussi complexe ni lui donner toute sa signification historique. Il est nécessaire de replacer l’événement dans son contexte et de rappeler qu’après l’occupation de la République dominicaine par les États-Unis, l’intégration complète du pays s’est réalisée sous l’égide de l’armée, créée et formée par les troupes nord-américaines. Au cours des années trente, Trujillo, par l’assassinat, la terreur, la répression et la corruption, avait liquidé les caudillos locaux, fait taire toute opposition et établi une dictature qui devait durer.

66 Jose Israël Cuello, 50 años de historia dominicana, p. 12.
Il est certain que pendant cette décennie, l’immigration haïtienne a posé des problèmes, ainsi que nous l’avons indiqué dans ce chapitre. Mais s’il s’agissait de réaliser la domination politique, sociale et économique du pays pour résoudre les problèmes posés par cette émigration, une mesure logique aurait été l’expulsion massive de la population émigrée. À ce propos, on peut signaler, malgré les différences de situation le cas de Cuba. En effet, après la chute des prix du sucre dans les années vingt et trente, face à la crise économique et aux troubles sociaux, le gouvernement cubain avait expulsé, comme nous l’avons déjà signalé, un grand nombre de Jamaïcains et d’Haïtiens qui travaillaient comme journaliers ou qui avaient vécu dans certaines provinces cubaines depuis le début du siècle.

D’autres chercheurs signalent que les nécessités de l’accumulation originaire du capital avaient amené le pays à une étape de développement capitaliste dépendant, au cours des années trente, et que le développement capitaliste aurait rendu nécessaire l’accaparement des terres occupées par les Haïtiens en qualité d’apatrides (puisqu’ils n’avaient aucune nationalité). Les petits propriétaires ne pouvaient donc être expulsés. C’est pourquoi Trujillo adopta la seule solution qui lui semblait possible, en dépit de ses conséquences prévisibles : l’extermination des Haïtiens. Pour appuyer cette thèse, on a fait remarquer que dès la prise du pouvoir par Trujillo, ce dernier avait entrepris la confiscation des terres des paysans.

En effet, Trujillo a accaparé de grandes propriétés pour étendre ses terres d’élevage de bétail, particulièrement à San Cristobal, près de la capitale, et ses plantations de riz dans
la province de Maria Trinidad Sánchez, Valverde, Este et San Juan de la Managua, principalement. Cependant, l’époque des grandes confiscations en faveur de la famille Trujillo s’est plutôt réalisée au cours des années quarante, quand le nombre d’exploitations augmenta de 20% et le nombre de propriétés diminua de 31%.

Ceci dit, considérons la situation des Haïtiens par rapport à la nécessaire expansion des terres trujillistes.

Rappelons que l’immigration haïtienne était fondamentalement composée de travailleurs temporaires dans les centrales sucrières, de personnel domestique des classes aisées et moyennes, de petits artisans et d’une couche de petits propriétaires. En ce qui concerne cette dernière catégorie, et bien que nous ne disposons pas de données exactes, les conditions de vie et les caractéristiques de l’immigration haïtienne en général étaient telles, qu’il ne fait pas de doute que ces propriétaires haïtiens n’avaient pas de poids spécifique dans la structure agraire dominicaine.

Naturellement, surtout au niveau local, la capacité des propriétaires fonciers dans la zone frontalière les amenait à convoiter les terres des petits propriétaires dominicains et haïtiens : nous avons indiqué au cours du premier chapitre que certains de ces propriétaires ont accaparé les « conucos » haïtiens après le massacre. Cependant, si l’on accorde un poids exclusif à cette considération, on tombe dans des conjectures sans bases objectives réelles.

67 En 1940, 87.6% du total des deux cent seize mille exploitations enregistrées et 30.7% des un million neuf cent soixante quatre mille hectares cultivés, étaient propriété de leurs exploitants (Luis Gomez, op. cit., p. 98.).
L’histoire de tous les peuples montre comment l’extension du capitalisme s’accompagne toujours de la violente dépossession des paysans. « L’expropriation de la grande masse du peuple, le privant de ses terres, de ses moyens de subsistance et de ses instruments de travail, cette horrible et honteuse expropriation de la grande masse du peuple, englobe toute une série de méthodes violentes. L’expropriation des producteurs s’exécute avec vandalisme sans pitié et sous l’étrier des pas-sions les plus infâmes, viles, mesquins et détestables »68. Elle constitue la préhistoire du capitalisme.

Non seulement l’État dispose de tous les moyens extra-économiques pour réaliser cette expropriation, mais il a aussi les moyens d’obliger les ex-propriétaires à travailler – si c’est nécessaire – sur ces mêmes terres. Dans le cas spécifique des Haïtiens, cette opération était relativement facile à réaliser, car ils ne constituaient pas un groupe organisé et ne pouvaient donc offrir aucun type de résistance au pouvoir.

C’est pourquoi nous rejetons cette position qui veut faire de l’intégration au marché national ou de l’accaparement des terres, les seules raisons du génocide. Pourquoi l’expulsion des haïtiens de leurs propriétés aurait-elle dû mener au génocide ?

Nous savons bien que selon la conception matérialiste de l’histoire, le facteur qui, en dernière instance, détermine l’histoire est la production de la vie réelle. Cependant, le facteur économique qui s’impose en termes généraux ; « est aussi sujet aux répercussions du mouvement politique qu’il a lui-même créé et qui est doté d’une indépendance relative »69

Aussi, avoir recours au facteur économique comme unique déterminisme économique nierait toute création et toute amplitude à la théorie marxiste. Une vision de ce genre, « appliquée à n’importe quelle époque historique, serait plus facile à résoudre qu’une équation du premier degré ». D’où la nécessité de considérer d’autres facteurs de la superstructure, comme par exemple les sphères politiques, idéologiques, juridiques, etc., pour laisser aux phénomènes historiques leur dimension réelle.

L’explication du génocide réside dans la convergence de raisons diverses : le poids des facteurs géopolitiques, la question de la frontière dans son évolution, le phénomène migratoire avec toutes ses implications et le développement d’une idéologie marquée par un fort anti-haïtianisme de la part de l’oligarchie dominicaine.

En bref, les causes sont multiples, et après une lente incubation historique, elles ont constitué ce que Marc Bloch définit comme « une quantité presque infinie de lignes de forces qui toutes convergent vers un même phénomène ». C’est pourquoi on peut difficilement se référer à une cause unique, comme l’ont fait différents auteurs, pour expliquer la genèse du massacre.

On peut dire que la consolidation du système politique base sur la violence en République dominicaine, l’essor d’un capitalisme dépendant, le développement d’une supériorité militaire et économique relative, créèrent à ce moment historique, les conditions de la mise en œuvre d’une décision politique : l’élimination des immigrants haïtiens. La mégalomanie de Trujillo, les traits fascistes de son gouvernement et la

grande aliénation de l’oligarchie dominicaine ont permis d’expliquer la forme prise par le massacre.
Chapitre III
Les relations haïtiano-dominicaines

La connaissance historique est une relation active avec le passé. Ce passé intervient et s’impose dans tous les domaines de la vie présente. Le passé historique des relations haïtiano-dominicaines se trouve présent dans la conscience des deux peuples, comme le soulignait Marc Bloch : « C’est le contact perpétuel avec l’aujourd’hui. » Pour mieux comprendre l’évolution de ces relations, il faut comprendre notre passé, jeter à bas et détruire de vieux mythes, éclaircir des faits que les gouvernements et les oligarchies des deux pays ont tus, analyser et défendre ce que nos peuples doivent sauvegarder pour un futur plus prometteur.

C’est dans cet esprit que nous abordons dans ce chapitre, quelques-unes des caractéristiques de cette évolution.

I.- Les relations haïtiano-dominicaines

A.- Une tradition de violence

Le génocide s’inscrit dans la longue escalade de violence qui a marqué l’histoire des relations haïtiano-dominicaines.

Au début du XIXᵉ siècle, la longue lutte pour l’indépendance haïtienne devait prendre une tournure particulièrement violente, car les intérêts des esclaves et des esclavagistes, de la métropole et de la colonie, étaient irréconciliables. Tandis que la population noire cherchait à se libérer du joug d’une exploitation de plus en plus inhumaine, la France s’agrippait de toutes ses forces à Saint-Domingue, la « perle de la couronne », dont la
possession avait pris une importance décisive pour le développement du capitalisme français. Cette lutte sanglante culmina dans la défaite de la puissance napoléonienne et l’expulsion ou la mort de tous les Français qui symbolisaient l’ancien régime esclavagiste. À la suite de cette grande défaite, une partie de l’armée coloniale française, avec Jean-Louis Ferrand à sa tête, se réfugia dans la partie orientale de l’île qui, depuis 1802, était occupée pour les troupes françaises. Dès son arrivée, Ferrand se proposa de consolider son pouvoir et de rétablir l’esclavage dans l’île. Il se proclama capitaine général et gouverneur de la colonie française à Santo-Domingo et promulgua en 1805 un décret qui constituait une véritable déclaration de guerre à Haïti puisqu’il ordonnait que tous les Haïtiens capturés à la frontière seraient réduits à la condition d’esclaves. Les dirigeants haïtiens avaient donc des raisons valables de craindre un retour offensif des Français. C’est pourquoi l’État indépendant d’Haïti se vit contraint, dans sa nouvelle tactique défensive, d’éviter à tout prix que la partie orientale de l’île se convertisse en point stratégique, d’où les colonisateurs pourraient harceler ou reconquérir leur ancienne colonie.

À la publication du décret de Ferrand, les autorités haïtiennes ordonnèrent l’invasion du territoire occupé par les Français. Dessalines à la tête d’une armée de 25 000 hommes, entreprit la « Campagne de l’Est ». Après une série d’affrontements, les troupes haïtiennes mirent la capitale Santo Domingo en état de siège, acculant les troupes françaises à une situation difficile. Soudain, l’armée haïtienne fut prise de panique: selon les rumeurs, une escadrille française composée de frégates et de corvettes naviguait vers Haïti sous les ordres de l’amiral Missiessy. Craignant une attaque surprise, Dessalines leva immédiatement le siège de Santo Domingo pour partir à la
défense d’Haïti.

Au cours de sa retraite, l’armée haïtienne pratiqua la même tactique de terre brûlée qu’elle avait utilisée contre les Blancs pendant la guerre d’indépendance pour détruire les bases de leur pouvoir, avec son cortège de massacre, d’incendies, de mises à sac de villes, de violences contre la population, sans égard pour les enfants, les femmes et les vieillards. Au lieu de miner le pouvoir des Français dans la zone, ces actes provoquèrent la terreur et l’indignation parmi les populations de l’est. La région de Cibao (Las Vegas, Cotui, San Francisco de Marcors Puerto Planta, Monte Cristi et San José de las Matas) fut la plus durement touchée par les excès de la troupe. L’épisode qui est resté particulièrement gravé dans les mémoires est sans doute le massacre de la Moca au cours duquel « les fidèles qui assistaient à la messe furent massacrés dans l’église »

3 Historia Gráfica de la República Dominicana, p. 84. Notre propos n’est pas l’étude des diverses occupations en République dominicaine sous Dessalines, Boyer ou Souldouque, sinon d’indiquer la part de terreur dans les relations haïtiano-dominicaines. Dans son analyse des causes de la violence exercée par Dessalines et ses troupes, l’historien dominicain Emilio Cordero Michel souligne : « En premier lieu, Dessalines avait donné l’ordre de raser tous les champs et toutes les villes susceptibles de tomber aux mains des Français. Deuxièmement pour l’Haïtien de 1805, le blanc symbolisait l’esclavage et l’exploitation et devait donc être exterminé. Troisièmement, cette armée ne retraitée était non seulement frustée parce qu’elle n’avait pas réussi à expulser Ferrand, mais elle était aussi terrorisée à l’idée de devoir affronter une autre expédition militaire napoléonienne dans la partie occidentale. Quatrièmement, pour les Haïtiens, il s’agissait de ne pas laisser aux Français la moindre possibilité d’invasion par voie de terre. L’adoption de mesures énergiques, quoique douloureuses, s’imposait (E. Cordero Michel, Historia Social, económicay Política en República Dominicana Chapitre XVIII). Ces actes de violence que l’oligarchie dominicaine ne veut pas oublier ont marqué la conscience de larges secteurs sociaux qui considèrent Dessalines comme le plus grand ennemi des Dominicains (Voir p. 132). Il y a quelques années, Carlos Sánchez y Sánchez écrivait: «Nous autres, Dominicains, devons venger cette dette de sang». Et en 1971, quand le maire de district, Manuel A. Jimenez Rodriguez, proposa l’érection d’une statue de Dessalines sur une place dédiée aux libé-

On voit donc comment la violence et la terreur ont marqué les relations entre les deux pays durant toute la première partie du XIXᵉ siècle. Mais il est important de souligner que l’attitude des dirigeants haïtiens envers les Dominicains ne faisait que refléter les pratiques de la politique intérieure haïtienne et correspondait aux méthodes de domination que la classe du pouvoir exercait contre son propre peuple.

En effet, le jeune État surgit de l’esclavage colonial par le feu et le sang entendait maintenir sa cohésion nationale par ces mêmes moyens. Au cours du temps, cette tendance s’accentua dans la mesure où s’affirmaient les visées militaristes et les intérêts des nouvelles classes dominantes. Ces dernières, opposées aux intérêts populaires ont attisé la violence pour maintenir leur hégémonie. À cet égard, il suffit de citer les pratiques de domination politique au XIXᵉ siècle, époque appelée « Haïti Toma ».

Le génocide de 1937 obéissait aux critères de violence qui, rateurs de L’Amérique, la discussion de la question prit des dimensions nationales. D’autre part, il est important de souligner l’attitude ambiguë des historiens haïtiens, qui dans leurs études sur cette époque, minimisent, ou même omettent de signaler ces actes de violence.
historiquement, liaient les deux nations et correspondaient aux caractéristiques du gouvernement établi en République dominicaine. S’il est certain qu’un siècle après le massacre de la Moca, certains secteurs ont voulu voir dans l’ordre de Trujillo une réparation à l’honneur dominicain⁴, la vérité historique nous oblige à reconnaître que cette violence reflétait les méthodes de domination utilisées par le trujillisme.

En effet, le dictateur Rafael Leónidas Trujillo, héritier de l’occupation des États-Unis, a adopté les méthodes instaurées par les marines qui avaient occupé l’île. La terreur avait été l’arme principale de dissuasion ou d’élimination des ennemis de l’occupation, et cette arme devait jouer un rôle déterminant dans la consolidation du pouvoir trujilliste. Les tortures, les disparitions, les emprisonnements et les assassinats avaient fini par créer un « climat diffus de terreur qui scellait les langues et pervertissait les esprits »⁵. Les paseos, les lechuzas, le chant de la mort et la forteresse de Nigua étalent omniprésents dans l’esprit et le cœur du peuple dominicain. L’armée, la police nationale et le service d’espionnage terrorisaient de plus en plus la population en général et chaque citoyen en particulier.

Dans ce contexte, la violence du massacre des Haïtiens répondait aux lignes générales de la politique trujilliste, constituant de plus un instrument politique: un exemple de terreur pour le propre peuple dominicain qui pouvait se rendre compte avec surprise et crainte jusqu’où pouvait aller le pouvoir de destruction du « Benefactor ».

⁴ Dans son interprétation du phénomène, Mario Veloz Maggiolo écrivit: « Ainsi, le Dominicain vit dans cette constante attitude de « vengeance historique », il vit aujourd’hui dans la volonté de se venger de l’Haïtien d’hier et c’est à l’école qu’il apprend cela » (La Noticia, Journal dominicain).
⁵ Jesús de Galíndez, La era de Trujillo, p. 243.
B.- Complicité des classes dominantes des deux pays

Une haute personnalité dominicaine a confié au diplomate haïtien Jean-Price: « Nous autres Dominicains, nous acceptons notre part de responsabilité dans cette lamentable affaire, mais ce que vous ignorez, monsieur l'Ambassadeur, c'est que nous possédons des documents authentiques qui attestent la participation formelle, quoiqu'indirecte, d'éminentes personnalités haïtiennes dans la perpétration du drame ».

Étant donné que jusqu'ici ces documents sont restés secrets, il est difficile d'établir l'étendue ou la forme de cette participation. Mais une analyse de ce génocide révèle clairement la responsabilité des oligarchies des deux pays.

D'une part, comme nous l'avons indiqué au début de cet ouvrage, le peuple dominicain n'a pas pris part au massacre, fonctionnaires militaires; ce sont ces derniers qui ont conçu et réalisé le massacre. D'autre part, en aucun moment le gouvernement Sténio Vincent n'a pris en considération l'opinion publique haïtienne et oubliant les intérêts de la nation, il s'est honteusement incliné devant le gouvernement dominicain, et se rendit de fait complice du crime.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'administration haïtienne n'a pas tenu compte de certains secteurs nationalistes qui exigeaient la guerre contre la République dominicaine comme solution au conflit. En effet, l'armée dominicaine beaucoup mieux équipée et entraînée que son homologue haïtienne et il était nécessaire de faire preuve de tact et de prudence pour ne pas lancer la nation dans une aventure belligérante.

D’un point de vue plus légitime et réaliste, un fort courant populaire exigea une attitude de dignité et de fermeté sur le plan diplomatique de la part du président Sténio Vincent, ainsi que le courage de dénoncer le crime aux niveaux national et international. L’administration vincentiste adopta au contraire une attitude conciliante, lâche et servile, se laissant humilier au point de se retrouver impuissante et vaincue à la fin de ses démarches.

Pour quelles raisons le président Vincent avait-il adopté cette attitude ? Selon certains observateurs, il s’agissait purement et simplement de vénalité. Ils signalent l’obsession des autorités de Port-au-Prince de toucher l’indemnisation stipulée par l’accord de 1838. Un des membres de la commission d’arbitrage, le Mexicain Castillo Najera remit le 8 janvier 1938, une communication dans ce sens, à son gouvernement: « C’est là le motif principal de l’accord, soulignait-il ». Le gouvernement dominicain savait fort bien qu’en raison de la situation économique qu’il traversait, le gouvernement haïtien se verrait obligé, en fin de compte, de s’incliner devant la solution qu’on lui offrait: une compensation financière ».

Il est fort possible que tel ait été le désir d’une fraction de l’oligarchie haïtienne au pouvoir, mais cette hypothèse est à écarter si l’on considère la faible somme effectivement remise (deux cent cinquante mille dollars US). Étant donné la corruption des sphères politiques, le paiement de la première – et unique – mensualité de l’indemnisation a certainement servi en grande partie à couvrir les pots-de-vin. Mais ce fait est insuffisant pour expliquer une attitude qui allait contre l’opinion publique nationale et internationale et sapait la popularité du gouvernement.

7 Francisco Castillo Najera, DOCREM.
Pour comprendre cette prise de position, il faut étudier le comportement du personnage Sténio Vincent depuis 1930 et souligner les facteurs politiques de type conjoncturel qui ont pu l’influencer. En effet, à cette époque, les bases de soutien du gouvernement s’étaient érodées. D’amples couches populaires et de la petite bourgeoisie, celles qui avaient participé au grand mouvement nationaliste qui avait porté le candidat au pouvoir, le considéraient depuis longtemps comme un traître à la cause nationale. Cette accusation se fondait sur le fait que peu après avoir assumé la présidence, l’ex-leader nationaliste avait adopté une attitude de prudence excessive dans les pourparlers avec les forces d’occupation ; attitude qui contredisait le radicalisme des pétitions de «retrait immédiat et intégral» formulées par le mouvement nationaliste et par Vincent lui-même durant sa campagne présidentielle de 1930.

D’autre part, les conséquences de la crise mondiale de 1929 se faisaient sentir sur l’économie nationale, alimentant le mécontentement de toutes les classes sociales. Comme nous l’avons signalé, en 1931, le président eut recours à des procédés frauduleux pour éliminer les nationalistes radicaux des élections. En 1934, il ordonna la dissolution du Parti Communiste (peu de mois après sa fondation) et l’arrestation de son secrétaire général, Jacques Roumain, importante figure intellectuelle et politique. Enfin, il déclara dissoute la Chambre des sénateurs et fit voter une nouvelle Constitution pour établir un pouvoir exécutif fort. Cette attitude fit perdre au président sa popularité et lui créa de sérieuses difficultés politiques avec les groupes de pouvoir, ce qui devait se manifester par la formation d’un mouvement d’opposition au sein de l’armée, ainsi que nous l’avons déjà vu.
Le « retrait » des marines des États-Unis du pays en 1934 augmenta les conflits politiques, en raison des conditions dans lesquelles il fut réalisé et de l’attitude modérée adoptée par le président qui par la suite accentua la répression envers l’opposition.

Il est certain que ces circonstances et le caractère du chef de l’État, Vincent, politicien habile, toujours prêt à accepter n’importe quel genre de compromis, l’ont amené à négliger les intérêts nationaux pour éviter de s’affronter à un adversaire puissant. À cette époque, d’ailleurs, Trujillo était déjà l’unique caudillo de la République voisine et entretenait d’étroits contacts avec certaines sphères politiques haïtiennes. De ce point de vue, le gouvernement de Vincent était donc extrêmement vulnérable, c’est pourquoi ce dernier a préféré la transaction afin d’obtenir une trêve.

À ce premier niveau, l’attitude de chacun des gouvernements fut dictée par les intérêts de leurs oligarchies respectives. Cette coïncidence d’intérêts a porté à l’étouffement de l’affaire de part et d’autre, à cette complicité du silence, à un accord tacite des forces de pouvoir qui ont pu accentuer les différends entre les deux peuples.

En fait, en République dominicaine, le gouvernement a tenté d’attribuer une part de la responsabilité du crime au peuple dominicain, en présentant les événements comme une solution patriotique donnée par le « Benefactor » à l’un des plus grands problèmes de la nation. Quand certains secteurs de la population parvinrent à rejeter cette interprétation, ils furent envahis par un sentiment de culpabilité, accompagné
de toutes les séquelles susceptibles d’altérer la normalité des relations entre les deux peuples. Comme le reconnaît un intellectuel dominicain de la nouvelle génération : « Le massacre de 1937 a suscité un sentiment de culpabilité parmi les Dominicains. Toute personne informée des faits par des témoignages de paysans ou par la presse internationale a profondément ressenti une culpabilité qu’elle n’a jamais pu comprendre entièrement.8

En Haïti, le voile de silence avec lequel on a couvert le génocide (aujourd’hui encore le peuple haïtien ignore les détails du massacre) a été utilisé pour attiser les sentiments de haine et d’incompréhension envers les Dominicains, sentiments qui subsistent au niveau inconscient jusqu’à l’heure actuelle.9

En synthèse, on peut résumer les résultats de l’opération « Corte » de la façon suivante : d’une part, la complicité et le cynisme ont prévalu dans les règlements entre les deux peuples en faisant miroiter un nationalisme fondé non sur l’amour de la patrie, mais sur la haine de l’étranger10; et, d’autre part, l’incompréhension, les préjugés et les rancœurs qui ont surgi entre les deux peuples proviennent surtout de leur profonde ignorance des faits.

C.- L’hégémonie dominicaine

« Au cours du XIXe siècle, les relations haïtiano-dominicaines ont souvent été politiques et les Haïtiens ont peut-être fait preuve de plus d’agressivité et de puissance,

8 Marcio Veloz Maggiolo, op. cit.
9 Par exemple, en Octobre 1977, on pouvait lire dans l’hebdomadaire haïtien Le petit Samedi Soir, cette phrase qui traduit tout un état d’esprit envers le pays voisin : « En dépit de la méfiance amplement justifiée de la part des Haïtiens envers les Dominicains… », 8/14/77. (Les italiques sont de l’auteur)
10 Juan Bosch, Para la historia, dos cartas, p. 6.
illustrées par des invasions successives du territoire national repoussées par l’héroïsme dominicain. Au XIXᵉ siècle, il ne fait pas de doute que les Dominicains sont les plus puissants du point de vue démographique et militaire »¹¹. Cette opinion de Jesús Galíndez, malgré ses préjugés, reflète le revirement qui a surgi dans les relations entre les deux pays au cours de ce siècle. Le massacre de 1937 marquait d’un sceau officiel une situation qui existait depuis déjà plus de deux décades : l’évidente prépondérance dominicaine dans l’île du point de vue économique et politique.

Militairement, la République dominicaine n’avait plus à craindre le danger d’invasions haïtiennes et la nécessité de se protéger contre un voisin puissant et agressif, était définitivement révolue. L’armée dominicaine, héritage de l’occupation des États-Unis, renforcée durant le long règne de Rafaël Trujillo se transforma en une armée moderne et puissante. La Garde d’Haïti, elle aussi organisée par les forces d’occupation, connut son apogée sous la présidence du colonel Paul E. Magloire (1950-1956).

Professionnellement bien formée, elle constituait un corps homogène. Cependant, même à ce moment, l’inégalité entre les deux armées était considérable. Par ailleurs, après la dictature trujilliste, les régimes postérieurs ont contribué à l’augmentation de la capacité militaire dominicaine (fabrication et acquisition d’armes, consolidation de la caste militaire). La dictature duvaliériste, au contraire pour des raisons de politique interne, et craignant un coup d’État militaire, affaiblit considérablement l’armée à partir de 1957, elle élimina ses meilleurs cadres supérieurs et moyens et renforça les groupes répressifs

et paramilitaires des Tontons Macoutes. L’inégalité de forces entre les armées des deux pays s’est donc accrue. Dès lors, la grande faiblesse de l’armée haïtienne face à l’armée dominicaine devint plus évidente.


Haïti n’a plus comme avant un rythme de croissance démographique et une population supérieure à ceux de sa voisine. En effet, la population dominicaine augmenta jusqu’aux cinq millions d’habitants dans la première moitié de 1977, rattrapant celle d’Haïti, avec un rythme de croissance plus fort. Selon les prévisions du Bureau de références démographiques à Washington, en l’an 2000, la population dominicaine sera de dix millions sept et celle d’Haïti de sept millions neuf13.

13 Listen Diario (dominicain), 18/10/1977. Le commentaire de cette conclusion par le journal dominicain Listen Diario souligne l’importance accordée par certains secteurs à ce phénomène. « C’est le phénomène démographique le plus significatif des Antilles », « La République dominicaine ajoutait le journal, qui parfois a vécu à l’ombre d’Haïti, qui doublera sa population au cours des vingt-trois prochaines années et dépassera sa populeuse voisine antillaise. » Il convient de signaler à ce propos que l’expansion démographique dominicaine est de 46/1000 contre 35/1000. La faible augmentation de la population haïtienne, mis à part les problèmes
Par conséquent, confrontées à cette nouvelle réalité, les classes dirigeantes dominicaines ne purent plus soutenir la thèse habilement propagée, selon laquelle la forte pression démographique haïtienne propitait une pacifique, poussant la frontière vers l’Est.

Sur le plan politique, le massacre marque le point de départ de l’ingérence permanente et imprudente du gouvernement dominicain dans les affaires intérieures d’Haïti. Larman Wilson écrit : « C’est une stratégie constante de Trujillo, soit de se faire craindre par les présidents haïtiens, soit de se faire que ces derniers dépendent de lui ou se sentent obligés envers lui » 14. La participation trujilliste dans les élections qui ont amené Elie Lescot à la présidence (1941-1946) 15 n’est un secret pour personne. À partir de 1942, à la suite de divergences non encore établies, Trujillo lutta activement contre le gouvernement de Lescot et accueilla avec cordialité le nouveau président Dumarsais Estimé (1946-1950). Cependant, ces relations sont rapidement devenues critiques: au début de 1950, le colonel Astrel Roland, ex-commandant

liés au sous-développement (malnutrition chronique, carence de service de santé, etc.) peut s’expliquer aussi en grande partie par l’émigration massive et les programmes de stérilisation entrepris, surtout à la campagne, par des organismes des États-Unis, jusqu’ici on ne dispose d’aucunes données permettant d’évaluer les conséquences et l’amplitude des activités de ces institutions.


15 L’élection d’Elie Lescot a été le résultat de compromis politiques entre Sténio Vincent, Lescot et le président Rafael L. Trujillo » (Julio Jean-Pierre Audain, *op. cit.*, p. 73.) . En 1974, Trujillo a fait beaucoup de publicités à la correspondance échangée avec Lescot au cours des années antérieures à l’accession de ce dernier à la présidence. Le manque de dignité, le ton servile et la complète absence de tact politique qui ressorte de ses lettres ont confirmé l’opinion répandue à cette époque (qui n’a été démentie ni par Elie Lescot, ni par la Chancellerie Haïtienne) que Lescot avait été un agent à la solde de la dictature dominicaine.
militaire du département de l’Artibonite et ancien diplomate haïtien à Quito, et le professeur Alfred Viau, recevaient l’aide du gouvernement trujilliste pour fomenter une active opposition au président Estimé. Ils utilisèrent la radio officielle dominicaine et depuis Ciudad Trujillo, lancèrent une violente campagne effraya les sphères gouvernementales de Port-au-Prince et « dégénéra en guerre froide entre Haïti et la République dominicaine »16. Seule l’intervention de l’OEA a empêché que l’incident ne dépasse les limites d’un conflit diplomatique. Le 13 mars 1950, une déclaration conjointe fut signée dans laquelle les deux gouvernements « s’engageaient à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs les activités d’individus, de groupes ou de partis nationaux ou étrangers dont le but serait de perturber la paix interne de l’une des deux nations ou de toute autre nation amie »17.

De 1950 à 1956, les bonnes relations se maintenaient entre le *generalísimo* Trujillo et le général Paul E. Magloire. Leurs régimes étant solidement structurés autour de l’armée, Magloire et le Benefactor s’entendaient dans leur politique anti-communiste, à l’époque où John Foster Dulles dictait la politique impériale de Washington. Le 9 février 1951, les deux chefs signèrent une déclaration conjointe à Elías Piña et Belladère pour une « franche et fidèle entente politique, commerciale et culturelle entre les deux nations ». Sur le plan commercial, cet accord culminait dans l’embauche de la main-d’œuvre haïtienne pour la République dominicaine, légalisant la complicité des groupes dominants des deux pays dans l’achat-vente de la force de travail des milliers d’Haïtiens dans des conditions de semi-esclavage.

17 Ibid.
Les liens entre les deux gouvernements se sont resserrés davantage quand François Duvalier accéda à la présidence en Haïti. En effet, à partir de 1959, la révolution cubaine devait faire trembler aussi bien le trujillisme que le duvaliérisme. Saisis par la même préoccupation en ce qui concerne le futur et oubliant les rancœurs antérieures les deux mandataires eurent deux entretiens afin de concerter les plans d’action commune pour la défense de l’île contre la « menace cubaine ». Comme résultat de ces entrevues, l’armée et la marine dominicaines furent chargées de patrouiller les côtes haïtiennes et d’assurer la protection aérienne du pays. Cette période se caractérise par une étroite collaboration politique et policière entre les deux gouvernements. Les approches amicales s’étaient transformées en franche coopération.

Après l’exécution de Trujillo, et durant le mandat du président Juan Bosch, Haïti se convertit en un refuge pour les trujillistes. Puis, ce fut au tour de Santo Domingo de devenir la base d’opérations de divers groupes d’exilés haïtiens. Les conflits entre le gouvernement dominicain et la dictature duvaliériste se multiplièrent. Le président Bosch élabora alors un plan d’action, qui selon ses dires, « était susceptible de sauver les Haïtiens et les Dominicains de la menace que représentait pour les deux pays un gouvernement qui n’avait aucune raison d’être » . Ce projet échoua, parce qu’entre autres, l’impérialisme accordait tout son soutien au dictateur haïtien et parce que les sphères oligarchiques de l’armée dominicaine manœuvraient contre le président Bosch et lui créaient de graves problèmes internes.

18 Gérard Pierre-Charles, Radiografía de una dictatura.
19 Juan Bosch, Saint-Domingue, p. 143.
Cependant, le Département d’État a habilement utilisé un groupe d’exilés haïtiens dans la conspiration qu’il tramait contre le gouvernement réformiste de Juan Bosch, pour le discréditer. Les tensions entre les deux pays augmentèrent au point d’en arriver au bord de la guerre. Une fois de plus, c’est l’intervention de l’OEA qui évita le conflit armé.


Il faut souligner que, si du point de vue économique, Haïti et la République dominicaine se trouvent dans la même situation de pays sous-développés et dépendants, il y a toutefois une différence assez notable quant au degré de sous-déve-

20 En Février 1967, le gouvernement dominicain livra cinq exilés haïtiens au gouvernement de Duvalier. Sous la forte pression de l’opinion publique dominicaine, Balaguer dut demander leur retour à Santo Domingo. En 1968, de nombreux révolutionnaires haïtiens connus, furent arrêtés, entre autres, Daniel Sansaricq et Camille Montero. Cette situation s’est répétée quand le gouvernement de Balaguer livra Max Bourjolly et Emmanuel Frédéric en août 1976 à la police de Duvalier, ces derniers n’ont été sauvés que grâce à une campagne internationale exigeant leur liberté.
loppement entre ces pays. Dans toutes les typologies de développement d’Amérique latine, la République dominicaine entre dans une catégorie plus élevée qu’Haïti. De plus, tandis que l’économie dominicaine progressait avec dynamisme durant les années 60 et 70, la situation économique haïtienne au contraire se détériorait manifestement. De 1960 à 1968, une régression telle que la modeste reprise des années 70 n’a pas pu combler. Haïti est de nos jours la nation la plus pauvre du continent latino-américain et elle est l’une des 24 nations les plus pauvres du monde. Le tableau suivant illustre clairement la disparité de développement objectif entre les deux pays à la fin des années 197021.

**Tableau comparatif entre Haïti et la République dominicaine**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Indices</th>
<th>Haïti</th>
<th>République dominicaine</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Extension du territoire</td>
<td>27 750 km²</td>
<td>48 442 Km²</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>5 399 773 habitants (1977)</td>
<td>5 300 000 habitants</td>
</tr>
<tr>
<td>Natalité pour mille habs</td>
<td>35 (1977)</td>
<td>46.8</td>
</tr>
<tr>
<td>Mortalité pour mille habs</td>
<td>15</td>
<td>5.5</td>
</tr>
<tr>
<td>Mortalité infantile pour mille</td>
<td>149.1</td>
<td>38.6</td>
</tr>
<tr>
<td>Croissance démographique</td>
<td>1.6%</td>
<td>3.1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Espérance de vie à la naissance</td>
<td>50 ans</td>
<td>57.3 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>Pourcentage d’alphabétisme</td>
<td>24.7%</td>
<td>76.7%</td>
</tr>
<tr>
<td>Hôpitaux publics et privés</td>
<td>24 (1974)</td>
<td>317</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombres de lits d’hôpitaux</td>
<td>2 653 (1974)</td>
<td>11 768</td>
</tr>
<tr>
<td>Médecins</td>
<td>830 (janv. 78)</td>
<td>2 162 (1974)</td>
</tr>
<tr>
<td>Population urbaine</td>
<td>23.1%</td>
<td>49.1%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

À l'occasion de l’ouverture officielle de la frontière en 1972, un nouveau pas dans les bonnes relations fut franchi par la signature d’un accord destiné à « promouvoir la coopération sportive, culturelle et animer les échanges commerciaux entre les deux pays »\(^\text{22}\).

L’augmentation du tourisme vers Haïti a été l’un des premiers points marqués au cours de cette nouvelle étape. En effet, en 1973, trois mille huit cent treize visiteurs du pays voisin sont entrés à Port-au-Prince par avion, chiffre considérable, quand on pense que durant la période antérieure il n’existait

aucun échange de ce genre\textsuperscript{23}. En 1974, ce chiffre s’éleva à sept mille deux cent un et à six mille cinq cent cinquante et un en 1975, mouvement qui a augmenté les années suivantes et qui atteignit un niveau remarquable durant la semaine de Pâques en 1978, ou de nombreux touristes ont visité Haïti, attirés par les articles de luxe détaxés (parfums, appareils photographiques, etc.) ce qui suscita le commentaire suivant du journal \textit{Le Matin} : « C’est un mouvement qu’il faut développer, car il favorise notre hôtellerie et compense le manque de touristes des États-Unis »\textsuperscript{24}.

Le Centre dominicain pour la promotion des exportations (CEDOPEX) inauguré en Haïti, depuis 1965, a notablement augmenté ses activités durant ces trois dernières années. En septembre 1977, il a organisé une exposition industrielle à Port-au-Prince « afin de porter les échanges commerciaux à un degré optimum. » Comme le notait l’avocat Milton Messina, assesseur de cet organisme pour les questions haïtiennes, malgré ses limites, « le marché haïtien offre des possibilités qui pourraient accroître le secteur industriel, augmenter la production et réduire les frais en augmentant le volume des ventes »\textsuperscript{25}. En mars 1978, le même assesseur suggérait l’adoption d’un accord d’union douanière imitée entre les deux pays.

Naturellement, étant donné l’orientation traditionnelle des marchés et le type de produits importés ou exportés, les échanges entre les deux pays représentent un pourcentage

\textsuperscript{24} \textit{Le Matin}, 1/3/1978.
\textsuperscript{25} \textit{Ibid.}, 22/3/1977.
réellement insignifiant du commerce global. Il ne dépasse pas 1.01% des importations et 1.01% des exportations d’Haïti pour 1973-74. Cependant, en dépit de l’effort réalisé pour amplifier ledit commerce, il faut signaler que le solde est nettement déficitaire pour Haïti. D’après le département des Finances et Affaires Économiques, durant le mois d’octobre 1977, les exportations d’Haïti à sa voisine s’élevèrent à cent quatre-vingt mille cinq cent vingt-neuf dollars (US) et en retour, elle importa pour quatre cent quarante-et-un mille cent neuf.

Haïti vend surtout des matières premières et quelques biens agricoles et intermédiaires à son voisin et lui fournit de la main-d’œuvre en quantité appréciable. En revanche, d’après des données publiées par le CEDOPEX, la République dominicaine a exporté vers Haïti, des fertilisants, des réfrigérateurs, des meubles en métal, du fourrage pour les chevaux, de la nourriture pour volailles, des bouteilles en plastique, des ustensiles de cuisine, du concentré de tomate, du carton, du lait condensé, de la bière, des chevaux de course, de la semence de haricots et envisageait déjà l’exportation de vinaigre et de valises.

Ainsi, la composition des exportations de chacun des partenaires correspond à la structure d’échange entre pays développé (produits manufacturés) et pays en voie de développement (matières premières). Et bien que la bourgeoisie dominicaine ait des intérêts bien définis dans ce commerce (en particulier le groupe de Santiago), elle ne sert le plus souvent que d’intermédiaire aux objectifs d’intégration des deux marchés, à partir des centres de capital transnational installés en République dominicaine. Ainsi, les transnationaux

26 Ibid., 14/7/ 1978.
27 Par exemple, après avoir effectué quelques études, la compagnie suisse Nestlé et Carnation, installée en République dominicaine, a estimé qu’il était préférable
peuvent bénéficier de la proximité des deux pays, du coût réduit de la main-d’œuvre et de la plus grande expérience de Saint-Domingue.

Par ailleurs, il faut signaler le développement des échanges spontanés réalisés par des dominicains qui fréquentent les marchés ruraux haïtiens tout le long de la frontière, alimentant la contrebande dans les domaines les plus divers.

Depuis longtemps, les deux gouvernements ont envisagé la possibilité de réaliser divers travaux publics en commun. Après sept ans de négociations, le 8 février 1978, un accord fut signé pour la construction d’un barrage sur le fleuve frontière de Pédernales qui fournira l’irrigation à 40 000 hectares, 20 000 de chaque côté, pour un coût d’environ deux cent cinquante-huit mille dollars US. Le directeur du Conseil National de Développement et de planification d’Haïti (CONADEP) signale les avantages d’une coopération bilatérale pour un « mouvement d’échange de connaissance à des niveaux plus étendus. » La République dominicaine signalait un fonctionnaire, peut apporter beaucoup de son expérience en ce qui concerne l’agriculture par exemple, et Haïti, en ce qui concerne l’industrie minière28.

Le développement des relations dominicano-haïtiennes est marqué par la relative supériorité militaire et économique de la République dominicaine par rapport à Haïti. De plus en plus, la République dominicaine apparaît comme le partenaire principal. Et l’émigration de travailleurs haïtiens vers le territoire dominicain (phénomène que le massacre de 1937 n’a

---

absolument pas résolu) constitue un facteur décisif dans la définition de ces relations.

L’étude de l’évolution de l’île et des conditions objectives et subjectives qui sont à l’origine de cette immigration induite à présenter cette épiphanie question comme un problème *sui generis*, inhérent aux relations dominicano-haïtiennes. Cependant, si l’on étudie le phénomène des migrations, on observe dès leur origine certaines constances qui marquent leur développement. On voit alors que l’immigration haïtienne dans le pays voisin n’a rien d’exceptionnel. Elle s’inscrit dans un contexte global qui est celui des migrations dans le monde d’aujourd’hui. Ceci nous amène à faire quelques réflexions générales sur ce phénomène avant d’étudier le cas haïtien.

II.- **Le phénomène des migrations : une approche théorique et analytique**

Dans le monde contemporain, le phénomène migratoire est devenu une caractéristique structurelle du développement de beaucoup de pays, soit parce qu’ils reçoivent des immigrants, soit qu’ils fournissent des émigrants. « Les migrations internationales, écrit le professeur G. Tapinos, constituent un fait irréversible. On peut avancer l’hypothèse que dans l’avenir, l’émigration (ou l’immigration) sera l’un des problèmes majeurs des politiques économiques des pays développés ou sous- développés »29. En effet, à l’heure actuelle, pour comprendre la réalité économique des pays capitalistes industrialisés, on ne peut ignorer le paramètre que constitue le flux migratoire que ces pays reçoivent de façon continue et illimitée. Non seulement ce fait est important, mais il tend à augmenter.

En effet, à partir de la seconde guerre mondiale, le phénomène de la migration présenta des caractéristiques différentes de celles des grands mouvements migratoires du XIXᵉ siècle. Le flux de capitaux américains concédés par le plan Marshall à certains gouvernements européens a accéléré la reconstruction en Allemagne fédérale, en Hollande et en France. Pour satisfaire les impératifs économiques et démographiques de la reconstruction, ces gouvernements ont cherché à reconstituer, comme le disait Alfred Sauvy au sujet de la France, « un capital humain » indispensable à leur prospérité. D’autres pays, comme l’Italie, surtout dans le Sud, le Portugal, l’Espagne, la Grèce et la Turquie ne bénéficièrent pas de ces circonstances et restèrent à la traîne. Depuis, on a vu s’établir un flux d’émigration de ces derniers vers les premiers. Cette période de l’après-guerre, marquée par de remarquables innovations techniques, on a même parlé de « révolution technologique », a introduit d’importants changements dans l’appareil de production de ces pays. En même temps, le phénomène migratoire présenta de nouveaux traits dans ses manifestations et ses conséquences.

En 1973, on estimait qu’entre 10 et 11 millions de personnes travaillaient en Europe hors de leur pays d’origine surtout en France, en Angleterre, en Allemagne et en Suisse. Ces deux derniers pays subissaient une véritable dépendance économique envers les immigrants : en Suisse, ceux-ci représentaient 20% de la population économique active et l’Allemagne fédérale compte plus de 2.2 millions d’etrangers, soit 9% du total de sa population active. Actuellement, en

France, on constate la virtuelle disparition de la main-d’œuvre nationale dans certaines branches de l’emploi, au point que les milieux gouvernementaux sont inquiets d’une situation qui peut, « à long terme, devenir grave pour le développement économique national en cas de crise internationale, par exemple »32. Dans tous ces pays européens, les secteurs du bâtiment, de travaux publics (routes, barrages), des mines, de la sidérurgie et de l’industrie textile emploient essentiellement une main-d’œuvre étrangère. De nombreux spécialistes signalent que dans un avenir proche, l’immigration sera pour les pays industrialisés le seul moyen de s’assurer une main-d’œuvre non spécialisée. Les pays méditerranéens, l’Espagne, le Portugal, l’Italie, la Yougoslavie33, la Turquie alimentent cette immigration transeuropéenne. De plus, la France reçoit un grand nombre d’immigrants des pays arabes, d’Afrique noire et des colonies d’outre-mer, des Antilles françaises et de la Réunion ; la Grande Bretagne de ses anciennes colonies africaines, asiatiques ou antillaises, tandis que l’Allemagne fédérale et la Suisse se limitent plutôt à l’immigration européenne, surtout celle de Yougoslavie et de Turquie.

Aux États-Unis, on a vu des Portoricains occuper les postes marginaux dépréciés par les Européens dès les années 2034. Plus tard, à la suite de la domination de l’île par les États-Unis et surtout de transports bon marché, on a pu observer

32 Lahalle, op. cit. p. 316. Les travailleurs émigrés représentent 30% chez Renault, 45% dans la Sidérurgie de l’Est, dans le bâtiment, il n’est pas rare de voir des chantiers occupant 80% d’émigrés. Le capitalisme monopoliste d’État, T II, p. 132.
33 Au cours des dix dernières années, l’immigration italienne a diminué. D’autre part, l’immigration yougoslave présente un cas assez particulier étant donné qu’il s’agit d’un pays qui se déclare socialiste et où l’émigration est encouragée par l’État.

À partir de l’après-guerre, on a également assisté à un nouvel aspect du phénomène de la migration, connu comme le brain drain (drainage de talents). Bien que cette émigration soit numériquement moins importante que celle des travailleurs non qualifiés, ses conséquences n’en sont pas moins importantes. Selon le professeur A. Perkins, entre 1949 et 1961, quarante-trois mille scientifiques et ingénieurs ont immigré aux États-Unis et un grand nombre d’entre eux étaient originaires de pays en voie de développement37. Au cours de la décennie des années 60, par suite des persécutions politiques et de l’établissement de dictatures fascistes, cette émigration prit de grandes proportions en Amérique latine. Selon des études de la UNCTAD, les pays en voie de développement ont investi cinquante mille millions de dollars entre 1961 et 1972 pour la formation de scientifiques et techniciens qui ont immigré en-

37 Abadan, op. cit., p. 280.
suite vers des pays industrialisés.\textsuperscript{38}

Ce drainage de capital humain spécialisé (chercheurs, ingénieurs, médecins, techniciens, etc.) se produit essentiellement vers les États-Unis, car même des pays développés comme la France et surtout l’Angleterre en sont affectés. En 1965, quatre-vingt-cinq mille chercheurs ont abandonné les laboratoires européens vers les États-Unis et ce courant n’a cessé de développer touchant tous les pays. La moitié des ingénieurs diplômés en 1967 au Canada, un sixième des docteurs ès sciences diplômés en Angleterre en 1965, ont immigré aux États-Unis.\textsuperscript{39}

Le drainage de cerveau présente certaines caractéristiques communes avec l’émigration d’ouvriers non qualifiés. Dans les deux cas, il s’agit d’un transfert de forces productives des périphéries au centre du système capitaliste.

Cependant, elles diffèrent en ce qui concerne les relations qui s’établissent entre l’émigrant et le pays qui le reçoit.

\textbf{Capitalisme et émigration}

L’augmentation du phénomène de l’émigration, au cours des dernières décennies, est intimement liée au développement du capitalisme monopoliste d’État. C’est pourquoi il faut le considérer dans son ensemble comme un record de plus du marché capitaliste de la force de travail. Les barrières régionales et nationales tombent devant les exigences du capitalisme monopoliste. « De la même façon que le capitalisme a aboli les barrières régionales, écrit Bernard Granotier,\textsuperscript{38} \textit{El Día} (Mexique), 28/2/1978. Pour cette même période, ces pays ont reçu une aide équivalente à 46 milliards de dollars US. \textsuperscript{39} \textit{Le capitalisme monopoliste d’État}, T. II, p. 131.
aujourd’hui, il internationalise les relations, non seulement sur le plan commercial, mais aussi en ce qui concerne les mouvements des hommes »40.


Le type de relations existant entre les centres impérialistes et industrialisés avec les régions moins développées et dominées permet d’expliquer cette internationalisation de la force de travail ainsi que l’insertion de facteurs d’expulsion qui suscitent et favorisent l’immigration. Par l’immigration, le capital monopoliste « conjuge l’augmentation du nombre des travailleurs exploités avec l’augmentation de plus-value imposée à l’ensemble de la classe ouvrière »42.

40 Guillermo Díaz Plaja, op. cit., p. 328.
42 Le capitalisme monopoliste d’État, T. II, p. 279.
En cas de crise conjoncturelle, les immigrés servent de soupape de sécurité. Les pays développés ré-exportent le chômage puisqu’ils renvoient tout simplement les travailleurs dans leurs pays d’origine. La pression des problèmes causés par la récession se relâche momentanément. Par exemple, pendant la récession de 1967, l’Allemagne fédérale renvoya quatre cent mille émigrants dans leurs pays d’origine, sans avoir à payer d’indemnisation ni à affronter des luttes syndicales ou des manifestations de protestation de la part des chômeurs.

**Quelques constantes du phénomène migratoire**

On note dans le phénomène migratoire certaines différences selon les groupes ethniques ou culturels qui émigrent (Européens, Africains, catholiques ou musulmans) ou selon les particularités des pays qui reçoivent (ceux de longue tradition d’émigration comme la France et les États-Unis, ou plus fermés comme la Suisse, ceux où le racisme est plus virulent comme les États-Unis ou plus subtil, comme la France). Cependant, le fait migratoire se caractérise par certains facteurs constants que nous signalons ci-dessous :

**Développement inégal entre le pays qui reçoit et le pays qui fournit la main-d’œuvre.**

Le recours à l’émigration s’impose par la dynamique même du capitalisme. Les grands pays industrialisés jouissent d’un niveau de vie très élevé, ils offrent des emplois sûrs dans certaines branches d’activité économique et de meilleurs salaires. Le pays qui fournit la main-d’œuvre est un pays développé ou moins développé, toujours moins riche, qui n’arrive pas à as-

---

surer un niveau de développement et de vie satisfaisant pour la communauté nationale ou plutôt, pour certains de ses secteurs sociaux. Dans ces pays, le sous-emploi latent affecte de nombreux groupes sociaux.44

**L’émigrant : travailleur surexploité**

Tant pour le pays qui reçoit que pour le pays qui fournit la main-d’œuvre, l’émigrant disparaît comme individu et surgit comme élément de production, comme « ressource naturelle »45. « On a demandé de la main-d’œuvre et on voit arriver des êtres humains », écrit le Suisse Max Frisch. L’émigrant est un individu avec ses angoisses et ses espérances, ses rêves de réussite et l’espoir de mettre un peu d’argent de côté. Mais en réalité, une fois émigré, il se convertit en un sujet soumis à une exploitation féroce.

Ce n’est pas un hasard si tous ceux qui ont traité le problème de l’émigration pour des groupes tels que les Portoricains aux États-Unis, les Jamaïcains en Angleterre, lesAlgériens en France, les Espagnols en Suisse, les Portugais et les Africains en Europe, etc. se servent d’expressions comme « nouvelle traite des Noirs » ou « négriers modernes » pour décrire la situation des émigrés. À quelques différences près, la manœuvre noire du Mali ou des Antilles, le maçon blanc portugais ou espagnol, le serveur de café dominicain, italien ou turc, le mineur algérien ou marocain partagent la même situation de misère.


45 Jorge Bustamente dans son analyse de la situation des braceros mexicains aux États-Unis écrit : « Les intérêts des entrepreneurs agricoles semblent toujours se disputer l’aubaine de la main-d’œuvre mexicaine comme s’il s’agissait d’une ressource naturelle de la région, intrinsèquement bon marché. » (*Espaldas mojadas : materia prima para la expansión del capital norteamericano*, p. 18.)
Ces derniers sont toujours employés dans certains types d’activités que les nationaux refusent d’exécuter, soit parce qu’il s’agit d’un travail répétitif, dur ou situé au très bas dans l’échelle sociale qui n’offre aucune possibilité de promotion (bâtiment, métallurgie, industrie automatrice, services domestiques, mines, agriculture) soit, parfois, parce qu’il s’agit de certains travaux temporaires de courte durée et mal payés correspondant surtout à l’époque des récoltes (en France durant les vendanges, aux États-Unis durant les vendanges et les récoltes de tomate).

L’émigrant qui, en général, n’a aucune qualification n’a pas le choix. Par exemple, soixante-quinze pour cent des Yougoslaves émigrés en 1974 n’avaient aucune qualification. Cette même situation caractérise les émigrés turcs, espagnols et portugais. En France, en 1962, quatre-vingt-dix-huit pour cent des Africains émigrants étaient analphabètes et parlaient peu le français. À l’exception d’une minorité composée d’une élite de vétérans, les émigrants les travaux les plus désagréables et sont de plus sous-classifiés et sous-payés. Les conditions de travail et l’insalubrité dans laquelle vivent les immigrants en France, en Suisse aux États-Unis, etc., ont fréquemment soulevé de véritables scandales. La description de la vie dans les bidonvilles ou les « slums » a plus d’une fois ému l’opinion publique. On a dénoncé les innombrables combines pratiquées pour organiser l’exploitation de l’immigrant dans son placement, son logement, ses conditions de travail, les heures supplémentaires, etc. L’émigrant, qui ignore ses droits syndicaux et n’a souvent pas de conscience sociale ou de classe, se trouve sans défense face au patron ou à l’entreprise.

46 Mariana Morkivane, op. cit., p. 235.
Psychologiquement, le travailleur doit faire face à une série de limitations, étant donné que de nombreux pays exigent qu’il arrive seul et reste sans sa famille pendant un certain temps, ou – entreprise difficile, souvent impossible, qu’il ait les moyens de la recevoir. À une situation objective, qui l’isole (conditions de vie, langue, logement, etc.), s’ajoute dans tous les pays à forte immigration, une idéologie xénophobe fondée sur des mythes culturels qui soulignent la détérioration des coutumes de l’émigré et organisent des campagnes racistes ; celles-ci entraînent des conséquences préjudiciables qui isolent davantage l’émigrant et rendent impossible son intégration dans un milieu qui lui est hostile.

Les émigrants légaux, ceux qui arrivent pour une période prolongée ou les temporaires (« gaterverter » en Allemagne, « saisonniers » en France, « braceros » aux États-Unis), ont un minimum de droits garantis. Mais à part l’émigration institutionnelle, on tolère une émigration illégale. Et même plus, on l’encourage parce qu’elle permet une exploitation plus grande au niveau des salaires, des horaires, des équipes de travail, etc. de l’immigrant qui ne peut avoir recours à aucun organisme pour sa protection administrative et institutionnelle. Cette classe d’illégaux est livrée aux pires conditions d’exploitation.

**Effets de l’émigration dans les pays qui la reçoivent et dans les pays qui la fournissent.**

Les émigrants participent à la production et sont une source de richesse pour les pays où ils s’établissent. « Leur contribution aux forces productives de ces sociétés n’a d’égal que la surexploitation sans merci dont ils sont victimes »47. On

a noté par exemple qu’en Allemagne fédérale, les travailleurs immigrants furent un élément fondamental du « miracle allemand » après la seconde guerre mondiale. La présence du travailleur étranger permet une véritable optimisation des bénéfices qui se manifeste à divers niveaux. Certains sont intrinsèques au phénomène, d’autres sont dus à la forme d’exploitation de l’émigrant.

Une des conséquences de l’émigration est la grande mobilité du marché du travail. Cette situation ne permet pas aux travailleurs de jouir des bénéfices d’ancienneté, de promotion, etc. Ainsi, les pays récepteurs économisent beaucoup en services et prestations dus par les entreprises à leurs employés (vacances, retraite, crèches, écoles, logements, etc.).

Par exemple, la revue *L’Usine Nouvelle*, du grand capital français donnait le 26 mars 1970 l’appréciation suivante à propos de l’intérêt que présente l’émigration pour la France: « On affirme que les étrangers sont plus mal payés et contribuent à abaisser le niveau moyen des salaires français. On dit aussi que le recours facile aux travailleurs étrangers incite les employeurs à moins moderniser leur gestion et leurs investissements. Il y a probablement du vrai dans cette objection. La présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse, car ces personnes sont très mobiles, acceptent de changer d’entreprise, de région et, le cas échéant, de devenir des chômeurs indemnisés. L’immigration est fructueuse aussi dans la mesure où elle permet à notre pays d’économiser une partie des frais d’éducation (assumés par les pays d’origine) et de mieux équilibrer les charges de la nation: jeunes, les immigrés apportent souvent plus en cotisations qu’ils ne perçoivent en prestations »48.

48 *Le capitalisme monopoliste d’État*, p. 280.
Comme le remarque B. Thomas, les pays récepteurs reçoivent un cadeau de capital humain. En général, ce sont des hommes jeunes et dans la plénitude de l’âge (entre vingt et quarante-cinq ans) qui émigrent. Ils n’ont rien coûté aux pays qui les reçoivent. Légaux ou clandestins, ils s’incorporent immédiatement à la production, sans passer par l’étape de simple consommateur.

Dans de nombreux cas, l’immigration permet la modernisation, dans certaines branches, de l’appareil de production des pays récepteurs. Le capital préfère renforcer sa propre infrastructure industrielle et concentrer la production dans les pays déjà développés en faisant venir la main-d’œuvre étrangère à domicile. Par exemple, en France, cette extranationale a permis d’augmenter de trois, cinq à quatre pour cent le nombre de salariés et de compléter la modernisation de l’équipement et, par conséquent, elle a permis l’augmentation de la capacité technologique. De plus, si l’on considère la stratégie globale de la lutte des classes, l’arrivée d’immigrants permet de soulager immédiatement les tensions, tant structurelles que conjoncturelles du marché de l’emploi. On a comparé les travailleurs, immigrants à une réserve de main-d’œuvre pour le marché de travail dans les pays capitalistes. Le milieu patronal l’utilise dans sa stratégie dirigée contre la classe ouvrière nationale, formant ce que Marx a appelé l’armée industrielle de réserve.

À d’autres niveaux, il faut signaler aussi que les immigrants non qualifiés, bien que, touchant en principe le salaire minimum, perçoivent toujours moins que les nationaux.
S’il est certain que l’immigration représente une perte pour le pays qui l’a fourni et constitue une véritable limitation de ses possibilités de développement économique, elle apporte à court terme une solution à quelques-uns de ses problèmes et présente un avantage. C’est là qu’il faut chercher les causes qui expliquent la politique de stimulation de l’émigration menée par certains pays.

Les pays qui fournissent la main-d’œuvre ont toujours des problèmes de chômage. L’émigration sert de soupape de sécurité aux pressions exercées par les chômeurs à plein temps et les chômeurs partiels. Ainsi, on soulage les tensions économiques et politiques par le biais d’une diminution de la population économique active. « Chaque émigrant représente une place libre, une bouche de moins à nourrir bien ou mal »

Les entrées de devises dues aux transferts que réalise l’émigrant aux prix de sacrifices considérables sont le véritable deus ex-maquina de la balance de paiement de la plupart de ces pays. Il ne fait aucun doute que ce soulagement financier momentané constitue une grande motivation politique et explique l’absence de frein à cette émigration. En 1971, ces transferts représentaient environ cinq cents millions de dollars pour la Turquie, la plus importante source de devises de l’État turc. En 1970, les émigrants espagnols ont envoyé plus de quatre cent soixante-dix millions de dollars à leurs familles (25 % de la valeur des exportations, deuxième source d’entrée de devises).

**Constellation de l’exploitation**

---

49 Marc André Bloch, *op. cit.*, p. 123.
Dans le système capitaliste, chaque économie nationale « est à son tour un ensemble de structures et se convertit en un maillon dominant ou dominé de l’économie mondiale »\textsuperscript{52}. Placés et structurés à partir d’un centre hégémonique, les pays de la périphérie ou du Tiers Monde font partie intégrante de la structure capitaliste mondiale. Les classes dirigeantes de ces pays adoptent presque toujours le modèle du centre hégémonique et conçoivent leur stratégie de développement à partir des mêmes schémas qui régissent le centre. Ainsi, le modèle de relations centre-périphérie est adopté par l’oligarchie des pays dominés dans ses relations avec d’autres nations, c’est-à-dire celles de la domination-exploitation et de la recherche de profits. On peut représenter ces relations sous forme de pyramide dont le sommet est occupé par les pays dominants: les États-Unis par exemple. À la base, une échelle va des pays périphériques les plus développés à ceux qui le sont moins. Les relations d’exploitation s’établissent directement au sommet et/ou à travers des intermédiaires de la périphérie. En Amérique latine, dans les pays géographiquement, démographiquement ou économiquement les plus importants, ces relations s’expriment dans des projets de \textit{manifest destiny} ou par des rêves impérialistes ou annexionnistes. Dans certaines sphères académiques et politiques, on parle de sous-impérialisme pour définir les relations inter-américaines de certains pays, se référant en particulier aux projets du Brésil vis-à-vis de ses voisins de moindre développement.

C’est pourquoi certains pays, bien qu’ils fournissent de la main-d’œuvre pour d’autres, adoptent ces mêmes mécanismes et reçoivent à leur tour des émigrants. Par exemple, l’Espagne,

\textsuperscript{52} Vania Bambirra, \textit{Integración monopólica mundial industrialización, sus contradicciones. Sociedad y Desarrollo}, 1\textsuperscript{er} Mars 1972.
qui a un million de chômeurs (décennie des 70) et fournit une considérable émigration au reste de l’Europe, reçoit trois cent mille travailleurs étrangers (portugais, marocains, centre africains, pakistanais et sud-américains). « Cet excédent de main-d’œuvre du Tiers-Monde vit misérablement et a cru voir dans L’Espagne, l’Allemagne que nos compatriotes ont trouvé durant la decade antérieure » (Francisco Medina). Le Portugal, à son tour, reçoit des travailleurs de pays africains. En Afrique, on assiste au déplacement d’importantes masses de travailleurs. En Amérique, des pays dont les indices de sous-développement sont très élevés, comme le Salvador, reçoivent des émigrants du Honduras; l’Argentine reçoit des Boliviens, des Paraguayens et des Chiliens ; le Vénézuela reçoit des Colombiens ; le Mexique reçoit les Guatémaltèques, etc. On a souvent souligné l’intensité de l’émigration intra-antillaise. Pour beaucoup d’habitants des petites îles anglaises, Trinidad-and-Tobago, par exemple, joue le même rôle que New York. On voit donc comment cette chaîne constitue ce que nous appelons une véritable constellation de l’exploitation.

À cet égard, il convient d’évoquer une déclaration de la ligue des Droits de l’homme de la colonie française de la Guadeloupe qui reflète avec beaucoup de clarté, la prise de conscience de cette réalité. Au cours de son assemblée générale du 18 décembre 1977, elle indiquait : « L’Assemblée constate la présence croissante en Guadeloupe de citoyens des îles voisines venus à la recherche d’emploi et qui sont employés aux tâches les plus dépréciées. Nous estimons que la population de la Guadeloupe, qui connaît et souffre de graves inégalités ne doit pas à son tour se réfugier dans la xénophobie et se fermer aux autres Antillais. Nous souhaitons que l’exploitation économique de ces Antillais soit évitée et que l’on
fasse preuve de compréhension et de fraternité envers eux »53.

À partir de cette vision globale du phénomène migratoire et de la réalité de la constellation de l’exploitation dans le cadre du système capitaliste, l’émigration haïtienne vers la République dominicaine apparaît dans toute son ampleur et accuse les traits propres à la dynamique entre les deux pays.

III.- Évolution de l’émigration haïtienne en République dominicaine

Immédiatement après les événements de 1937, Rafaël L. Trujillo entreprit ladite « dominicanisation » de la frontière. Ce projet, conçu comme une barrière à la pénétration haïtienne, visait à obtenir la complète intégration de la région frontière au reste du pays et s’est traduit par une certaine urbanisation de la zone, l’ouverture de routes et l’accroissement des activités commerciales.

En Haïti, il fallut faire face au problème posé par les milliers de paysans qui avaient fui de la partie occidentale et leur donner des terres et un nouveau foyer. Dans ce but, on créa un commissariat général pour promouvoir et procéder à l’établissement de cinq colonies agricoles à Dosmond, Morne des Commissaires, Béliguy, Grand Bassin et Saldatère, près de la frontière54. En avril 1938, le président Vincent déclarait dans un discours, avec beaucoup d’optimisme : 280 familles ont déjà été complètement installées, les travaux se poursuivront jusqu’à ce que 1400 familles soient établies grâce à la construction de 1624 logements, la distribution de 3 à 4 hec-

53 Information Caraïbe, N° 198, 27/1/78.
54 Ce projet s’inspirait de certaines expériences réalisées à la même époque dans les Îles Vierges, à la Jamaïque et à Trinidad.
tares de terres à chaque colon et la distribution de 3046 outils agricoles. On a également prévu la construction d’églises, d’écoles, de cliniques et aussi de seize mille cent quatre-vingtdix kilomètres de route pour la communication entre ces colonies agricoles »

Pourntant, ces paroles et ces projets ne se sont jamais traduits dans les faits et en sont restés au stade de déclarations officielles, car les tentatives d’établissement des colonies agricoles ont lamentablement échoué.

En effet, en raison de leur urgence même, ces projets de colonisation n’ont jamais été conçus dans le cadre d’une politique gouvernementale à long terme. De plus, ils se heurtaient à des difficultés bien plus sérieuses, liées à la structure générale du pays. D’une part, la qualité des terres distribuées n’assurait pas la viabilité de ces colonies, d’autre part, elles ne pouvaient prospérer étant donné le manque absolu de moyens techniques tels que l’irrigation, la protection des sols, les systèmes de crédit, etc. « Les paysans mécontents déserèrent les terres agricoles et émigrèrent clandestinement à la République dominicaine »

Ainsi, peu après le massacre, bien que l’émigration eût été officiellement suspendue, le flux clandestin se prolongea.

A.- L’évolution du flux immigrant

En République dominicaine, le gouvernement adopta une attitude de duplicité. Il promulguà la loi de 1939 selon laquelle tout individu qui n’était pas de race caucasienne ou améri-

caine autochtone devait payer un droit de cinq cents *pesos* pour pouvoir résider en territoire dominicain. Toutefois, un décret spécial de l’Exécutif permettait aux entreprises sucrières d’embaucher de la main-d’œuvre noire. En outre, on stimulait ouvertement l’entrée illégale des Haïtiens. Une route spéciale traversant la frontière par le Morne des Commissaires permettait l’entrée de milliers d’Haïtiens et des camions militaires assuraient leur transport de la frontière aux sucreries. En Haïti, ce trafic passait par toute une chaîne de hauts fonctionnaires, de petits et grands bourgeois, et même de quelques échappés de la géhenne « los viejos » qui, selon la formule légendaire, sont devenus les vendeurs de leurs frères mal informés »

Quand Elie Lescot assuma la présidence en avril 1941, les relations étaient devenues si cordiales que Trujillo, au milieu de grandes festivités, visita le Cap-Haïtien le 23 mai 1941. Peu après, en août, on signa un traité commercial entre les deux pays. Un mois plus tard, en septembre, des rumeurs de conflits et de poursuite d’Haïtiens en République dominicaine se propagèrent à Haïti. Le gouvernement de Lescot chargea le ministre des Travaux publics, Frédéric Noël et le sous-secretaire d’État à l’Intérieur, Gontran Rouzier, de mener une enquête sur l’affaire. Le 19 septembre, on annonça que « les autorités haïtiennes avaient prouvé l’existence de véritables bandes de maraudeurs qui, après avoir volé les animaux en territoire dominicain, vont les vendre à Haïti. En conséquence, tout le poids de la loi sera appliqué contre les auteurs de tels pillages. C’était l’époque de l’entente cordiale entre les deux gouvernements, époque qui devait rapidement prendre fin.

Après « l’affaire » Lescot-Trujillo, le gouvernement haïtien

décréta la limitation de l’émigration vers la République dominicaine en 1942. À la même époque, afin de protéger les « cocolos » des West Indies, le gouvernement britannique posait certaines conditions au gouvernement dominicain, exigeant une augmentation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de vie. Pendant 10 ans, l’émigration haïtienne fut ainsi complètement illégale. L’importation de journaliers augmenta quand Trujillo se chargea de la plupart des sucreries de la République dominicaine58.


Même quand les relations entre le gouvernement de François Duvalier et de Joaquin Balaguer furent détériorées, un autre accord fut signé en novembre 1966 sur « l’embauche en Haïti et l’entrée en République dominicaine de journaliers temporaires haïtiens », valide jusqu’au 20 décembre 1971. Ce contrat prévoyait entre autres, les dispositions suivantes :

- les travailleurs et les familles resteront dans les limites de l’entreprise durant toute la période de l’embauche. Tout abandon du site indiqué dans le contrat de travail sera motif de rapatriement (art. 8)

- les entreprises retiendront 1 peso dominicain sur le sa-

58 F. Mariño, *La inmigración haitiana*, p. 70.
laire hebdomadaire du journalier temporaire, somme qui lui sera remise en dollar américain au moment de son rapatriement (arts 13-19)

- le permis de résidence temporaire concédé aux journaliers haïtiens pourra être prorogé pour une période qui n’excède pas les 2 mois, à la demande de l’entreprise intéressée et autorisation du gouvernement dominicain (art. 14).

- dans 8 jours de l’expiration de la période pour laquelle ils ont été embauchés, les journaliers haïtiens seront rapatriés par les entreprises, au compte de l’entreprise qui les a embauchées (art. 15).

Cet accord prétendait donner quelques garanties au travailleur (remise d’argent en dollar américain à la sortie de la République dominicaine, rapatriement assuré après la zafra, etc.). Cependant, il ne tenait absolument pas compte des points d’importance telles que les conditions de travail et de vie du travailleur. Il semblait plutôt légaliser certaines pratiques qui soumettaient le coupeur de canne haïtien à une condition d’esclave.

À partir de 1971, avec le gouvernement de Jean-Claude Duvalier, il n’existait aucun contrat régissant l’embauche de journaliers. Mais cette absence d’accord spécifique n’a pas d’implications majeures dans le contexte global des multiples accords (commerciaux, éducatifs) signés et de bonnes relations entre les deux gouvernements. L’émigration (en dépit de quelques nuages passagers) suit son cours normal et traditionnel ce qui implique par conséquent, un renouvellement du moins tacite du pacte d’embauche et surtout, une augmen-
tation du flux migratoire illégal d’Haïtiens vers la République dominicaine.

En effet, seul le Consejo Estatal de Azúcar (Conseil étatique du sucre) peut officiellement embaucher des journaliers haïtiens avec un quota fixe de 12500 par an. Les autres sucreries s’alimentent exclusivement de braceros illégaux. En fait, l’émigration clandestine fait partie de la structure même de ce phénomène.

Les braceros embauchés légalement représentent un nombre assez réduit du total de ceux qui travaillent dans les champs de canne. Par exemple, La Central Romana liée à la Gulf and Western emploie à elle seule environ 20 000 coupeurs de canne. Elle se trouve obligée d’embaucher plus de la moitié de ces derniers chaque année. Les usines restantes doivent se procurer des coupeurs de canne par les moyens les plus divers.

Régulièrement, à l’époque des récoltes, on a recours à la pratique de la « collecte ». Les Haïtiens qui résident en territoire dominicain (même hors des zones sucrières) sont recrutés par des effectifs de l’armée pour participer à la coupe de la canne. La plupart sont transportés aux plantations de la Central Romana.

Dans d’autres cas, les Haïtiens sont littéralement séquestrés dans les champs où ils sont confinés par le CEA (Consejo Estatal del Azúcar) et amenés ensuite clandestinement jusqu’à des propriétés privées. Par exemple, en 1974, le colonel Tadeo Guerrero qui était chargé de la supervision de journaliers haïtiens au CEA fut accusé de jouer un rôle d’intermédiaire dans ce genre d’opérations59.
Mais la plupart des journaliers illégaux sont amenés d’Haïti pendant la nuit, après leur avoir fait passer la frontière, on les conduit à leur destination. Une chaîne organisée réalise ces opérations, « une espèce de mafia dirigée par de hauts fonctionnaires qui contrôlent le trafic et la vente de ces journaliers »

Les trafiquants paient deux (2) pesos pour chaque bracero à l’intermédiaire d’un Haïtien (il s’agit presque toujours de soldats) et les revendent dix (10) pesos aux sucreries. La Central Romana, le plus important acheteur d’Haïtiens, paie chaque année plus de cent mille dollars US à des militaires haut placés compromis dans la vente d’Haïtiens.

Ils s’assurent ainsi de considérables bénéfices, car s’ils devaient payer directement en Haïti, la somme investie serait beaucoup plus importante.

Comme le signale Victor Grimaldi, « il s’agit d’une clandestinité entre guillemets, car en réalité, elle compte avec la participation et la protection des trafiquants d’influences et d’êtres humains »

Parallèlement, de temps en temps, pour réactiver une certaine campagne anti-haïtienne, la Commission de frontière enfle délibérément ce chiffre.

En 1972, à la suite de conversations avec des fonctionnaires du ministère des Affaires sociales et après avoir consulté les données statistiques officielles, le chercheur belge André Corten a établi le tableau suivant :

**Embauche et migration par voie de terre**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Date</th>
<th>Embauche</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1952/55</td>
<td>16 500</td>
</tr>
<tr>
<td>1953/54</td>
<td>9 800</td>
</tr>
<tr>
<td>1954/55</td>
<td>3 850</td>
</tr>
<tr>
<td>1955/56</td>
<td>2 800</td>
</tr>
<tr>
<td>1956/57</td>
<td>3 800</td>
</tr>
<tr>
<td>1959/60</td>
<td>13 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>


Toutefois, ce chercheur lui-même réfute ces chiffres. En fait, il a pu constater que de la *Central Romana*, par exemple, sur un total de dix-sept mille deux cent vingt-huit coupeurs de canne, douze mille cinq cent soixante-dix-huit étaient des Haïtiens. En 1965, Joaquin Balaguer déclarait que trente mille Haïtiens étaient rentrés illégalement entre 1960 et 1965. En 1967, la direction de l’immigration dominicaine estimait que le nombre d’Haïtiens vivant légalement ou illégalement
sur le territoire était de cent neuf mille six cents, tandis que pour cette même année, le Conseil de planification avançait le chiffre de plus de cent mille. En 1975, Corneille Hijo, président du Conseil national des frontières, assurait que près de cent mille Haïtiens amenés pour travailler, utilisant la loi de la déclaration de naissance tardive, avaient été nationalisés dominicains illégalement par des fonctionnaires civils. En 1978, Julio Peña Valdez, dirigeant de la Centrale des travailleurs, signalait la présence d’environ deux cent mille Haïtiens.

Comme avant le massacre de 1937, les conditions économiques et sociales de ces immigrants sont extrêmement précaires. À partir de ces dernières années, une minorité d’Haïtiens se consacrera aux plantations de café ou au repiquage du riz. Mais la majorité continue à travailler dans les sucreries et reste soumise à des conditions de vie infrhumaine et à une exploitation féroce. Dès 1953, le Dr Price-Mars écrivait à ce propos : « Les entreprises qui les employaient leur concédaient un statu sui generis qui les convertissait en propriété de l’entreprise. Ils n’avaient ni le droit, ni la liberté d’abandonner leurs lieux de travail et encore moins de pouvoir se soustraire aux tâches qui leur avaient été assignées. La police les arrêtait dès qu’elle les trouvait hors des limites de la sucrerie, étant donné qu’ils ne disposaient d’aucun autre document personnel d’identité que le permis de résidence délivré par le directeur de l’entreprise où ils travaillaient. Ils étaient payés selon le bon vouloir de l’entreprise et une fois terminée la récolte, l’employeur pouvait laisser en suspens le paiement du salaire ».

Selon les récentes enquêtes sur ce thème menées par André Corten, Franck Martino, Isis Duarte, et Magda Acosta;
d’après les articles de journaux de l’avocat Ramon Veras, de Félix Calvo et de Victor Ramon Grimaldi ainsi que les dénonciations de l’Union démocratique d’émigrants haïtiens (UDEH), la situation est fondamentalement la même. Le témoignage de Serge Florival publié dans la deuxième partie de cet ouvrage, jette une lumière crue sur la vie de milliers d’Haïtiens dans les champs de canne et montre, à travers des descriptions de la vie quotidienne, les mécanismes de l’exploitation à laquelle ils sont soumis. Comme nous l’avons indiqué, les formes de recrutement, les conditions de travail sont si inhumaines qu’on a pu dire, à juste titre, que le cas des coupeurs de canne haïtiens constitue l’une des pires traites d’esclaves du siècle ».

Les conditions de vie, d’habitat, et d’hygiène, ainsi que le faible niveau culturel de ses coupeurs et de leurs enfants (qui ne sont ni Haïtiens ni Dominicains) les placent au niveau le plus bas de la société dominicaine. Cette situation entretenue sur les oligarchies haïtienne et dominicaine et utilisée par l’idéologie dominante, aujourd’hui comme hier, renforce tous les préjugés déjà présents dans la conscience collective dominicaine contre les Haïtiens.

De plus, les résidents, de même que les temporaires courent sans cesse le risque d’être rapatriés sans avoir le temps de rassembler leurs maigres biens. Le 5 juin 1977, le journal El Sol signalait qu’après les récoltes on procède à une véritable chasse aux Haïtiens, et selon les rapports, où qu’ils se trouvent, on les embarque dans des autobus sans même leur permettre de retourner dans les campements où ils habitaient.

Mais de temps en temps, quelques incidents débordent
du texte de cette situation considérée comme normale et attirent l’attention du public sur le cas des journaliers haïtiens. Par exemple, en juin 1974, dans la propriété *El Pintado*, province de Seybo, un collaborateur bien connu de Trujillo, le riche propriétaire terrien Félix W. Bernardino tira sur un groupe de coupeurs de canne qui refusaient de travailler sur ses terres. Un des travailleurs succomba, les intestins perforés de balles de fusil de chasse, beaucoup d’autres furent blessés. Les reportages parus dans les journaux révélèrent alors qu’à l’expiration de leur contrat avec le CEA dans la sucrerie « El Porvenir », on avait fait sortir un « chargement » de plus de 100 Haïtiens, sous prétexte de les rapatrier. En fait, ils furent conduits à la propriété de Bernardino. Le jour suivant, on leur donna des outils pour qu’ils procèdent à la coupe de la canne dans cette propriété privée. Comme ils voulaient retourner dans leur pays et refusaient de travailler, le propriétaire employa la force.

En juillet 1975, dans un champ de sucrerie de Barahona, une patrouille de l’armée tira sur un groupe de travailleurs haïtiens, blessa plusieurs dizaines d’entre eux et en frappa beaucoup d’autres à coups de crosse parce qu’ils avaient pris quelques morceaux de canne d’une voiture stationnée sur la voie. Il y avait déjà 13 jours qu’ils attendaient qu’on vienne les chercher pour les ramener au pays à la fin de la récolte.

En août 1977, on enregistra un incident plus grave encore. Après avoir attendu leur rapatriement durant 17 jours, des milliers de *braceros* haïtiens ont tenté d’occuper les bureaux de la sucrerie Rio Haina en exigeant leur rapatriement immédiat. Beaucoup d’entre eux furent blessés à coups de crosse et d’autres furent brutalisés.
En général, ces faits attirent momentanément l’attention sur le cas des travailleurs haïtiens et peu après, la situation retrouve son cours normal. En dépit de ce traitement inhumain et des abus dont sont victimes les travailleurs haïtiens, les rares rapports officiels de source haïtienne font plutôt mention de conditions « satisfaisantes » pour les journaliers en République dominicaine. Par exemple, en 1955, Émile Legros, chargé par l’office du travail d’Haïti d’effectuer une enquête sur les conditions de vie et de travail des *braceros* en République dominicaine, arriva aux conclusions suivantes :

a) On note une amélioration les conditions de travail.

b) Les entreprises visitées ont rapatrié presque tous les journaliers.

c) Ceux-ci sont presque tous renvoyés au pays en parfait état de santé.

d) Bien qu’il ne s’agisse pas de la majorité, la plupart des journaliers ont tiré des avantages de leur séjour, emportant des habits, des instruments de travail, des articles qui leur seront utiles et des valeurs plus ou moins importantes.

e) La plupart des journaliers pensent retourner en République dominicaine pour les prochaines récoltes.

f) Les employés dominicains semblent abuser de la bonne foi des journaliers quand ils pèsent les charge- ments de canne à sucre.
g) Les consuls haïtiens s’efforcent d’obtenir de meilleures conditions de vie et de travail pour les journaliers.

Aujourd’hui, on observe la même attitude de la part des autorités haïtiennes. Ainsi, quand en août 1977, les braceros de la Sucreria Rio Haina protestaient contre leurs conditions de travail et de rapatriement, « l’un des secrétaires de l’ambassadeur d’Haïti intervint pour interdire à ses compatriotes de faire connaître leur situation aux journalistes, affirmant que tout était en ordre ».

Nous insistons sur le fait qu’en dépit de l’exploitation à laquelle ils sont soumis, les journaliers haïtiens continuent de se rendre au pays voisin. D’une part, la structure économique de leur pays n’arrive pas à les absorber et d’autre part, ils plient aux conditions inhumaines de travail, car ils subissent de fortes pressions extra-économiques. À ce propos, Corten écrit : « Ce n’est pas parce que les Haïtiens ont des exigences économiques inférieures, mais parce qu’ils ne peuvent pas se permettre d’avoir des exigences économiques, car ils sont obligés d’accepter n’importe quelle condition de travail à cause des pressions extra-économiques qui s’exercent sur eux ».

B.- Les braceros haïtiens : facteur essentiel pour l’industrie sucrière en République dominicaine

Au cours des dernières années, on a assisté à un processus de modernisation de l’industrie sucrière en République dominicaine, particulièrement au niveau de l’administration et de l’équipement ce qui a entraîné une augmentation de la productivité des bénéfices. Toutefois, les termes de cette rénovation se limitent à l’emploi d’un personnel technique
qualifié et n’affecte que l’équipement à l’intérieur des sucreries. Quant au travail dans les champs, les techniques restent très rudimentaires en raison de certains problèmes techniques, mais principalement pour des raisons de structure. En particulier, les efforts du CEA pour moderniser la coupe de la canne ont donné peu de résultats. On a calculé qu’en 1970, dans les sucreries du CEA, seulement quinze pour cent de la coupe de la canne à sucre étaient réalisés par des procédés mécaniques, ce qui n’existait pas dans les entreprises privées. Ainsi, la coupe de la canne à sucre dépend presque entièrement de la main-d’œuvre haïtienne.

De ce fait, à chaque saison des récoltes se pose un problème crucial pour les sucreries de l’État et plus encore pour les sucreries privées, pourra-t-on embaucher un nombre suffisant de travailleurs ? En 1969, le propriétaire des plantations Vicini signalait : « Récemment, la question du coupeur de canne à sucre est passée au premier plan de l’actualité nationale, car l’insuffisance de cette main-d’œuvre dans les travaux de la coupe menace de mettre fin aux récoltes dans plusieurs plantations avant que la production ait atteint les quantités requises pour les quotas assignés ». Quand en 1977, quelques difficultés surgirent entre les gouvernements d’Haïti et de la République dominicaine, il y eut des rumeurs selon lesquelles l’armée dominicaine se verrait obligée d’assurer le travail de la coupe.

Cette situation nous amène à nous demander s’il existe un plein emploi en République dominicaine, en d’autres termes, s’il y a du travail pour toute la main-d’œuvre disponible. La réponse est un non catégorique. En effet, on a amplement sou-
liné la contradiction entre le dramatique manque de main-d’œuvre dans l’industrie sucrière et le problème de chômage et de sous-emploi dont souffre le pays à l’Est. En 1968, Juan Bosch estimait que le Chiriperos ou chômeurs déguisés étaient déjà au nombre de quatre cent mille. En 1977, on estimait que vingt pour cent de la force de travail était au chômage et que le sous-emploi rural s’élevait à quarante-cinq pour cent. L’une des conséquences de cette situation, c’est que près de plus d’un demi-million de dominicains émigrèrent aux États-Unis et à Porto Rico. On a souvent dénoncé les conditions de vie, l’exploitation et les humiliations que subissent ces immigrants, surtout à New York.

On peut donc se demander pourquoi on n’utilise pas cette main-d’œuvre dans l’industrie sucrière. Ce problème présente divers aspects et ses racines sont profondes.

C’est un fait établi, toutes les études et les témoignages le prouvent, le Dominicain ne coupe pas la canne à sucre. « Sa condition de Dominicain, dit Marcio Veloz Magiolo, ne lui permet pas, dans beaucoup de cas, de « s’abaisser ». Il préfère le cas échéant vendre des quinielas (billets de loterie), se faire marchand ambulant de glaces ou bien ouvrir la porte des voitures qui arrivent au supermarché. » C’est pourquoi les grandes campagnes lancées par le gouvernement de Joaquin Balaguer autour du mot d’ordre Dominicain « coupe ta canne » ont donné des résultats insignifiants. Les conditions de travail dans les champs de canne à sucre, les méthodes archaïques employées, les risques courus dans ce dur travail, le bas niveau du salaire, ainsi que l’image collective des coupeurs de canne (à la fois cause et conséquence), font que difficilement, le
Dominicain travaillera de bon gré dans les champs de canne à sucre. Il préférera le chômage ou le sous-emploi à la vie misérable des usines de sucre. « Les Dominicains, assure Ruben Silié, continueront ainsi, et préféreront toujours émigrer aux États-Unis que se faire coupeurs de canne ».

Cependant, et c'est là le fond du problème, les sucreries dominicaines ont tout intérêt à maintenir cette situation étant donné que la présence du travailleur haïtien, en dévaluant le marché du travail de la façon dont nous l'avons indiqué, permet une exploitation à outrance de l'émigré, le maintien très faible du niveau des salaires, la réduction des frais, l'obtention de bénéfices supplémentaires et l'enrichissement d'un grand nombre de petits et de hauts fonctionnaires. De tels intérêts empêchent la moindre restructuration de l'industrie sucrière dominicaine, secteur par ailleurs vital de l'économie du pays. Profitant de l'ignorance, du manque de formation et de conscience sociale des immigrants, l'oligarchie consolide sa domination sur la classe ouvrière dominicaine.

Cette pratique n'est pas nouvelle et constitue depuis toujours et partout une arme utilisée par les capitalistes qui d'ailleurs stimulent les antagonistes entre nationaux et étrangers. Il y a un siècle, Marx, analysant la situation en Angleterre, signalait : « Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont actuellement une classe ouvrière partagée en deux camps ennemis : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais déteste l'ouvrier irlandais qui représente pour lui une concurrence qui fait baisser son niveau de vie moyen. Cet antagonisme est maintenu artificiellement par tous les moyens dont
dispose la classe dominante. Cet antagonisme est le secret de l’impuissance de la classe ouvrière, malgré son organisation. C’est le secret au moyen duquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est pleinement consciente ». La présence des immigrés en République dominicaine, dans ce cas concret des Haïtiens, limite objectivement le potentiel revendicatif de la classe ouvrière dominicaine. Seules l’éducation et la prise de conscience de la classe prolétaire pourront démasquer cette vieille manipulation et situer le conflit de classe dans sa dimension réelle.

C.- L’émigration : bonne affaire et soupape de sécurité pour le gouvernement haïtien

Depuis plus de vingt ans, on parle d’une crise permanente en Haïti. Les organismes internationaux, les spécialistes de la question, le gouvernement lui-même, ne cessent de signaler la détérioration économique qui affecte la nation. Des millions d’Haïtiens ont émigré, surtout aux États-Unis, au Canada et dans les petites villes des Antilles. New York par exemple, a une population de plus de deux cent vingt habitants.

Cette importante émigration, qui augmente à partir des années 60, s’ajoute à l’émigration traditionnelle qui, depuis les années 20, a alimenté la main-d’œuvre des sucreries en République dominicaine et Cuba. Bien que ce phénomène se caractérise par les mêmes facteurs d’expulsion (push factors) : misère, faim, chômage, terreur, on observe cependant des différences notoires dans la composition sociale de l’émigration haïtienne. La traditionnelle, toujours formée de paysans sans terres, acculés par la misère, tandis que la plus récente
concerne aussi une élite, des éléments de la petite bourgeoisie et de la grande masse urbaine qui possède une formation professionnelle.

Si dans un premier temps le gouvernement a mis un certain frein à l’émigration, il a vite compris les avantages que le régime pouvait en tirer. En effet, ce phénomène sert de souffle de sécurité au mécontentement populaire et représente une appréciable source de devises. Actuellement, il n’est pas exagéré de dire que l’émigration fait partie de la structure même de l’économie haïtienne. En effet, les émigrés de toutes les couches sociales ont envoyé à leurs familles une aide financière qui s’élevait à cinquante millions de dollars entre 1976 et 1977. Considérant que le budget national est de cent quatre-vingts millions de dollars, on comprend l’importance de ces remises qui représentent près de vingt-sept pour cent de ce dernier.

De plus, l’émigration se convertit en un véritable négoce qui met en jeu de grands intérêts. En Haïti, au Canada, aux États-Unis, aux Bahamas, etc., des entreprises pirates, locales et internationales, tirent littéralement « tout le jus » de l’émigrant sous prétexte de toutes sortes de paiements à réaliser : droit d’émigrer, droit de travail, obtention de passeport, de visa, d’extrait d’acte de naissance, de logement, etc. Il est certain que ce trafic produit des bénéfices alléchants. C’est pourquoi il s’effectue souvent avec la bénédiction officielle, en dépit de nombreuses dénonciations, même internationales.

Les émigrants qui se rendent en République dominicaine se prêtent à une exploitation encore plus implacable. À cause
de leur ignorance, leur analphabétisme, leur méconnaissance des lois, ils sont exposés à toutes sortes d’abus. De plus, comme cette émigration se réalise vers un pays sous-développé, elle ne pourra même pas bénéficier du progrès et de l’amélioration du niveau de vie qu’offrent en général les sociétés industrielles développées.

Depuis longtemps, les autorités haïtiennes favorisent et encouragent ce mouvement migratoire. En effet, la sortie temporaire ou définitive du paysan vers les sucreries dominicaines a constitué et constitue toujours, nous le répétons, une véritable soupape de sécurité de la crise agraire haïtienne.

Le bracero haïtien ne peut économiser de façon significative, car la bureaucratie administrative des sucreries dispose de nombreux mécanismes pour réduire, de mille manières, ses revenus déjà bien maigres (voir le témoignage de Serge Florival). Par exemple, à la suite d’une enquête avec un groupe d’Haïtiens qui retournaient au pays à la fin de la récolte, le journal Ultima observait : « Presque tous les Haïtiens qui retournent au pays sont déçus. Les plus économiques ont environ une centaine de dollars dans leur poche. »

Et pourtant, bien que sa contribution à l’économie haïtienne ne soit pas comparable à celle des autres catégories d’émigrants, le retour du coupeur de canne à sucre à la campagne, déclenche une certaine reprise économique au niveau régional et exerce une influence favorable sur le marché interne en général. En 1967, le retour de seize mille trois cents coupeurs de canne avec des économies de trente dollars en moyenne par personne a provoqué une circulation monétique
d’un demi-million de dollars.

L’article treize du contrat de travail qui lie le travailleur du CEA, prescrit la retenue d’un pourcentage (de trois à cinq pour cent de salaire) pour les frais de rapatriement. Toutefois, cette somme n’est jamais remboursée au travailleur. On a dit qu’il s’agissait d’une entente entre les deux gouvernements. En 1978, les coupeurs de canne ont protesté contre cette pratique et exigé « que cesse immédiatement ce décompte de cinq pour cent par voie administrative qui est certainement envoyé au gouvernement de Jean-Claude Duvalier ». Le directeur du CEA a nié ce fait publiquement. Pourtant, Andrew McCleallan, le représentant de la AFL-CIO a déclaré en 1963 que Duvalier recevait 15 dollars pour chaque tête d’Haïtien et, comptant toutes les autres sources de revenus et pots-de-vin à ce négoce, il avait empoché entre six et huit millions de dollars pour cette année-là.

Au début de 1978, German Gomez Torres, directeur de CEA, indiquait que l’on n’avait signé aucun contrat pour l’importation de braceros avec le gouvernement haïtien, parce que Jean-Claude Duvalier aurait exigé que l’on augmente de soixante-quinze dollars la somme due par CEA pour chaque bracero envoyé. En réalité, il est difficile de prouver ces faits. On peut cependant affirmer qu’il existe des mécanismes, dont certains sont connus, beaucoup d’autres, inconnus, permettant le trafic des braceros et la pratique qui a favorisé l’enrichissement d’une couche de fonctionnaires corrompus et sans principes des deux pays.

En ce qui concerne l’émigration, les relations entre la
République dominicaine et Haïti consacrent la domination de classe dans l’ordre intérieur de chaque pays et légalisent une situation d’exploitation des couches sociales les plus démunies des deux populations par leurs oligarchies respectives. Les travailleurs haïtiens, livrés à des mécanismes d’extrême exploitation, fournissent richesse et plus-value à la République dominicaine.

Ainsi, l’exploitation de l’émigrant par les oligarchies dominicaine et haïtienne s’inscrit dans une problématique marquée par l’inégalité des relations entre les deux pays. Ces relations s’inscrivent à leur tour dans le cadre de la chaîne d’exploitation propre à l’ordre actuel du monde capitaliste et qui constitue l’un des mécanismes fondamentaux par lequel les diverses zones périphériques nourrissent celles qui sont les plus proches du centre, ou le centre lui-même, contribuant ainsi à renforcer, au niveau mondial, le centre du système.
Conclusion

Dans le monde capitaliste contemporain, les relations internationales sont déterminées, d’une part, par la crise qui affecte tout le système, et d’autre part, par les contradictions internes, à niveau national, qui se manifestent au sein des sociétés. Ces deux types de facteurs sont intervenus dans le jeu des alliances et des antagonistes sur le plan économique, politique, militaire ainsi que dans les conflits entre nations. Si traditionnellement, on a produit de multiples théories et études sur les pays au capitalisme avancé ou entre ces derniers et les pays dominés, en revanche, les pays dits sous-développés, c’est pendant l’après-guerre, quand de nombreux pays d’Afrique et d’Asie ont recouvré leur indépendance, que certaines rivalités entre les nations récemment libérées se sont manifestées. Les vestiges du colonialisme et la nature de l’exploitation impérialiste ainsi que certains problèmes inhérents à la structure des États ont bien souvent provoqué, des querelles de territoire, de frontière, des conflits entre tribus, des conflits raciaux ou religieux. Ces différends qui fréquemment, en arrivant à des hostilités ouvertes, ont attiré l’attention sur la relation entre ces pays. Le cas du conflit entre l’Inde et le Pakistan est un exemple. La nécessité d’une analyse entre ces relations est également liée au désir de nombreux pays dits du Tiers-Monde de réaliser une alliance face à l’impérialisme international en développant une stratégie commune afin de neutraliser les manœuvres du colonialisme et du néo-colonialisme, et contrecarrer les répercussions de la crise capitaliste.

Les études réalisées sur les relations de l’Amérique latine avec les États-Unis présentent traditionnellement comme une
unité. Dès 1824, la Doctrine de Monroe annonçait officiellement le caractère de ces relations à travers « L'Amérique aux Américains ».

En général, les relations inter-latinoaméricaines se veulent être inspirées de l'idéal de Bolivar d'unité et d'union. Mais au cours de l'histoire, les tensions et les conflits entre les pays d'Amérique latine se sont multipliés. On peut même dire qu'en période de crise interne, les sphères gouvernementales ont souvent cherché une échappatoire au mécontentement des masses dans des conflits extérieurs.

Par exemple, ce n'est pas un hasard si durant les dix dernières années, les tensions entre les nations latino-américaines ont notablement augmenté. En effet, le Chili et l'Argentine sont en pleine dispute au sujet de la démarcation de la frontière dans la zone du canal de Beagle. Le gouvernement bolivien a souvent souligné la nécessité de maintenir la cohésion nationale et l'unité au sein des forces armées face au Chili et au Pérou pour pouvoir ainsi redonner au pays une possibilité d'accès à la mer. La Junte militaire chilienne a fait appel au patriotisme du peuple dans le but de provoquer une guerre contre le Pérou, quand le régime de ce pays se déclarait nationaliste progressiste. Le Brésil dans ses projets d'expansion dans toute la région se maintient en conflit latent avec ses voisins, en particulier, la Guyane, le Vénézuela et la Colombie, situation que la signature du Pacte amazonique n'a pu remédier que très partiellement. Les problèmes entre El Salvador et le Honduras ont débouché sur un affrontement militaire en 1969, laissant pour solde la rancœur et la haine entre deux peuples centre-américains. Le Guatemala, dans la perspective de la prochaine
indépendance de Bélize, mène une politique de plus en plus agressive.

Si l’on considère l’évolution des relations entre Haïti et la République dominicaine, on remarquera sans aucun doute des aspects qui leur sont spécifiques, cependant elles ne constituent pas un cas unique, comme beaucoup le prétendent. Elles obéissent aux mêmes tendances générales existant entre tous les pays que la géographie a destiné à être voisins. Leur passé, leur présent et leur futur entrent dans le cadre de ce qu’on appelle la situation objective et d’inévitables héritages de l’histoire.

En effet, les relations entre les deux pays ont été marquées par les invasions haïtiennes en République dominicaine. Cette dernière a été traitée en pays conquis par les troupes haïtiennes, pratique courante dans un tel contexte, laissant tout un cortège de blessures et de cicatrices dans la mémoire historique dominicaine. De là ont surgi toutes les élaborations idéologiques de l’oligarchie dominicaine : l’anti-haïtianisme poussé au paroxysme, le génocide, les rancœurs ainsi que l’incompréhension de la part de l’oligarchie haïtienne qui, de son côté ont également élaboré des idéologies destinées à entretenir la méfiance et les préjugés contre les Dominicains. Et sur ces idéologies distillées par la classe dominante et destinées à diviser les deux peuples, repose la complicité des oligarchies et des gouvernements qui, eux, sont unis dans un même intérêt de classe. Le cas que nous venons d’analyser démontre précisément ces vérités.

Cependant, d’autres manifestations caractérisent aussi ce passé. Nous avons déjà signalé la solidarité de nombreux
Dominicains qui en 1937, ont risqué leur vie pour cacher des immigrants haïtiens, et les ont protégés du massacre réalisé par les hordes trujilistes. Nous insistons également sur le fait que, depuis des années, les secteurs progressistes dominicains réfutent fermement l'idéologie anti-haïtienne propagée par la classe dominante, lutte difficile, car cette mentalité est profondément enracinée dans d'amples couches de la population dominicaine. Ces secteurs progressistes dénoncent sans trêve les conditions de vie et d'exploitation impitoyables que connaissent les braceros haïtiens dans les plantations de canne à sucre. N'oublions pas non plus les innombrables manifestations de solidarité anonyme du Dominicain de la zone frontière qui partage avec l’Haïtien les rigueurs d’une vie misérable et souffre la même exploitation.

Dans ce contexte, soulignons la solidarité de nombreux Haïtiens qui, lors d’une seconde intervention des États-Unis en République dominicaine en avril 1965, ont combattu côte à côte avec les constitutionnalistes contre la criminelle agression nord-américaine et la soi-disant « Force Militaire Internationale » pour défendre les légitimes aspirations du peuple dominicain. Le jeune Haïtien Jacques Viaud, mort les armes à la main en défendant le territoire dominicain, est devenu le symbole de cette solidarité fraternelle.

Nous nous devons de sauver ce passé puisqu’il contient l’avenir, un avenir sans tensions ni conflits entre les deux pays. D’importants changements de structures s’imposent, aussi bien en Haïti qu’en République dominicaine, avant que ne s’établisse une collaboration fraternelle entre les deux peuples. Ce n’est qu’ainsi que l’on pourra dépasser les préjugés
séculaires et forger les critères d’une coexistence fondée sur le respect et l’entraide mutuelle et assurer la marche des deux pays vers le progrès.

Le professeur dominicain Emilio Cordero Michel observe très justement que la véritable intégration entre les deux pays insulaires ne sera possible que lorsque dans les deux nations triomphera « la révolution de libération nationale qui nous libérera de la dépendance impérialiste en posant les bases pour le passage immédiat au socialisme »88. Pour les secteurs les plus avancés de l’île, les causes qui ont modelé l’évolution des relations entre les deux pays sont claires et laissent présager des dangers potentiels de tourmente. Le destin de nos deux peuples est uni. L’oligarchie l’a compris. C’est à nos peuples de l’apprendre.

Toutefois, nous savons bien que les hommes forgent leur histoire à partir de conditions concrètes objectives et que « les relations entre des nations dépendent du degré où chacune d’entre elles a développé ses forces productives et organisé la division du travail et l’échange »89. C’est pourquoi, entre le passé et l’avenir, à longue ou brève échéance, nous devons considérer le présent et ses brûlants problèmes.

Fait significatif : après les élections et le triomphe évident du PRD, certaines sphères dominicaines, dépitées par la défaite et mues par des raisons de politique interne, ont mené une insidieuse campagne anti-haïtienne, en faisant resurgir, une fois de plus, des arguments de « pureté » et de « préservation » de la nationalité dominicaine.

D’autre part, autour de la dernière période électorale dominicaine, et dans la perspective de changements dans ce pays, on a pu observer une grande préoccupation dans les sphères gouvernementales haïtiennes et, pour la première fois dans l’histoire, de larges couches de la population haïtienne ont manifesté un intérêt évident pour les résultats des élections dominicaines.

Une fois de plus, ces faits montrent combien les destins de ces deux pays sont unis. Actuellement, comme nous l’avons indiqué, en raison de sa relative hégémonie, Santo Domingo possède une plus grande faculté d’influence objective sur l’avenir haïtien, que ce soit sur le plan idéologique, politique ou économique.

Avec le Parti révolutionnaire dominicain au pouvoir, quelle tournure prendront les relations entre les deux pays ? Le président Antonio Guzman annonçait dans une entrevue au journal Ultimas Noticias, que les relations bilatérales avec Haïti, déjà excellentes, s’amélioreraient sous son mandat. « Les deux pays qui se partagent l’île, a-t-il ajouté, sont appelés par leur géographie, à réaliser des tâches de progrès et de coopération fructueuses. »

Il ne fait pas de doute que la coopération proposée par le gouvernement de Joaquin Balaguer deviendra plus étroite
avec cette nouvelle administration. Mais la question des immi-
grants n’est toujours pas résolue. Quelle est la position du pré-
sident Guzman et de son parti sur cette question ? À ce sujet,
le président a déclaré le 21 juillet : « Je n’envisage aucun chan-
gement dans la situation actuelle qui repose sur une politique
d’emploi proportionnel d’ouvriers haïtiens et dominicains.» De
plus, une de ses premières décisions concernant Haïti a été la
promulgation du décret n° 249 qui instituait une commission
chargée d’étudier les modalités d’un nouveau contrat d’em-
bauche de 15 000 ouvriers haïtiens.

En réalité, étant donné la structure actuelle de son indus-
trie sucrière, la République dominicaine ne peut renoncer à
l’immigration haïtienne, puisqu’elle lui fournit la main-d’œuvre
indispensable à la coupe de la canne à sucre. D’autre part, en
Haïti, le régime de Duvalier encourage l’émigration vers la
République dominicaine, car cette émigration est liée au sys-
tème.

En attendant que l’exploitation de l’homme par l’homme
soit une étape révolue en République dominicaine et que
l’État haïtien soit en mesure de nourrir et d’assurer le déve-
loppement intégral de ses habitants, il est nécessaire de consi-
dérer la situation critique des braceros haïtiens en République
dominicaine, nœud gordien des relations entre les deux pays.

Ces travailleurs qui vendent leur force de travail et qui
sont une source de richesse pour ce pays méritent un sort plus
digne. Certains parlent même de réparation, de charité chré-
tienne, terme à écarter étant donné son contenu de religiosité
et le fait qu’il a été employé par Monseigneur Silvani, peu après
le massacre de 1937. Il est nécessaire de respecter le droit du travailleur haïtien en République dominicaine. Il est nécessaire qu'il reçoive un salaire juste, qu'il obtienne des conditions de travail adéquates dans la dure tâche de la coupe de la canne à sucre.

Bien que la première mesure du Parti révolutionnaire dominicain ait été d’augmenter le nombre de braceros légaux de douze mille cinq cents à quinze mille, l’émigration illégale n’a pas diminué. Les termes du nouveau contrat n’ont pas encore été publiés, il reste donc à espérer qu’ils visent à empêcher l’exploitation inhumaine de l’ouvrier haïtien par le CEA (Conseil du sucre de l’État) et par les grandes usines privées, qu’elles soient dominicaines ou américaines.

Nos peuples haïtien et dominicain qui partagent la même île doivent arriver à une meilleure connaissance mutuelle de notre passé, de nos ennemis communs et de nos possibilités mutuelles. C’est notre seule voie vers la liberté et la libération.

Mexico, novembre 1978
Annexe
Les braceros haïtiens dans les bateys de Barahona
Témoignage de Serge Florival

Quelques considérations sur la question des coupeurs de canne dans les bateys de Barahona

La province de Barahona compte 20 bateys : ce sont les camps numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, ceux de Mena, Los Robles (Elrob), Altagracia, La Bombita, Isabela, Ticolonne (près de Monserat), Cuchilla, Santa Ana, La Terja et le batey central de Barahona. Dans ce dernier, se trouve la centrale sucrière du même nom. La population y est hétérogène haïtiano-dominicaine avec une nette prédominance d’Haïtiens.

Dans cette même province, il existe parallèlement d’autres camps homogènes, c’est-à-dire de population exclusivement dominicaine, par exemple les bateys de Cristobal, La Salina, Fundaction, etc.

La densité de population y est variable. Le batey N° 6 par exemple est beaucoup plus peuplé étant qu’il est à la fois le siège du quartier général des garde-champêtres chargés de la surveillance, du contrôle des activités, mouvements de la population, le centre de dépôts et réparation du matériel agricole des plantations. En général, chaque batey compte entre 500 et 2 000 habitants sans distinction de nationalité, de catégorie sociale, de sexe ou d’âge.

Dans cette étude, nous nous référerons qu’aux bateys de
population hétérogène et considérerons les points suivants:

1) La structure sociale ;

2) Les conditions socio-économiques des coupeurs de canne, « picadores » haïtiens et dominicains ;

3) La division, arme de la réaction haïtiano-dominicaine contre les travailleurs.

I.- Structure sociale des bateys de barahona.

La population des bateys se divise en deux grands groupes :

a) le personnel responsable sur place de la direction des bateys, représentant de l’administration générale de la centrale sucrière ; b) les « picadores ».

A.- Le personnel administratif

Dans ce groupe, on retrouve les représentants de diverses catégories sociales : propriétaires terriens, petite bourgeoisie urbaine et rurale et même certaines « picadores ». Ils occupent les postes de chef de colonies, chefs de camps, majordome, secrétaire de bureau, inspecteurs de charrettes. Cette catégorie comprend également les surveillants d’incendies, les peseurs, ainsi que les garde-champêtres, payeurs, chefs des équipes de « picadores » et contremaîtres de coupe.

Presque toujours, les chefs de batey et les majordomes sont des propriétaires terriens qui dirigent également les fermes de l’État. Ils peuvent ainsi commissionner toute une
pléiade de travailleurs haïtiens pour que ces derniers travaillent dans leurs propriétés. Les secrétaires responsables des travaux de bureau, les payeurs, les inspecteurs de chargement, les peseurs proviennent principalement de la petite bourgeoisie. Les gardes d’incendies, les garde-champêtres, les chefs d’équipes sont des « picadores » qui jouissent temporairement d’un autre statut. Ils représentent les couches les plus défavorisées du personnel responsable. Il existe une grande différence entre leur salaire journalier et celui du chef de *batey* ou du majordome. Ceux-ci perçoivent un salaire journalier de 10 pesos dominicain durant toute l’année tandis que les contre-maîtres reçoivent 2.50 pesos et ceci seulement à l’époque des récoltes. Cependant, bien que défavorisée, cette catégorie se livre aux mêmes pratiques de malversation et de corruption que le reste du groupe de responsables, commettant des abus d’autorité contre les « picadores ».

**B.- les « picadores »**

Ils se divisent en deux catégories : 1) les « macheteros qui sont payés au forfait ; 2) les non « macheteros » qui reçoivent de la centrale un salaire journalier. Le nombre de « macheteros » dépasse de loin le nombre de non « macheteros » et le pourcentage de « picadores » haïtiens est beaucoup plus élevé que celui des dominicains.

**Répartition des « macheteros » et des non « macheteros », des Haïtiens et des Dominicains dans un *batey***

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Quantité</th>
<th>Pourcentage</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><em>Picadores</em></td>
<td>200</td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td><em>Macheteros</em></td>
<td>140</td>
<td>70</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Quantité</td>
<td>Pourcentage</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>----------</td>
<td>-------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Non <em>macheteros</em></td>
<td>60</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Haïtiens</td>
<td>134</td>
<td>67</td>
</tr>
<tr>
<td>Dominicains</td>
<td>66</td>
<td>33</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le bas pourcentage de coupeurs dominicains s’explique par deux raisons principales: l’effectif initial de la population dans les *bateys* étudiés était composé d’Haïtiens appelés les « viejos » et les « congos ». Le nombre de Dominicains a donc toujours été inférieur. Par ailleurs, les misérables conditions de travail de la coupe de canne imposées par les centrales font que les dominicains évitent ce type d’emploi. Pour les Haïtiens, il n’y a pas d’alternative étant donné leur condition d’immigrants. Les coupeurs (petits garçons, hommes, vieillards) représentent la moitié de la population d’un *batey*. L’autre moitié est composée de la couche de dirigeants, de femmes et d’enfants.

En général, pour être coupeur, l’âge n’entre pas en ligne de compte. Dès qu’un enfant fait preuve d’une certaine force physique, ce qui est ardemment souhaité par ses parents, on le voit suivre son père dans les champs, non pas en spectateur, mais comme participant. Il réalise des tâches simples, comme par exemple celle d’aller à la rivière remplir la calebasse de son père, ramasser les bouts de canne épars, préparer les lots afin de faciliter leur chargement sur les charrettes. Un tel enfant sera enregistré avec la mention : en face de son nom. De ce fait, il peut bénéficier des quelques avantages de sécurité sociale prévus par la législation locale en cas de maladie ou d’accident de travail. De cette manière, il acquiert également droit aux bonifications données à la fin de la terrible saison morte.
À peine à l’aube de la vie, avec son nom inscrit sur la liste des coupeurs dans les registres autorisés de la centrale sucrière, il a déjà le titre de coupeur pour acquis. Cependant, il ne s’inscrira jamais à une école.

Les parents se sentent fiers de leur petit travailleur, tout le monde le fête comme s’il avait gagné à la loterie. Au cours de la première récolte, l’enfant se servira d’une petite machette, c’est sa nouvelle promotion. Dorénavant, il aidera son père à la coupe, partageant avec lui les rigueurs de la faim, de la soif et de la chaleur; il est déjà un homme enchaîné pour toujours à l’enfer de la coupe de la canne. Bien vite il sera vieux avant l’âge avec les épaules affaissées, le visage pâle et ridé, les cheveux prématurément blancs et le poignet couvert de cicatrices. Bientôt il voudra prendre la retraite qu’il ne pourra pas obtenir. Notre coupeur aux membres affaiblies, pratiquement sans recours est irrémédiablement brisé par les dures conditions de son travail. Il n’en peut plus. Pourtant il continuera à participer à la coupe, sans être sûr qu’il retournera vivant du champ. Au cours de cette étape, notre coupeur appartient au groupe ironiquement appelé « el ingenio se lo comió » (la sucrerie l’a mangé), c’est-à-dire au groupe de ceux dont les jours sont comptés. Il est un bon à rien, on n’a pas plus besoin de lui. Des milliers de candidats sont prêts pour le prochain tour.

C’est ainsi que se déroule la vie de la majorité des « picadores » dans les plantations.

Les bateys de Barahona abritent des centaines de milliers de ces misérables, petits, jeunes et vieux qui mènent jusqu’à leur mort cette vie infernale imposée par la centrale « sor-
cière ». Tant qu’ils vivent, ils constituent l’un des facteurs pré-dominants du processus économique et social de Barahona. Sans exagérer, on peut dire que tout Barahona vit et respire à travers ces milliers d’hommes en haillons soumis à des conditions de vie infra-humaines.

II.- Situation socio-économique des « picadores »

A.- Conditions économiques des coupeurs

Un coupeur haïtien de Barahona a dit à propos des conditions de travail dans cette région : « La vie des coupeurs de Barahona est identique (à beaucoup d’égards) à celle des bêtes de somme. » En effet, les conditions de vie des travailleurs agricoles de Barahona sont terribles. Dans une grande mesure, elles sont semblables à celle des esclaves durant l’époque coloniale.

Il n’existe aucun respect de la législation du travail ni de la personne qu’est le travailleur. Que ce soit sur son lieu de travail ou en dehors, le coupeur est traité comme s’il n’était pas un être humain, comme s’il n’ avait aucune sensibilité. En général, on considère la condition de picador comme infâme et ignoble. Le coupeur est victime des mêmes réprobations, des mêmes préjugés sociaux qu’ont connus les indiens ou les noirs durant la colonisation espagnole ou française de l’île.

Il commence à travailler dès 4h du matin jusqu’à des heures indéterminées. Selon les caprices de l’admiration de la centrale, le chef de la colonie, du chef de l’équipe, du contre-maître, tous armés et accompagnés de garde-champêtres. Au mépris de la législation du travail, la journée peut s’allonger jusqu’à 8, 9, 10 ou 11h du soir et même plus. Le picador vit
chaque jour la répétition du même cycle infernal, en dépit de la fatigue physique et du manque de sommeil. À partir de 3h30 du matin, dans toutes les plantations de Barahona commencent le tintement régulier de cloches, tout un tintamarre indescriptible, le martèlement d’objets les plus divers ; à cela s’ajoutent les cris aux portes et dans les couloirs des bateys, les brusques coups de crosse aux fenêtres donnés par les garde-champêtres venus expressément du poste de police du batey n° 5.

Ce désagréable concert matinal provoque immédiatement le réveil des « picadores » encore fatigués. Ce sera leur rythme quotidien durant les 6 mois de la récolte, y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

1.- Le coupeur « machetero » et le prix de la tonne de canne

Le coupeur « machetero » est payé à la tonne de canne coupée. On dit que dans les années 30, le prix payé pour chaque tonne a été successivement de 16, 18, 60 centimes de peso or. Aujourd’hui, le prix payé est de $1.80 (1 peso 10, 1973). C’est une conquête obtenue grâce à la lutte des travailleurs. Cependant, malgré cette augmentation ils n’ont obtenu aucune amélioration à leurs conditions matérielles de travail. En effet, les augmentations de prix de la tonne de canne n’ont jamais correspondues à celles du coût de la vie. En outre, après chaque augmentation de salaire, l’admiration de la centrale altère les bascules au détriment du « picadores ». Cette pratique qui parfois prend des dimensions considérables constitue l’une des principales sources de spéculations. Enfin, les procédés de la coupe de la canne ne se sont pas améliorés. Les
méthodes archaïques de coupe et de chargement ont des répercussions physiques et mentales sur le coupeur.

Malgré tout, le « picador » éprouve une certaine satisfaction à recevoir, pour chaque tonne de canne coupée, ce qu’il considère une grande somme d’argent. Cette satisfaction est de courte durée car méprisé et solidaire, il mène une vie d’esclave, pleine d’amertume. Il ne peut ni s’habiller, ni se nourrir, ni se soigner, ni s’éduquer. En un mot, il ne peut vivre la vie en dépit des augmentations « spectaculaires ». Il est obligé de travailler de plus en plus dur pour obtenir un bout de pain.

2.- Le « machetero » de Barahona et sa capacité moyenne de coupe.

Il travaille dès 4 heures ou 5 heures 30 du matin jusqu’à 6 heures 30 le soir avec une pause de 1 heure 30 pour manger, fumer et satisfaire ses nécessités physiologiques. La coupe de nuit n’est pas une pratique systématique. Elle se réalise quand il y a clair de lune et à des moments difficiles pour le « picador ».

Au cours de ces 12 heures de travail, il peut couper entre ½ et 3 « décoviles » de canne. Tout dépend de sa résistance et de son adresse. Trois « décoviles » en une journée constituent une prouesse, le minimum étant un demi « décovile ». Dans cette étude, nous parlerons d’une moyenne de 2 « décoviles » par jour.

Il ne faut toutefois pas être surpris si un coupeur déclare avoir coupé de 5 à 6 « décoviles » par jour. Ceci s’explique pour trois raisons: a) pour le paysan, la notion de quantité de cannes et le nombre de charrettes chargées sont une seule et
mêmes choses. Si pour une quantité de cannes équivalente à 3 « decoviles » on lui en donne 6 à charger et si on lui demande combien de « decoviles » il a coupé, il répondra de bonne foi: « J'en ai coupé 6 ». b) En général, le coupeur veut se faire passer pour un travailleur très résistant, pour un **picador** de première classe. Une telle réputation, souvent démentie par la pratique, lui permet de jouir des faveurs des femmes. Cette auto-publicité est souvent destinée à préparer les conditions pour séduire et avoir une ou plusieurs femmes. Signalons que les coupeurs et les paysans en général ont tendance à être polygames. C) la notion de journée de travail pour le **picador** a une interprétation spéciale. Pour lui, couper 6 « decoviles » en commençant à 1h 30 du matin pour terminer à 7h30 du soir est équivalent à une journée de 6, 8, 12 heures.

3.- Le « machetero » au chargement des « decoviles ».

Le coupeur est obligé de former un compagnonnage, c’est-à-dire une équipe de 4 membres au moins. Il s’agit d’une forme d’entraide pour le chargement des charrettes. Le travail en équipe est obligatoire pour les trois raisons suivantes : 1) Le compagnonnage permet au coupeur de réduire la fatigue physique que représenterait le chargement de 2 « decoviles ». S’il devait le faire seul, son dos et ses reins ne pourraient supporter les mouvements rapides et réguliers nécessaires pour se baisser, ramasser la canne et se relever pour la charger sur les charrettes. Parfois, certains **picadores** le font seuls, mais la grande majorité l’évite. 2) Le compagnonnage permet de réduire le temps de chargement d’environ 3 heures, entre 4 compagnons, le chargement se réalise en 45 minutes, c’est la seule manière pour que le coupeur associé dispose de 2h de liberté. 3) le compagnonnage permet au coupeur de se pro-
téger des abus légalisés de la centrale. Si un « machetero » ne dispose pas d’un compagnon pour l’aider, le contremaître a le droit d’ordonner d’office le chargement payé de l’une des charrettes par un « chiripeo ». Par conséquent, le reçu correspondant est conservé et rendu à son propriétaire, déduction faite de la valeur correspondante du prix de chargement, pour un « decovile » 80 cts de jour et 1.00 peso de nuit.

Si le coupeur ne dispose pas de cet argent, le contremaître effectue la conversion en monnaie qu’il déduit de la paye du « machetero ». Si on considère que le « decovile » chargé est payé de 2.00 à 2.70 pesos, on comprendra ce qu’une telle déduction représente pour le picador.

Le « picador » finit la coupe de ses deux « decoviles » à 18h et conclut ainsi la première partie de son travail. C’est alors que commence l’incertitude. Au moment d’arriver à la bascule, il saura combien il touchera pour sa journée de travail. De plus, il ignore à quelle heure et dans combien de temps il pourra l’effectuer. Tout dépendra de la vitesse à laquelle la centrale décharge et renvoie les wagons vides. Parfois, le chargement se réalise immédiatement ou le lendemain, mais souvent il faut attendre jusqu’à huit (8) jours, étant donné les procédés et techniques archaïques toujours en usage pour la coupe et le ramassage de la canne à sucre.

Pour faciliter la compréhension des diverses étapes de travail, nous admettons que le chargement de la canne s’effectue le même jour. (La charge de nuit s’effectue dans les sections de coupe en « decoviles »). À partir de 18h45, la canne est disposée en rangée sur les rails. De nuit, la durée du travail s’allonge,
étant donné les risques d’accident, la carence d’instruments de travail et la fatigue physique à la suite d’une longue et dure journée de travail. Il s’effectue en 2h30 au lieu de 1h30 de jour. Si à cela on ajoute le temps nécessaire à la coupe de canne de 2 « decoviles », la journée de travail s’étend de 5h30 à 21h30. Seize heures de travail !

Nous le répétons, il y a une grande similitude entre le système de travail prévalant à l’époque coloniale et celui du « picador » dans les « bateys » de Barahona.

Que se passe-t-il si le « machetero » dispose d’une quantité de cannes à couper équivalente à 6.8 ou 10 « decoviles » ?

Si un « machetero » se contentait de couper et charger la canne de 2 « decoviles », il ne pourrait survivre ; en effet il ne pourrait payer ses dettes aux usuriers ni même manger. Pour pouvoir faire face aux nécessités de la vie quotidienne, il est obligé de solliciter auprès du superviseur assez de canne pour 6 « decoviles ». Nous avons indiqué qu’il faut compter 16h pour la coupe et le chargement de 2 « decoviles », pour 6 « decoviles », il faut trois journées de travail.

Dans les sections de coupe, vu l’organisation du travail, le chargement de la canne ne peut être remis à plus tard. Toute la canne d’une filière de « decovile » doit être déchargée immédiatement, il s’agit de ce que l’on appelle le « nettoyage des filières » quand les « decoviles » ordonnés sur les rails avancent jusqu’aux bascules, les rails ne peuvent être placés sur une autre filière que lorsque les « decoviles » sont déchargés. Si après 3 jours de travail actif, le picador réussit à couper les 6 « decoviles » de canne et arrive à le charger immédiatement
(ce qui n’est presque jamais le cas), c’est-à-dire le troisième jour, dans ce cas ses compagnons commencent à travailler à 18h30 et finissent plus ou moins à 2h du matin.

Afin de remédier à cette situation, on adopte en général l’une des mesures suivantes bien qu’elles soient inefficaces. Le contremaître de coupe ordonne le chargement de 2 à 3 des 6 « decoviles » au frais du « picador ». Les quatre autres compagnons de charge intègrent d’autres personnes à leur groupe et, étant donné le fort esprit d’équipe, le temps de charge des 6 « decoviles » se réduit considérablement. Il ne faut jamais perdre de vue que la réciprocité et l’entraide entre compagnons sont indispensables.

D’autre part, s’il reçoit l’ordre de coupe d’un nouveau lot au bout de 3 jours, le picador, bien qu’il soit en activité, ne reçoit aucun salaire. Dans ce cas, sa rémunération passe à 80 cts par jour. Afin d’éviter cette situation, certains travailleurs exigent qu’on leur donne plus de deux « decoviles » de canne à couper par jour, parfois même jusqu’à 10 « decoviles », payés 24 pesos. Cependant, il devra travailler l’équivalent de 5 jours qui deviennent de fait 13 jours de 60 heures, compte tenu de tous les jours de travail effectif. En fin de compte, la journée de travail vaut 1.83 au lieu de 4.80 pesos.

Afin de diminuer le nombre de journées non rémunérées et avoir une réserve d’argent à sa disposition, le « machetero » a une issue peu recommandable et provisoire : celle de refuser de réaliser les travaux de compagnonnage. Mais cette attitude, souvent utilisée par certains picadores, loin de lui être favorable, lui pose des problèmes et peut même lui coûter la vie. Il est obligé par ses compagnons de payer chaque charge-
ment de « decovile » au tarif de 80 cts si le chargement se fait de jour et 1 peso s’il se fait de nuit. Au cas où il refuse de payer, on a même enregistré des cas où les picadores lésés se sont fait justice en décapitant le picador malhonnête.

En résumé, pour le « machetero », la seule issue pour survivre est de se serrer la ceinture chaque jour davantage et tenter d’obtenir le minimum indispensable à la satisfaction de ses nécessités les plus urgentes.

B.- Exploitation du picador par la hiérarchie bureaucratique

Les responsables des « bateys », en accord avec la direction de la centrale, pratiquent divers types de spéculations qui nuisent sérieusement à la situation économique du « picador ». Ces spéculations se réalisent par la vente du droit de coupe, la fabrication de faux reçus de charrettes de canne, l’existence d’un corps de faux journaliers, et le vol de chèques des « picadores », etc.

1-Vente du droit de coupe.

Pendant la saison des récoltes, les chefs d’équipe et les contremaîtres vendent le droit de coupe au détriment des « picadores » qui ne font pas partie de corruption. Une semaine avant la publication du droit de coupe, les picadores favorisés reçoivent l’autorisation secrète du chef d’équipe. Ils commencent au milieu des champs afin que ni les agents de supervision, ni les autres coupeurs ne s’en aperçoivent. Quand ces derniers recevront l’ordre de coupe la semaine suivante, ils se trouveront en face du fait accompli : le champ a été déjà
Coupé.

Chacun des coupeurs favorisés fait enregistrer une ou deux charrettes au nom d’un ami chef d’équipe ou de contremaître de coupe. Cette pratique assure ainsi le droit à la sécurité sociale pour les amis de ceux-ci en cas de maladie car il est interdit d’être employé et picador en même temps. De plus, elle assure le droit aux bonifications à la fin de la saison morte. Enfin, le coupeur remet au chef d’équipe ou au contremaître de coupe une somme équivalente à une ou deux decoviles de canne.

Un des principaux chefs de ce trafic, le chef d’équipe du « batey » n° 7 a été assassiné le dimanche le dimanche 30 janvier 1972. Avant la date officielle de la coupe, les contremaîtres parfois utilisent un procédé plus discret : ils font occuper une portion du champ sans la toucher, ils procèdent après un temps à la répartition de petites portions à tous les « picadores » sous leurs ordres. Ce groupe de « picadores » favorisés dispose d’une dizaine de charrettes pour couper et charger tandis que les autres en disposent d’à peine 2 ou 3. L’immobilisation des lignes de decoviles retarde le déchargement des moins favorisés. La canne coupée diminue de poids au but de huit (8) jours car la concentration de saccharose augmente, ce qui est avantageux pour l’entreprise. Enfin, il arrive que ces coupeurs défavorisés attendent plusieurs semaines avant de recevoir un nouvel ordre de coupe.

Dans les bateys de Barahona, le favoritisme dans la coupe de la canne est communément appelé « antre nan dyab » (en créole, signifie s’inscrire à la secte du diable).

Chaque « picador » favorisé est obligé de donner une char-
rette de canne ou 2 pesos en espèce au contremaître de coupe.

Ce trafic va de pair avec les mécanismes de prêts usuraux et la loterie (quiniela) organisée par les contremaîtres de coupe et assurée par les chefs d’équipes qui se créent ainsi une clientèle docile.

2- Fabrication de faux reçus.

Les chefs de colonies, les majordomes, les peseurs et les payeurs, organisent avec la complicité de l’administration centrale, le vol systématique des *picadores* en fabriquant de faux reçus. La centrale ne contrôle pas le nombre de decoviles expédiés sinon le poids de canne à sucre. De cette façon, ils déduisent chaque jour un certain pourcentage du poids réel de chaque charrette. Par exemple, environ 24 wagons, par groupes de 6 par jour, passent sur les balancent, ce qui représente 216 decoviles de canne de 2 tonnes 50 kg chacun, c'est-à-dire un total de 540 tonnes. Si l'on déduit environ un quart de tonne de chaque decovile, on obtient 34 tonnes par jour d'une valeur de 34 pesos 40 cts, c'est-à-dire 1.132 pesos par mois.

Ensuite, on répartit la valeur des 34 tonnes en reçus de 1 tonne et demie au nom de femmes, parents ou amis de confiance. Un complice se présente aux guichets comme l’usurier du *batey* et convertit en pesos les faux reçus. Il est publiquement connu que l’ex-administrateur de Barahona, un certain Rodriguez, recevait mensuellement par ce biais un montant de 200 pesos de chaque chef de colonie.

3- Création d’un corps de faux journaliers.
Dans chaque « batey », il y a un corps de faux journaliers qui constituent une source d’enrichissement pour les membres de la direction de la centrale. L’opération ne peut se réaliser sans le consentement de certains « picadores ».

Chaque « batey » comprend des coupeurs journaliers (environ 40) et des « macheteros ». Le chef de colonie a le droit d’augmenter ou de réduire le nombre de journaliers en fonction de l’urgence du travail. Il s’arrange avec les « macheteros » qui s’inscrivent comme journaliers sur la liste, sans pour autant changer de statut. Pendant toute la récolte, ces derniers vivront du fruit de leur travail de « macheteros ». Tous les quinze jours, ils toucheront personnellement leur salaire de journalier aux guichets de la centrale. Ils le remettront intégralement au chef de la colonie avec lequel ils sont entendus. Celui-ci partagera cet argent avec d’autres membres du personnel administratif. Quant au coupeur, il pourra toucher la bonification à laquelle son statut de journalier lui donne droit.

Cette création de journaliers fantômes fait passer leur nombre de 40 à environ 80 sur les registres du batey. Le salaire quotidien d’un coupeur non « machetero » est de 2 pesos. Sur les 80 chèques qui arrivent tous les 15 jours aux guichets de la centrale, 40 vont directement au chef de la colonie, soit une somme de 1200 pesos. Un véritable scandale éclata à l’époque des bonifications en novembre 1972 : 60% des coupeurs « macheteros » étaient en même temps journaliers. Ce scandale a permis de mesurer l’étendue de la corruption et du vol au sein de l’administration de la centrale.

4- Le vol des chèques.
Après la pesée des chargements, « le picador » ne pourra rien acheter avec le reçu qu’on lui a donné jusqu’au jour de quinzaine, à moins de le vendre à un usurier. Dans les deux cas, il perd, car quand il se présente aux guichets de la centrale, il doit payer 25 cts aux gardiens du *batey* n°5 chargés de la formation des files d’attente.

**C.- Les coupeurs salariés non « macheteros »**

Chaque section comprend au moins un chauffeur de tracteur, un mécanicien, cinq « cadeneros », deux « bueyeros », quatre « troteros » et environ une trentaine de « liñeros »

*4*. Ces journaliers sont répartis en personnel qualifié et personnel non qualifié, selon la nature ou la qualité de leur travail.

Les travailleurs qualifiés sont les mécaniciens et les chauffeurs de tracteurs. Leur salaire quotidien est de 3.50 pesos. Ils reçoivent une prime par charrette, ils ont droit à des bonifications, des cadeaux de Pâques, des journées de congé maladie et la retraite. Ils ne bénéficient pas de vacances annuelles payées. Les travailleurs non qualifiés ont un salaire de 2 pesos par jour. Ils ont droit aux bonifications et aux cadeaux de Pâques, ils ne bénéficient pas de vacances annuelles payées. Les manœuvres des bureaux de la centrale les empêchent de toucher la somme due en cas de maladie. Le droit à la retraite n’existe qu’en théorie, en fait il n’est jamais concédé, en outre on ne respecte pas l’âge légalement fixé. Si après de nombreuses péripéties et difficultés, le retraité reçoit enfin une pension, cette dernière ne dépasse pas 15 pesos par mois. C’est pourquoi on compte peu de « picadores » retraités et pensionnés dans les *bateys* de Barahona. Les vieux, tremblotants, avec
des rhumatismes, quasi invalides, marchent à l’aide de cannes, mais préfèrent continuer à être *picadores*. Ils ne peuvent pas se permettre le luxe de se soumettre aux démarches interminables, coûteuses et désespérantes imposées par la centrale.

La journée de travail des *picadores* journaliers n’a pas d’horaire fixe. L’anarchie qui règne à la centrale et la rapacité du chef d’équipe les obligent à travailler de 6h 30 à 18h ou 22h parfois même jusqu’à 3h du matin. Souvent, les «liñeros » et les « troteros » n’ont pas le temps de se reposer. Ils travaillent toute la nuit et le jour suivant. Munis d’une lampe, ils placent les rails sur plusieurs lignes afin que les décoviles soient prêts quand les « macheteros » commencent à charger. Ce rythme leur est imposé par les chefs d’équipe et les chefs de colonie qui touchent une prime par wagon chargé.

Au mépris des lois en vigueur, les journaliers ne reçoivent que le salaire d’une journée normale de travail (6h à 16h). Ni les heures supplémentaires, ni le travail nocturne ne leur sont effectivement payés.

Telles sont dans toute leur crudité, les conditions de vie et de travail des « macheteros », Haïtiens et Dominicains durant les 6 mois de « zafra ».

Voyons quelles sont leurs conditions de vie pendant le reste de l’année.

**D.- Conditions des *picadores* durant les six mois de saison morte**

Les mois de juillet marquent la fin des récoltes et le dé-
but de la saison morte pour la population des *bateys*, époque de grandes privations et de difficultés, de faim et de maladie, temps de mendicité, de prostitution, de vols et de crimes. C’est aussi l’époque au cours de laquelle le *picador* n’a droit à aucune prestation de la sécurité sociale et que la force de travail se vend à un très bas prix.

Pour diverses raisons, une fraction minoritaire de la population des *bateys* ne se déplace pas. Mais la majorité se dirige vers les montagnes à la recherche de travail dans les fermes privées. Marchant avec difficulté, la musette sur le dos, couvert de sueur, trébuchant sur des sentiers abrupts qui traversent la campagne, le coupeur s’arrêtera là où il pourra se vendre à un autre type d’exploiteur : les grands propriétaires.

La vie dans ces fermes sera aussi dure que dans les *bateys*. Mais il n’y a pas d’alternative, il s’agit de survivre durant la saison morte en attendant la soi-disant bonification de novembre et le début des récoltes en décembre.

1. La vie dans les plantations durant la morte saison.

Le tintamarre matinal s’est éteint durant la morte saison. C’est la fin des réveils forcés, du travail exténuant, des bastonnades et des persécutions. Le travailleur peut se distraire en jouant aux dominos, aux cartes, au lido, au baseball, etc. Mais il a une famille à nourrir et il est donc obligé de se mettre à la disposition du majordome du *batey* pour se trouver « un petit travail » : désherber, couper la semence de canne, planter les cannes dans les nouveaux champs, draguer les canaux d’irrigation, drainer les eaux stagnantes, nettoyer les voies ferrées des decoviles et les locomotives de la centrale, nettoyer et ré-
parer les chemins et les sentiers de la ferme d’État, etc.

Durant la saison des récoltes, ces tâches sont effectuées par une poignée de travailleurs appelés les « aouteros » et dont les seuls instruments de travail sont des pelles, des pioches et des machettes. Au cours de la saison morte, l’offre pour ces travaux « d’aoûté » augmente considérablement; ils dépendent toujours du majordome et du chef de la colonie et peuvent être payés soit au forfait, soit de manière globale, selon l’accord. Parfois le majordome délègue cette fonction à un agent de recrutement qui maintient le contact avec le travailleur. Cet agent peut être la garde d’incendies ou n’importe quel picador de confiance. Dans tous les cas, étant donné les conditions de travail qui lui sont imposées, le coupeur est soumis à une terrible exploitation comme le montre l’exemple suivant.

Un champ de canne de 100 hectares doit être nettoyé. Le chef de colonie, assisté du majordome, soumet un rapport à la direction de la centrale. Celle-ci charge un responsable de réviser et évaluer les frais nécessaires pour la réalisation du travail. Le responsable décide qu’il faut prévoir 1 000 pesos et un groupe de 50 travailleurs pour une période de 10 jours à raison de 20 pesos chacun. Cependant, le chef de la colonie, le majordome et le responsable de la centrale fixent le prix du travail à 400 pesos. Ils se cherchent un responsable du travail qui a un salaire de 100 pesos et embauche 3 hommes, « trois engagés » à 100 pesos chacun.

Complètement désespérés, acculés par la faim, ces trois engagés acceptent les conditions de l’employeur comme une chance inespérée. Très souvent, ils ne se donnent même pas la
peine d’aller vérifier le travail. Éblouis par la perspective de gagner 100 pesos et de pouvoir ainsi se libérer de certaines dettes ou faire des économies, ils sous-estiment le travail qu’ils devront effectivement fournir et pensent pouvoir le terminer en 20 ou 30 jours. Stimulés par la perspective d’économiser entre 30 et 40 pesos (15 pesos d’économie durant la saison morte est une somme considérable pour le picador), les trois se mettent au travail avec beaucoup d’enthousiasme de l’aube à la nuit. Avant la quinzaine, ils demandent un emprunt d’usurier, ou bal du majordome, équivalent au travail exécuté. Il s’agit là d’une manipulation de la part du majordome, étant donné que chacun des trois (3) engagés devra se multiplier par mille pour tenter de terminer le travail en 2 ou 3 mois afin de ne pas payer d’intérêt.

Une fois le pacte conclu, l’engagé ne pourra revenir sur sa décision, qu’il le veuille ou non il est obligé de terminer le travail. Il aura de quoi se nourrir, mais il ne pourra pas payer ses dettes auprès des épiciers ni s’acheter un pantalon, une chemise, une paire de chaussettes, ni payer l’école de ses enfants ou le médecin, etc.

En résumé, la vie de la colonie durant la morte saison a été décrite en ces termes par un vieux coupeur dominicain originaire d’un de ces bateys : « Dans les plantations des Barahona, les chiens sont si faibles que lorsqu’ils aboient, ils doivent s’appuyer contre quelque chose pour ne pas perdre l’équilibre. » Les gens se convertissent en mendiants, en indigents. Le vol ou « gavillerismo » devient une forme de vie. La prostitution augmente, provoquant une baisse de prix et passe de 1 peso pendant la récolte à 25 et même 10 cts.
2. La vie des « picadores » dans les montagnes pendant la morte saison.

Dès la fin de la récolte, le picador se dirige vers les montagnes pour se placer dans des fermes privées. Il peut sarcler, nettoyer, semer des graines ou des plants, récolter du café, du tabac, du coton, du sésame ou cacahuète, des haricots, du riz, couper des arbres pour défricher de nouveaux champs, etc. La rémunération est versée soit globalement, soit quotidiennement. Quel que soit le cas, le travailleur ne dispose d’aucune garantie. Les conditions de travail sont telles qu’ils finissent par se convertir en troupeau docile à la disposition du propriétaire terrien. En outre, ce dernier entretient une rivalité féroce entre le journalier haïtien et son homologue dominicain.

3. Paiement global.

L'objectif du propriétaire est d'obliger les travailleurs à exécuter toutes les taches de la ferme pour un salaire de misère (quatre fois inférieur à la normale). Par exemple, si pour le nettoyage d'une plantation de café (pour une durée de 2 mois à raison de 10h de travail par jour) il fallait payer au moins 80 pesos, le propriétaire en offre 20 à un Dominicain et proposera entre 10 à 20 pesos au travailleur haïtien. Au cours de la discussion, il déclara: « Je paierais 20 pesos pour ce travail à un Dominicain, mais jamais à un Haïtien. » Si on lui en demande la raison il répondra sans s’émouvoir : « L’Haïtien s’en va avec les réserves du pays, le Dominicain non. » En établissant une différence de salaire entre les Dominicains et les Haïtiens, son unique objectif est de provoquer la haine entre eux, à partir de la concurrence, du racisme et du nationalisme. Grâce à cette politique de division, il peut facilement s'enrichir sur le dos des
travailleurs des deux pays.

De plus, il utilise un autre procédé pour soustraire une partie du salaire du picador : aucun prêt n’est accordé tant que le travail n’a pas été réalisé correctement. Aussi, pour s’alimenter, le travailleur est-il obligé d’acheter sa nourriture à crédit. Il se dirigera vers l’unique épicerie de la ferme, celle du propriétaire où l’on peut trouver toutes les marchandises nécessaires : c’est-à-dire du riz, des haricots, de l’huile, de la farine de blé, des épices, du savon, du sucre, du sel, des allumettes, du tabac, du saumon, des harengs, du chocolat, des sardines, etc. Libre de toute concurrence et prétextant des frais de transport, le propriétaire spécule sur les prix de la marchandise.

Prix de vente de certains articles dans la ferme et sur le marché

<table>
<thead>
<tr>
<th>Articles</th>
<th>Ferme</th>
<th>Marché</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 livre de riz</td>
<td>0.22</td>
<td>0.16</td>
</tr>
<tr>
<td>1 livre de haricot</td>
<td>0.355</td>
<td>0.18</td>
</tr>
<tr>
<td>1 machette</td>
<td>4.350</td>
<td>3.00</td>
</tr>
<tr>
<td>1 paire de bottes en caoutchouc</td>
<td>3.50</td>
<td>4.50</td>
</tr>
<tr>
<td>1 boîte de sardines</td>
<td>0.21</td>
<td>0.15</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le travailleur trouve tout ce dont il a besoin à la ferme. Ses dettes s’accumulent de façon vertigineuse. Il est fréquent qu’avant la fin de son travail, il doive en marchandises, une somme équivalente au montant de son salaire. Le propriétaire ne lui fait plus crédit. Il exige ou que le travail soit terminé à temps ou le paiement intégral de la dette. En règle générale, le travailleur propose de terminer la tâche contre une ration alimentaire quotidienne ou demande une légère augmentation
de salaire. En cas de refus, endetté, il abandonne la ferme et va chercher du travail ailleurs. Mais en fait, la quantité de travail déjà effectué vaut largement plus que les dettes contractées.

4. Le paiement des journaliers.

Au cours de la morte saison, sous la surveillance d’un contremaître, le journalier travaille de 6h du matin à 17h, 18h à raison de 50 cts à 2 pesos par jour. Cette grande différence de salaire est liée à la politique de discrimination menée contre les Haïtiens. (50 cts ou 1.50 peso à un journalier haïtien et 2 pesos à un Dominicain). Les travailleurs, incapables de comprendre le jeu du propriétaire, s’accusent mutuellement de cette situation et sans le vouloir ils innocentent le vrai coupable.

Les travailleurs agricoles ont droit à deux pauses par jour de 30 minutes chacune. La première a lieu vers dix heures et la seconde vers quatre heures. Elles correspondent à l’heure du petit déjeuner et du déjeuner. Le dîner est aux frais du travailleur. Le petit déjeuner se compose d’un gobelet de lait bouilli ou d’eau sucrée, d’un pain grossier fait de maïs moulu salé couramment appelé « boy » (c’est à peu près le « doucounou » des paysans haïtiens). Le déjeuner comprend: un plat de « maïs moulu et pois collé » ou de « riz et pois collé ». Ces deux repas journaliers donnés aux travailleurs ne valent absolument rien en quantité et en qualité, car le souci du propriétaire foncier est de réaliser le maximum de profit à peu de frais. Il serait dangereux pour le travailleur de passer la nuit sans dîner. Le travailleur qui commettrait une telle imprudence ne pourrait pas travailler le lendemain ou le surlendemain par faiblesses physique. Il est donc obligé, une fois la journée de travail ter-
minée, d’acheter son dîner à 25 ou 50 cts dans la boutique du fermier à crédit.

III.- La division : arme de la réaction contre les *picadores* haïtiens et dominicains

Les conditions objectives qui permettent une prise de conscience rapide et la lutte pour de grands changements sociaux sont présentes dans les *bateys* de Barahona. La réaction s’en est rendue compte et utilise tous les moyens pour retarder cette prise de conscience et l’explosion qui se prépare parmi les *picadores*. Il convient de signaler les deux éléments les plus utilisés: le passé commun et le racisme.

A.- Le passé commun

Dans les relations haïtiano-dominicaines, les conflits du passé ont été intentionnellement déformés ou simplement mal interprétés. Une des conséquences de cette falsification historique a été le développement d’un nationalism chauviniste dans chacun des deux pays. Les guerres haïtiano-dominicaines, l’occupation haïtienne du territoire dominicain, le massacre des Haïtiens perpétré à la frontière sur l’ordre de Trujillo et la façon dont les historiens ont exploité ces faits ont fini par créer entre les deux peuples une mémoire sociale fondée sur la haine.

En fait, un *picador* haïtien et un *picador* dominicain peuvent avoir une amitié franche et sincère, mais ceci n’empêche que dans l’inconscient de chacun somnole l’esprit de vengeance. Les mouvements dans les *bateys* au cours de l’époque du conflit Bosch-Duvalier en 1963 sont assez probants.
Le comportement raciste du travailleur dominicain ne doit pas surprendre lorsqu’on sait que l’école, les journaux et les revues réactionnaires qui sont les agents de diffusion du racisme et de l’anti-haïtianisme sont à la base de sa formation intellectuelle, culturelle et morale. L’éducation anti-haïtienne à la trujillo diffuse des idées de ce genre ; « Haïti est habité par une poignée de sauvages africains » ; « Nous, les Dominicains devons faire payer une dette de sang », « l’Haïtien est l’ennemi » ; « Les Haïtiens devraient être transférés en Guyane française ou en Afrique » ; « la race et la civilisation dominicaines sont supérieures à celles d’Haïti » ; « Les couches les plus pauvres du peuple haïtien sont un groupe ethnique sans la moindre possibilité d’évolution et de progrès » ; « Cette éducation a créé un climat de tension, d’animosité, de haine et de désir de vengeance parmi les travailleurs dominicains contre les Haïtiens.

Le jour où les véritables intérêts de la réaction des deux pays seront en jeu, la République dominicaine n’hésitera pas un instant à utiliser cet avantage dont elle dispose. Les conflits armés entre l’Inde et le Pakistan, entre Israël et le monde arabe, entre le Honduras et le Salvador dont des exemples clairs de la politique néfaste que la réaction peut mettre en marche à tout moment. La République d’Haïti et la République dominicaine en seraient-elles exemptes ? La réponse à cette question sera claire quand nos deux peuples tenteront de se libérer de la domination impérialiste et réactionnaire et s’engageront dans la voie de la libération nationale et sociale.

Face à l’anti-haïtianisme, l’Haïtien fait preuve de nationalistisme chauviniste et de sectarisme. Certains ont un complexe d’infériorité, ils souffrent d’être Haïtiens, ils cachent leur na-
tionalité par peur d’être humiliés, ils maudissent Haïti et son peuple parfois avec plus de haine encore que le raciste dominicain. Mais quand il s’agit de la vente d’Haïtiens aux fermes privées, ils sont obligés de partager la clandestinité avec d’autres Haïtiens, étant donné que c’est leur seul moyen de protection. Certains couples haïtiens empêchent à leurs enfants de parler le créole. D’autres groupes d’Haïtiens, tout en se refusant à se considérer supérieurs aux Dominicains, font de l’occupation haïtienne de la République dominicaine un motif de gloire, un témoignage de leur dignité et de leur supériorité. Ils ne manquent jamais d’exprimer leur nationalisme et leur sectarisme.

En coulisse, la réaction dominicaine et la réaction haïtienne se réjouissent de cet état de choses. On peut tirer de nombreuses leçons de cette situation qui empêche le développement de la lutte des classes des travailleurs dominicains et haïtiens dans les bateys. N’oublions pas la phrase de Engels : « Un peuple exploité qui participe à l’exploitation d’un autre peuple ne pourra jamais être libre ».

La République dominicaine a un niveau de développement économique et social plus élevé qu’Haïti. La propagande de la réaction dominicaine veut faire croire aux travailleurs dominicains qu’ils font partie d’un pays riche et que la misère, la faim, l’analphabétisme, le chômage sont dus aujourd’hui aux nombreux groupes haïtiens qui travaillent dans le pays.

C’est pourquoi le travailleur haïtien doit s’affronter non seulement aux patrons et aux institutions, mais aussi au travailleur dominicain. Ce dernier soutient le grand propriétaire dans
sa politique de bas salaire à la main-d’œuvre d’Haïti, il com-
plique les négociations des contrats de travail, il se transforme en sentinelle, en espion, en policier de son propre spoliateur contre le travailleur haïtien. À ses yeux, c’est une attitude pa-
triotique et il s’en glorifie, mais sans le savoir, il consolide son propre tombeau de misère et de honte. Plus le fossé de haine entre les deux peuples se creusera, plus sera écrasante l’exploi-
tation qu’ils subiront et plus l’heure de la libération tardera à venir.

La présence de travailleurs haïtiens a des influences posi-
tives et négatives dans la vie des dominicains, mais n’explique en rien les maux de l’économie de ce pays. Pour cela, il faudrait plutôt interroger les grands magnats qui détiennent le pou-
voir dans certaines branches clés de l’économie dominicaine. Gulf and Western, Falconbridge ou les grands propriétaires terriens tels que Vicini et les politiciens corrompus du régime de Balaguer.

La réponse juste à ces questions permettrait au peuple dominicain de comprendre les travailleurs haïtiens et de les considérer comme des alliés et non comme des ennemis dans la lutte commune pour notre émancipation.
Bibliographie

Archives


Publications officielles

• Tolentino, Vicente ; Informe sobre la capacidad de la República Dominicana para absorber (16 septembre 1937).

• La Frontera de la República Dominicana con Haití ; Edit. La Nacion C. por A., Ciudad Trujillo 1946.

• Organisation des États-Américains (OEA) ; Tratados y Convenciones Interamericanos.

Témoignages

Témoignage de Dominicains et d’Haïtiens qui ont vécu à cette époque.

Journaux (Octobre 1937-Janvier 1938)

1. The Washington Post (États-Unis)

2. The New York Times (États-Unis)

3. El Universal (Mexique)

4. Diario de la Marina (Cuba)
Livres


11. Falcon, Nieves, *El emigrante puertorriqueño*, Puerto Rico,


22. Logan, Rayford, *Haiti and the Dominican Republic*, New


33. Price-Mars, Jean, *La República de Haití y la República Domi-


37. Stavenhagen, Rodolfo, Clases, colonialismo y acculturación, Ediciones de la SAENAH, Mimographié.


Articles


- Corten André, « Rapport de production dan l’industrie sucrière », Mimographié.

- « Notes de recherche : facteurs d’explications de la migra-
tion des travailleurs haïtiens vers les centrales sucrières dominicaines », Mimographié.


